

LA GESTION DE LA FAUNE DANS UN CONTEXTE DE CHANGEMENTS CLIMATIQUES :
QUELLE PLACE POUR LES NATIONS AUTOCHTONES SANS TRAITÉ ?

Par
Maud Pagé

Essai présenté au Centre universitaire de formation
en environnement et développement durable en vue
de l'obtention du grade de maîtrise en environnement (M.Env)

Sous la direction de Denis Audette

MAÎTRISE EN ENVIRONNEMENT
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Juin 2021

SOMMAIRE

Mots clés : nations autochtones, gestion de la faune, biodiversité, conservation, changements climatiques, traités, droits ancestraux.

L'objectif de cet essai est d'analyser le degré de participation des nations autochtones dans la gestion des ressources fauniques du territoire, afin de déterminer si la signature d'un traité influence la capacité d'implication des Autochtones. Cette participation aux activités de gestion de la faune est primordiale pour les communautés autochtones qui pratiquent la chasse, la pêche et le piégeage de subsistance, particulièrement en contexte de changements climatiques. Cependant, les nations autochtones ne sont pas toutes sur le même pied d'égalité. Afin de contextualiser, l'essai présente tout d'abord l'historique de la gestion de la faune et les principaux organismes qui en sont responsables au Québec et au Canada. Il présente également les impacts actuels et attendus des changements climatiques sur la faune du Québec, particulièrement pour la biodiversité nordique. L'essai décrit par la suite les distinctions en matière de participation à la gestion de la faune entre les nations autochtones qui bénéficient d'ententes ou de traités avec les gouvernements du Québec ou du Canada et ceux qui n'en bénéficient pas. Pour ce faire, quatre nations autochtones et leurs implications concrètes dans les activités de gestion faunique sont présentées. La première nation abordée est celle des Inuits du Nunavik, qui sont, avec la deuxième nation présentée, les Cris d'Eeyou Istchee, signataire d'un traité et ayant vu leurs pouvoirs sur le territoire grandement augmenté depuis. Le troisième et le quatrième cas sont respectivement les Innus de la Côte-Nord et les Anishinabés de l'Abitibi-Témiscamingue et de l'Outaouais. Les Innus ont signé une entente de principe faisant partie du processus nécessaire à la rédaction d'un traité. Les Anishinabés, quant à eux, ne participent pas à la rédaction d'un traité pour le moment. C'est l'écart entre les deux premiers et les deux derniers cas qui permet d'identifier les leviers et les freins à la participation des nations autochtones dans l'analyse comparative. En effet, l'accès aux redevances et aux financements, de même que la création d'un régime territorial possible grâce à la signature d'un traité avantage les nations signataires et leur permet une implication directe dans la gestion faunique.

Les recommandations sont formulées dans le but de guider les décideurs afin d'intégrer plus adéquatement les communautés autochtones sans traité dans la gestion de leurs ressources. Cela passe par une plus grande reconnaissance des droits et des savoirs autochtones tel que l'encouragement de la consultation et de la participation autochtone dans les projets touchant la faune; la création d'ententes ou d'institutions de gestion et de cogestion; un meilleur accès à du financement et des redevances de la part d'institutions; l'amélioration des relations entre les nations autochtones et l'État; ainsi que la priorisation de l'utilisation autochtone de la ressource.

REMERCIEMENTS

Cet essai constitue l'aboutissement de plusieurs années d'études universitaires à l'Université de Sherbrooke, que je termine fièrement. Je tiens à remercier toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de ce document et qui ont influencé mon cheminement.

Je souhaite tout d'abord remercier mon directeur d'essai, Denis Audette, qui m'a accompagnée tout au long de la rédaction de cet essai. Votre soutien et vos recommandations durant ce processus ont permis d'améliorer la qualité de mon travail et je vous en suis très reconnaissante.

Je tiens également à remercier ma famille et mes amies pour leur soutien indéfectible, en plus de contribuer en grande partie à ma motivation. Un merci particulier à Jade, ma partenaire de rédaction (à distance) qui m'a permis de rester motivée tout au long du processus. La pandémie nous aura privées de séances de rédaction dans les cafés, mais nos discussions hebdomadaires m'auront permis de mener à bien ce projet.

Finalement, je n'aurais jamais pu penser à écrire un essai sans le soutien de ma mère, Sylvie, portant plusieurs chapeaux en plus de celui de maman, dont celui de lectrice régulière. Je ne crois pas que j'aurais pu terminer mon essai sans ton soutien et toutes tes corrections. Un merci tout spécial à Mario Boisvert qui aura été le tout dernier correcteur de mon essai. Mes derniers remerciements vont à mes amies et correctrices Arianne et Catherine pour avoir lu et relu mon document et y avoir fait d'importantes corrections. Vous êtes les raisons pour lesquelles cet essai ressemble à ce qu'il est aujourd'hui.

TABLES DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
1. MISE EN CONTEXTE : LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, LA GESTION DE LA FAUNE ET LES NATIONS AUTOCHTONES.....	4
1.1 Historique de la gestion de la faune au Canada.....	4
1.2 Gestion de la faune au Canada : le Service canadien de la faune.....	5
1.3 Gestion de la faune au Québec : Le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs	6
1.3.1 La Société des établissements de plein-air du Québec	7
1.3.2 Les pourvoiries, les zones d'exploitation contrôlées et les refuges fauniques.....	8
1.4 Les impacts attendus des changements climatiques sur la faune du Québec	9
1.5 Les nations autochtones.....	12
1.5.1 Les nations autochtones avec traité et sans traité	13
1.5.2 La reconnaissance des droits autochtones en lien avec la gestion des ressources ...	14
1.5.3 L'implication des nations autochtones dans la gestion de la faune : l'obligation de consultation et d'accommodement	14
2. LES INUITS DU NUNAVIK	17
2.1 La culture et l'histoire des Inuits	18
2.2 L'administration et la gouvernance des Inuits.....	18
2.3 La Convention de la Baie-James et du Nord québécois	19
2.3.1 Le régime des terres du Nord-du-Québec.....	20
2.4 L'importance de la gestion de la faune pour les Inuits.....	21
2.5 La participation des Inuits à la gestion de la faune	22
2.5.1 Les organismes découlant de la signature de la CBJNQ	22
2.5.2 La participation inuite à la recherche et aux plans de gestion de la faune.....	24
2.5.3 Le programme d'aide aux Inuits pour leurs activités de chasse, de pêche et de piégeage	25
2.5.4 Les parcs nationaux au nord du 55° parallèle	26
3. LES CRIS D'EEYOU ISTCHEE.....	29
3.1 La culture et l'histoire des Cris	30
3.2 La Convention de la Baie-James et du Nord québécois, et l'accord « la Paix des Braves »	31
3.2.1 Le découpage des terres des Cris découlant de la CBJNQ	32
3.3 La gouvernance et l'administration des Cris.....	33
3.4 L'importance de la gestion de la faune pour les Cris	34

3.5 La participation des Cris à la gestion de la faune	35
3.5.1 Le régime de chasse, de pêche et de piégeage	35
3.5.2 L'Association des trappeurs cris.....	36
3.5.3 L'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris.....	36
3.5.4 Les aires protégées, les réserves fauniques et les pourvoiries	36
4. LES INNUS DE LA CÔTE-NORD	41
4.1 La culture et l'histoire des Innus	42
4.2 La gouvernance et l'administration des Innus.....	42
4.3 L'Entente de principe d'ordre général.....	44
4.4 L'importance de la gestion de la faune pour les Innus	45
4.5 La participation des Innus à la gestion de la faune.....	45
4.5.1 Les pourvoiries	46
4.5.2 Les revendications d'implication dans les aires protégées	47
4.5.3 La station Uapishka du Conseil des Innus de Pessamit	47
5. LES ANISHINABÉS ALGONQUINS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET DE L'OUTAOUAIS.....	49
5.1 La culture et l'histoire des Anishinabés	50
5.2 La gouvernance et l'administration des Anishinabés.....	50
5.3 Le Traité no 9	51
5.4 L'Entente trilatérale et l'Entente-cadre	53
5.5 L'importance de la gestion de la faune pour les Anishinabés	54
5.6 La participation des Anishinabés à la gestion de la faune.....	55
5.6.1 Les Anishinabés de lac Barrière et les originaux de la réserve faunique de La Vérendrye	55
6. LES NATIONS AUTOCHTONES AU CANADA ET À L'INTERNATIONAL	57
6.1 Les Tsilhqot'in de la Colombie-Britannique.....	57
6.2 Les Aborigènes et les Insulaires du détroit de Torres de l'Australie.....	58
6.3 Les Māoris de la Nouvelle-Zélande	59
7. MÉTHODOLOGIE ET ANALYSE	62
7.2 Analyse comparative	62
8. RECOMMANDATIONS.....	70
CONCLUSION	76

RÉFÉRENCES.....	81
BIBLIOGRAPHIE	93
ANNEXE 1 Le territoire de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois	94

LISTE DES FIGURES ET DES TABLEAUX

Figure 1.1 Impacts potentiels des changements climatiques sur la faune	11
Figure 1.2 Répartition des communautés des 11 nations autochtones au Québec	12
Figure 2.1 Répartition des communautés inuites au Nunavik	17
Figure 2.2 Répartition des caribous migrateurs du Québec et du Labrador	25
Figure 3.1 Répartition des communautés Eeyou d'Eeyou Istchee	29
Figure 3.2 Aires protégée de l'Eeyou Istchee	38
Figure 4.1 Répartition des communautés innues du Québec et du Labrador	41
Figure 5.1 Répartition des communautés algonquines du Québec	49
Figure 5.2 Carte représentant le traité 9 (couleur lavande) en 1905	52
Tableau 2.1 Description et superficie des catégories de terres de la CBJNQ au nord du 55 ^e parallèle	21
Tableau 2.2 Synthèse de la participation des Inuits à la gestion de la faune	27
Tableau 3.1 Description et superficie des catégories de terres de la CBJNQ au sud du 55 ^e parallèle	32
Tableau 3.3 Synthèse de la participation des Cris à la gestion de la faune	39
Tableau 4.1 Synthèse de la participation des Innus à la gestion de la faune	48
Tableau 5.1 Synthèse de la participation des Anishinabés à la gestion de la faune	56
Tableau 6.1 Synthèse de la participation dans la gestion de la faune des autochtones au Canada et à l'international	60
Tableau 7.1 Analyse comparative qualitative	64

LISTE DES ACRONYMES, DES SYMBOLES ET DES SIGLES

ACPT	Association crie de pourvoirie et de tourisme
AIATSIS	<i>Australian Institute of Aboriginal and Torres Strait Islander Studies</i>
AMW	Albanel-Mistassini-et-Waconichi
APCA	Aires protégées et de conservation autochtone
ARC	Administration régionale crie
ARK	Administration régionale Kativik
CANEP	Conseil autochtone national sur les espèces en péril
CBJNQ	Convention de la Baie-James et du Nord québécois
CCEBJ	Comité consultatif pour l'environnement de la Baie-James
CCCEP	Conseil canadien pour la conservation des espèces en péril
CCCPP	Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage
CCEK	Comité consultatif de l'environnement de Kativik
CDB	Convention sur la diversité biologique
CITES	Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction
CNEQ	Convention du Nord-Est québécois
COFEX	Comité fédéral d'examen
COMEV	Comité d'évaluation
COMEX	Comité d'examen des répercussions sur l'environnement et le milieu social
COSEPAC	Comité sur le statut des espèces menacées de disparition au Canada
CRN	Centre de recherche du Nunavik
CRRNTBJ	Commission régionale des ressources naturelles et du territoire de la Baie-James
ECCC	Environnement et Changements climatiques Canada
ERA	Ententes sur les répercussions et avantages
FAEP	Fonds autochtone pour les espèces en péril
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FCF	Fédération canadienne de la Faune
GCC	Grand Conseil des Cris
GNC	Gouvernement de la nation crie
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
MELCC	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

MFFP	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
NPS	<i>National Policy Statement for Indigenous Biodiversity</i>
OBNL	Organisation à but non lucrative
ONU	Organisation des Nations Unies
RMA	<i>Resource Management Act 1991</i>
RMBMU	Réserve mondiale de la biosphère Manicouagan-Uapishka
SÉPAQ	Société des établissements de plein air du Québec
SCF	Service canadien de la faune
TNF	Table nationale de la faune
TRF	Tables régionales de la faune
UGCF	Unité de gestion et de conservation de la faune
UQAR	Université du Québec à Rimouski
WWF	<i>World Wildlife Fund</i>
Zecs	Zones d'exploitation contrôlées

INTRODUCTION

Depuis ses balbutiements en 1880, la gestion de la faune a beaucoup évolué au Québec et au Canada. Par le passé, considérant leur territoire comme étant composé de ressources illimitées, les Canadiens réalisent la finalité des ressources fauniques, lorsqu'ils conduisirent plusieurs espèces près de l'extinction. Le Québec n'est pas différent des autres provinces et ses colons causeront la disparition de plusieurs espèces, en plus d'en désigner d'autres comme étant menacées ou vulnérables. (Kerr et Kwasniak, 2015) Aujourd'hui, au Québec, des 800 espèces de vertébrés qui fréquentent le territoire de façon régulière, 20 espèces fauniques sont désignées comme menacées et 18 sont désignées comme vulnérables (Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs [MFFP], 2021a). La gestion et la conservation de la faune sont de compétence provinciale, bien que le fédéral soit également impliqué dans certains cas spécifiques. Le contrôle de la chasse et de la pêche est la principale manière qu'a le gouvernement de contrôler l'utilisation de la ressource, avec la délivrance d'un permis (MFFP, 2021c). Ce contrôle gouvernemental de la ressource affecte non seulement les utilisateurs pratiquant la chasse ou la pêche sportive, mais également les nations autochtones, qui pratiquent toujours la chasse, la pêche et le piégeage de subsistance (Gouvernement du Canada, 2020c).

En effet, les nations autochtones ne sont que dans de rares cas impliquées dans la gestion des ressources desquelles elles dépendent. Alors que les changements climatiques augmentent la pression exercée sur les ressources fauniques, plusieurs nations autochtones se lèvent afin de dénoncer l'utilisation de la faune, en plus de rapporter les impacts des aléas du climat sur celle-ci (Auzel et al., 2012). Cependant, leurs revendications ne sont pas toujours considérées par les institutions responsables, alors que leurs modes de vie et cultures sont dépendants des animaux. On retrouve au Québec onze nations autochtones cohabitant avec les allochtones et ayant toutes des langues, cultures et organisations différentes. En effet, certaines nations ont conclu des traités avec le gouvernement fédéral et souvent avec les provinces ou les deux, selon le cas, et ceux qui n'en possèdent pas ou qui sont dans le processus de rédaction d'un traité. Les droits et avantages liés à la signature de ces traités varient pour les nations autochtones qui, en échange de la cession de leurs terres et la renonciation à leurs droits ancestraux, reçoivent de nouveaux droits sur le territoire en plus de redevances sur les activités qui y sont pratiquées. (Secrétariat aux affaires autochtones, 2011)

Cependant, il est intéressant de se demander ce qu'il en est des moyens d'implication des nations autochtones sans traité dans la gestion de leurs ressources. En effet, à ce jour, ce ne sont que trois des onze nations autochtones qui sont signataires d'un traité. Il s'agit des Cris et des Inuits, signataires de la Convention de la Baie-James et du Nord Québécois (CBJNQ) en 1975. Trois ans plus tard, les Naskapis ont conclu la Convention du Nord-Est québécois, qui est similaire à la CBJNQ. Ainsi, après la signature de ces conventions, ces trois nations ont obtenu un régime territorial leur donnant davantage de pouvoir sur le

territoire et ces ressources. (Hall, 2017) Pour les autres communautés, cependant, l'absence de traité peut signifier que celles-ci ne possèdent pas l'autonomie nécessaire à la prise de décision. Il est donc nécessaire de comparer le cas des signataires de la CBJNQ avec ceux des nations autochtones sans traité ou en processus de rédaction.

L'objectif de cet essai est d'évaluer la participation des nations autochtones québécoises sans traité dans la gestion de la faune. Pour ce faire, cet essai est divisé en quatre objectifs spécifiques. Tout d'abord, l'essai décrit l'importance de la gestion de la faune pour quatre nations autochtones du Québec ayant une situation géographique semblable, soit les Inuits, les Cris, les Innus et les Anishinabés. Par la suite, l'essai présente sommairement les pratiques actuelles en matière de gestion de la faune de ces quatre nations, de même que celles de trois nations se trouvant en Colombie-Britannique, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Celles-ci ont été sélectionnées puisque ce sont des provinces ou des pays dont la juridiction est semblable à celle du Québec. Cette section est suivie par une analyse comparative permettant de déterminer les éléments sociaux, économiques, juridiques et politiques agissant comme freins ou leviers dans l'accès à la gestion de la faune pour ces nations. Finalement, en se basant sur l'analyse comparative de la section précédente, le dernier objectif consiste à l'élaboration de recommandations afin d'améliorer la participation des nations autochtones dans la gestion des ressources fauniques.

Afin d'assurer l'atteinte de ces objectifs, cet essai est basé sur une collecte de données provenant de sources fiables, variées et récentes provenant d'une revue de la littérature. Bien que la majorité des sources proviennent des dix dernières années, des sources historiques ont également été utilisées pour la pertinence de leurs informations. L'utilisation d'articles scientifiques et les documents ou sites internet gouvernementaux ont été priorisés. Cependant, dans certains cas, l'utilisation de périodiques fiables et neutres a été requise, afin d'effectuer un portrait actuel de la situation. Chaque source a été sélectionnée en fonction de différents critères, dont la pertinence du contenu, la qualification de l'auteur, de même que son objectivité, la date de parution et les sources utilisées pour la rédaction du document.

L'essai est décliné en huit chapitres. Les premiers chapitres servent de mise en contexte, qui décrit l'historique de la gestion de la faune au Québec et au Canada en plus des impacts attendus des changements climatiques sur la faune québécoise. Il expose également les différences entre les nations autochtones avec et sans traité, de même que la reconnaissance des droits ancestraux et l'obligation de la couronne fédérale et des provinces de consulter et d'accommoder les autochtones, à la suite de la jurisprudence découlant des arrêts Haïda et Taku River (Gouvernement du Québec, 2008) Les chapitres deux, trois, quatre et cinq se concentrent tous sur une nation autochtone en particulier. En effet, le chapitre deux présente les Inuits du

Nunavik, le chapitre trois décrits les Cris de l'Eeyou Istchee, le chapitre quatre aborde les Innus de la Côte-Nord et le chapitre cinq introduit les Anishinabés de l'Abitibi-Témiscamingue et de l'Outaouais. La culture, l'historique, la gouvernance, l'administration, l'importance de la faune et les pratiques actuelles de gestion de la faune sont exposés pour chacune des nations. Le sixième chapitre se concentre sur une présentation sommaire de l'accessibilité à la gestion de la faune pour la nation Tsilqot'in de la Colombie-Britannique, les Aborigènes de l'Australie et les Māoris de la Nouvelle-Zélande. Le septième chapitre présente la méthodologie utilisée afin de comparer les possibilités d'implications des quatre nations autochtones sélectionnées, par l'utilisation de l'analyse qualitative comparative sous forme de tableau. Finalement, le dernier chapitre propose des recommandations basées sur l'information contenue dans les chapitres précédents et visant à encourager une plus grande participation des communautés autochtones à la gestion de la faune au Québec.

1. MISE EN CONTEXTE : LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, LA GESTION DE LA FAUNE ET LES NATIONS AUTOCHTONES

La gestion de la faune sauvage se définit comme étant l'application de connaissances scientifiques et locales à la gestion des populations d'espèces sauvages et de leurs habitats, afin de bénéficier à l'environnement et à la société. En effet, la faune sauvage, qui inclut tous les organismes vivants n'étant pas domestiqués et évoluant dans les milieux naturels, joue un rôle primordial dans plusieurs processus naturels, et ce, à tous les niveaux de la chaîne alimentaire. Entre autres, cela inclut, mais sans être exclusif, la dispersion de semences de plusieurs espèces floristiques, la structure des paysages ainsi que l'alimentation et le revenu d'une partie importante de la population mondiale. Le tourisme lié à l'observation de la faune, de même que le commerce de produits d'animaux sauvages, sont parfois des moteurs économiques importants pour plusieurs nations dans le monde, notamment les nations autochtones. (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture [FAO], 2021)

L'utilisation de la faune sauvage peut être répartie en deux catégories distinctes. Il y a tout d'abord l'utilisation extractive ou consommatrice, qui correspond à l'extraction des espèces sauvages de leurs habitats d'origine, principalement par la chasse. Ensuite, il y a l'utilisation non extractive ou non consommatrice, dont les activités incluent par exemple l'observation de la faune sauvage ou l'exploitation d'un produit spécifique provenant d'une espèce sauvage. (FAO, 2021)

De nombreuses pressions, naturelles ou anthropiques, sont effectuées sur les espèces fauniques sauvages, et ce, partout à travers le monde. En effet, les activités anthropiques d'utilisation des ressources naturelles, les activités commerciales, de même que les changements climatiques menacent la faune sauvage par une atteinte directe à leur santé, tout en affectant indirectement leurs habitats. C'est pourquoi la gestion de la faune, souvent avec l'implantation de plans de gestion, a pour objectif de gérer plusieurs problématiques spécifiques pour l'ensemble des espèces présentes dans un milieu naturel. En effet, ces plans peuvent avoir des objectifs distincts, tels que la conservation, le contrôle ou la protection des populations. (FAO, 2021)

1.1 Historique de la gestion de la faune au Canada

La faune a toujours fait partie de l'histoire du pays, et ce, depuis l'arrivée des colons sur le territoire des communautés autochtones. Les premiers explorateurs et colons européens trouvent sur le territoire, vaste et peu peuplé, une faune si abondante qu'elle semble inépuisable. Dans ce contexte, il n'existe aucune préoccupation en ce qui concerne la conservation ou la protection de la ressource faunique. Toutes les populations d'espèces, qu'elles soient fauniques ou aquatiques, sont exploitées à outrance, que ce soit pour

des besoins personnels ou commerciaux. Ainsi, plusieurs espèces, telles le wapiti (*Cervus canadensis*), le grand pingouin (*Pinguinus impennis*), le dindon sauvage (*Meleagris gallopavo*) ou la tourte (*Ectopistes migratorius*), ont autrefois été présentes au pays, mais disparaissent désormais dans plusieurs régions du Canada, dont le Québec. Lorsque les populations fauniques étaient exploitées de façon importante dans les territoires de l'Est, l'attention des habitants s'est tournée vers l'Ouest et le Nord, tous deux considérés comme des territoires sans frontières et aux ressources infinies. Là aussi, plusieurs espèces, dont le wapiti (*Cervus canadensis*) et le bison (*Bison bison*), ont vu leurs populations décliner dangereusement, et ce, jusqu'à la presque extinction. Malgré des preuves évidentes de problèmes grandissants pour les populations fauniques, la population canadienne continue toujours de considérer les ressources fauniques comme étant inépuisables, particulièrement puisque cela lui est profitable sur le plan économique. C'est lors de la rédaction de la Loi constitutionnelle de 1867 qu'une initiative favorise la mise en place de zones de conservation et de protection de la faune. Vers 1880, les utilisateurs prédisent l'extinction de la plupart des grands mammifères et cinq ans plus tard, le premier parc national du Canada, le Parc national de Banff, voit le jour. Par la suite, de nombreux parcs et refuges sont créés un peu partout au pays par les gouvernements fédéral et provinciaux. Ce n'est cependant que plusieurs années plus tard que les programmes de conservation de la faune connaîtront un succès important avec l'interdiction de la chasse commerciale sur de grandes étendues du territoire. Le bison, la grue blanche d'Amérique et le cerf de Virginie voient ainsi leur population augmenter de façon spectaculaire, au point où aujourd'hui, le cerf de Virginie est une espèce surabondante dans plusieurs régions du pays. (Kerr et Kwasniak, 2015)

Au Québec, c'est au moment de la naissance du Canada, en 1867, que la province prend en main la gestion de la faune, principalement la protection du gibier qui, tel que mentionné précédemment, est fortement en déclin. Afin d'assurer une gestion de la faune efficace, le Québec engage des garde-chasses, nommés grâce à leurs connaissances sur la chasse, la pêche et les forêts. Cependant, les activités de braconnage sont légion, tout comme les activités de chasse et de pêche légales, ce qui s'avère une situation difficile pour le peu d'effectifs à la protection des ressources fauniques et en raison de quoi l'on assiste à la disparition de plusieurs espèces. Ce n'est qu'après l'adoption de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune que les agents de protection de la faune et d'autres fonctionnaires sont nommés, et que leurs responsabilités sont définies. C'est d'ailleurs à ce moment que survient la naissance des plans de gestion de la faune, particulièrement du gibier, au Québec. (MFFP, 2016a)

1.2 Gestion de la faune au Canada : le Service canadien de la faune

Au Canada, la principale entité impliquée dans la gestion de la faune est le Service canadien de la faune (SCF). Cette section d'Environnement Canada concentre ses activités sur trois secteurs sur lesquels elle a

un pouvoir législatif, soit les oiseaux migrateurs, les espèces en péril et l'habitat. Le SCF répond à ces mandats en faisant l'application de plusieurs lois et règlements, notamment la Loi sur les espèces sauvages au Canada, qui permet la création, la gestion et la protection des réserves d'espèces sauvages, que ce soit pour la recherche ou la conservation de celles-ci. Il est entendu dans cette loi que celle-ci ne doit pas porter atteinte aux droits ancestraux issus de traités des peuples autochtones du Canada. (Environnement et Changements climatiques Canada [ECCC], 2017) La Loi sur la protection d'espèces animales ou végétales sauvages et la réglementation du commerce international et interprovincial des espèces fauniques ou floristiques sauvages sont également sous compétences fédérales et ont pour objectif d'assurer la protection de certaines espèces fauniques ou floristiques en réglementant le commerce à l'international et à l'interprovincial. Cette loi s'applique aux espèces figurant sur la liste de contrôle de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES). La gestion de la Loi sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs incombe également au SCF, qui doit ainsi encadrer, selon cette dernière, les permis de chasse, la protection légale, la conservation et le relevé des oiseaux migrateurs au Canada. (L'encyclopédie canadienne, 2015) Ainsi, le SCF poursuit l'élaboration de politiques et du cadre réglementaire, l'application de programmes de partenariat concernant la conservation, la protection des espèces en péril et le rétablissement de celles-ci ainsi que, finalement, la surveillance des zones marécageuses et autres habitats. (Gouvernement du Canada, 2020a)

Concrètement, le SCF a mis en place 50 réserves nationales de faune au Canada, en vertu de la Loi sur la faune du Canada, et ayant pour objectif de protéger les habitats fauniques. De plus, 90 aires de nidification d'oiseaux migrateurs ont été transformées en sanctuaires. Le SCF met également de l'avant plusieurs programmes afin de surveiller les oiseaux migrateurs, et il réglemente également la chasse de ceux-ci. (L'encyclopédie canadienne, 2015) Le Comité sur le statut des espèces menacées de disparition au Canada, le COSEPAC, est d'ailleurs composé d'un représentant de la SCF ainsi que de 31 autres membres, afin d'évaluer la situation des espèces sauvages menacées de disparition. (Comité sur le statut des espèces menacées de disparition au Canada [COSEPAC], 2019) Le gouvernement fédéral a le droit de gérer les espèces fauniques sur les terres fédérales et intergouvernementales, dans le cas où les espèces ont un grand espace vital s'étendant sur plusieurs provinces, territoires ou pays. (Kerr et Kwasniak, 2015)

1.3 Gestion de la faune au Québec : Le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

Au Québec, la gestion de la faune se retrouve sous la compétence du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP), en vertu de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune. Celle-ci a pour objet, comme son nom l'indique, la conservation de la faune et de son habitat, de même que la mise en valeur de la faune dans une perspective de développement durable. Cette loi reconnaît le droit à tous de

chasser et de pêcher, en établissant plusieurs interdictions liées à la conservation des ressources fauniques en plus d'énoncer les droits et obligations des chasseurs, pêcheurs et piégeurs. Les agents de protection de la faune sont responsables de l'application de cette loi et de ces règlements. (*Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune*)

Le MFFP est également responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de plusieurs plans de gestion de la faune, concernant le gros et le petit gibier, dont l'ours noir (*Ursus americanus*), l'orignal (*Alces alces*), le dindon (*Meleagris gallopavo*), les animaux à fourrure et les espèces aquatiques (MFFP, 2021c). Ces plans servent notamment à faire le point sur la situation d'une espèce, dont le nombre d'individus, et à définir, si la situation le requiert, des actions à mettre en place afin d'assurer une gestion favorable des espèces et de leurs habitats. On y retrouve également des précisions permettant de favoriser la mise en valeur de la faune au profit des Québécois et Québécoises. Les plans de gestion précisent également 3 éléments spécifiques, soit les objectifs concernant la faune, les enjeux spécifiques liés à l'espèce et les actions et modalités de l'exploitation de cette espèce, tout en prenant en compte la réalité de chacune des régions du Québec. Chaque plan de gestion est réalisé avec la participation d'une variété d'intervenants œuvrant dans la gestion de cette espèce, tant au niveau régional que provincial. Il est cependant possible de remarquer que les plans de gestion touchent majoritairement les espèces qui font l'objet d'activités de chasse, de pêche ou de piégeage. En ce qui concerne les espèces menacées ou susceptibles de l'être, il s'agit alors de plans de rétablissement, lesquels existent déjà pour le caribou forestier. (MFFP, 2021b) Le MFFP gère d'ailleurs les faunes aquatique et terrestre pour les 21 réserves fauniques gérées par la Société des établissements de plein air du Québec (SÉPAQ), en plus des parcs nationaux du Québec. L'exploitation des parcs nationaux au Nunavik, dans la région au nord du 55^e parallèle, a été confiée à l'Administration régionale Kativik (ARK). (MFFP, 2021d) Le MFFP a également créé, afin que chaque organisation ayant un caractère faunique puisse s'impliquer dans la gestion de la faune et des habitats, la Table nationale de la faune (TNF) et les Tables régionales de la faune (TRF). La TNF conseille le ministère par rapport à tous les sujets que celui-ci lui présente et qui concerne la conservation et la mise en valeur de la faune. Les TRF ont la même structure que la TNF et sont composées de représentants régionaux des organisations qu'on retrouve à la TNF. (Fédération québécoise des chasseurs et pêcheurs, 2021)

1.3.1 La Société des établissements de plein-air du Québec

La Société des établissements de plein-air du Québec (Sépaq) est une société d'État sous la responsabilité du MFFP à qui revient la charge d'exploiter les parcs nationaux du Québec situés au sud du 55^e parallèle. Pour le territoire au nord du 55^e parallèle, au Nunavik, l'exploitation des parcs nationaux du Québec revient à l'Administration régionale Kativik (ARK). La Sépaq est formée de 23 parcs nationaux et d'un parc marin

protégeant 7017 km², de 13 réserves fauniques totalisant 40 763 km², d'une pourvoirie de 4178 km² à Anticosti, ainsi que de huit établissements touristiques. La Sépaq est de ce fait chargée d'offrir des activités et des services, tout en assurant la protection des territoires et de leurs patrimoines naturels et culturels. Une gamme d'activités est offerte par la Sépaq, allant de la chasse et la pêche jusqu'à l'hébergement et la restauration. En plus des parcs nationaux, la Sépaq est également responsable des réseaux d'établissements touristiques et des réserves fauniques du Québec. La société d'État est composée d'un conseil d'administration comportant neuf membres, et retrouvant à sa tête le président du conseil d'administration et du comité d'audit. Chacun des membres composant le conseil d'administration est nommé par le gouvernement. Le rôle du conseil est avant tout de déterminer les orientations de la Sépaq et de veiller à la bonne gestion et à la performance de celle-ci. En effet, cette dernière doit se conformer aux dispositions de sa loi constitutive, de même qu'aux lois et règlements régissant l'institution. Les objectifs fixés par le gouvernement du Québec sont également pris en compte, et des mesures appropriées sont appliquées par le conseil. En matière de gestion de la faune, la Sépaq promeut avant tout la conservation des espèces avec la rédaction de plans de conservation, soit un pour chacun des parcs nationaux. La Sépaq est également responsable de la gestion et de la protection de la faune sur son territoire, en harmonie avec les activités de chasse ou de pêche pouvant s'y dérouler. Les recherches sur la faune, les plans de restauration de la biodiversité, les études sur la chasse de même que la surveillance des maladies sont ainsi partie intégrante de la mission faunique de la Sépaq. (Société des établissements de plein air du Québec [Sépaq], 2020)

1.3.2 Les pourvoiries, les zones d'exploitation contrôlées (zecs) et les refuges fauniques

Les pourvoiries sont décrites dans la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune à l'article 78.1. Elles sont définies comme étant des entreprises offrant des activités d'hébergement, des services ou de l'équipement afin de pratiquer des activités sportives de chasse, de pêche et de piégeage. (*Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune*) Le réseau de pourvoiries comprend deux types d'entreprises distinctes. Tout d'abord, on retrouve les pourvoiries possédant des droits exclusifs de chasse, de pêche ou de piégeage, signés avec le ministre et leur pourvoyant l'exclusivité de l'exploitation de la faune sur un territoire précis. Ces pourvoiries, nommées pourvoiries avec droits exclusifs, ont l'exclusivité de l'exploitation de la faune sur un territoire précis. Une affectation faunique particulière est ainsi accordée aux territoires en question, au même titre que les réserves fauniques ou les zecs. Le deuxième type de pourvoirie, soit les pourvoiries sans droits exclusifs, ne possèdent pas les exclusivités d'exploitation faunique d'un territoire. De ce fait, les clients de ces pourvoiries chassent et pêchent sur les terres publiques du Québec ou sur des terres privées. Sur la totalité des pourvoiries se trouvant au Québec, 30% seulement sont des pourvoiries avec des droits exclusifs. (MFFP, 2016d)

Les zecs, pour leur part, sont abordées à l'article 104 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune. Elles sont définies comme des zones d'exploitation contrôlées sur les terres du domaine de l'État. Il est également possible d'établir une zec sur un terrain privé, si ce dernier fait l'objet d'une entente avec le propriétaire et le ministre. (*Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune*) Les zecs sont établies par le ministre à des fins diverses et remises à des associations sans but lucratif devant respecter les quatre grands principes des zecs, soit la conservation de la faune, l'accessibilité aux ressources fauniques, l'encouragement de la participation des usagers, ainsi que le fait d'être en mesure de s'autofinancer. Un suivi de la faune est donc obligatoire dans les zecs, afin d'assurer que les populations fauniques et leur exploitation soient en équilibre afin de ne pas nuire aux espèces. Dans l'ensemble, il existe 85 zecs sur le territoire québécois. (MFFP, 2016e)

Le ministre a également le droit d'instaurer des refuges fauniques, en vertu de l'article 122 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune. Un refuge faunique est mis en place afin de préserver un habitat faunique important, que ce soit pour sa productivité faunique, pour la densité ou la diversité de sa faune, ou encore s'il se trouve être le support d'une espèce rare, menacée ou vulnérable. Les refuges fauniques peuvent être établis sur les terres de l'État ou les terrains privés. Dans ces derniers, il est cependant requis pour le ministre d'avoir préalablement conclu une entente avec le propriétaire. Il est également permis au MFFP de reconnaître la spécificité d'un terrain privé et ainsi de lui remettre le titre de réserve faunique, même si aucune réglementation particulière n'est applicable sur ce territoire. Chaque refuge faunique détient ses propres règles et conditions d'utilisation en regard à l'accessibilité du territoire. Neuf refuges fauniques ont été établis à ce jour au Québec, en plus de deux refuges fauniques en terres privées. (MFFP, 2016f)

1.4 Les impacts attendus des changements climatiques sur la faune du Québec

Indubitablement, les effets des changements climatiques présents et futurs auront des impacts sur la faune et la flore, et ce partout au Québec. En effet, les changements climatiques déséquilibrent les interactions entre les espèces d'une même chaîne trophique. Il est d'ailleurs prévu que les cycles prédateurs-proie subissent d'importantes transformations causées par le changement du climat. (Auzel et al., 2012) Des changements comportementaux, de même qu'une diminution du nombre d'espèces, sont très probables, affectant par le fait même la structure et le fonctionnement des écosystèmes (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat [GIEC], 2002). Il est possible d'anticiper que les impacts les plus importants surviendront en saison hivernale, particulièrement pour les mammifères qui hibernent, pour les amphibiens, ainsi que pour les oiseaux sédentaires dont la survie, la distribution et l'abondance pourraient être affectées. Les impacts attendus les plus importants surviendraient dans les régions nordiques,

en particulier lors de l'apparition de nouvelles espèces qui se déplaceront vers le nord avec l'adoucissement du climat. Ainsi, la faune nordique verra son milieu subir des changements importants notamment au niveau des précipitations, du couvert de neige et de glace, de même qu'au niveau de l'abondance et de la distribution des ressources primaires et des prédateurs. En effet, le réchauffement global dans cette zone augmentera le couvert végétal et entraînera, par la même occasion, une hausse de la reproduction des espèces animales herbivores plus au nord en comparaison avec leur aire de répartition naturelle historique. La présence de nouvelles espèces dans un milieu crée des impacts pour les espèces indigènes et augmente la probabilité d'une compétition entre celles-ci. (Auzel et al., 2012) D'ailleurs, des observations en ce sens ont déjà été effectuées. En effet, les habitats de plusieurs espèces sont repoussés vers les pôles, particulièrement vers le nord. Les espèces étant très mobiles s'implantent facilement dans un nouveau milieu, et les espèces invasives auront d'ailleurs plusieurs avantages sur les autres espèces. (Gitay et al., 2003) Un plus grand nombre d'insectes causera ainsi l'augmentation d'épisodes épidémiques chez plusieurs espèces. Ces épidémies, se répandant chez les espèces fauniques pourraient avoir un impact important sur les espèces dont la population est petite, ayant une distribution fragmentée, ayant une faible fécondité ou encore souffrant d'un déclin, en augmentant considérablement leur vulnérabilité. (Auzel et al., 2012; GIEC, 2002) Les changements engendrés par les conditions climatiques vont devenir défavorables pour certaines espèces, ce qui pourrait les forcer à s'adapter ou se déplacer. Dans l'impossibilité de faire l'un ou l'autre, elles sont vouées à disparaître. (Bourassa et al., 2012) Il est d'ailleurs possible de prédire, indépendamment des changements climatiques, que la biodiversité décroîtra dans le futur, en raison des activités anthropiques, comme l'augmentation de l'importance de l'utilisation des terres et la destruction des habitats s'y rattachant. Les changements du climat seront assurément une pression supplémentaire sur les espèces. (GIEC, 2002)

L'un des meilleurs exemples au Québec est la situation précaire du caribou migrateur dont le déclin coïncide avec l'augmentation de la température et des précipitations. Bien que ceux-ci puissent être avantagés par une fonte rapide de la neige au printemps, ils pourraient également souffrir d'une hausse des précipitations sous forme de neige ainsi que de l'instabilité des températures en hiver. (Bourassa et al., 2012) En effet, les caribous trouvent leur nourriture en hiver en grattant la neige avec leurs bois et leurs sabots. Avec l'augmentation du couvert neigeux ou de la glace, il sera plus ardu pour ceux-ci de se nourrir de façon efficace pendant l'hiver. (ECCC et Fédération canadienne de la Faune [FCF], 2005) Par ailleurs, les caribous évoluent dans des milieux où l'on retrouve de nombreux moustiques ou insectes pouvant transmettre des maladies, et ainsi mener à une mortalité importante des individus (Bourassa et al., 2012).

Les impacts des changements climatiques varient de façon importante selon les espèces (voir figure 1.1). En effet, un climat plus doux pourrait rendre la chasse au nord plus facile pour des prédateurs, tels que les

faucons ou les hiboux, alors qu'elle pourrait la rendre plus complexe pour le renard arctique, qui devra alors trouver d'autres proies. De la même façon, si les oiseaux migrateurs se rendant au nord y demeurent plus longtemps grâce à des températures plus douces, cela pourrait engendrer des dommages irréversibles à la suite d'une consommation excessive des ressources. (Auzel et al., 2012; GIEC, 2002) Les changements climatiques augmenteront donc significativement la nécessité d'effectuer des études de suivi sur les populations fauniques du Québec afin d'observer l'évolution de leur état. Plusieurs variables devront être prises en compte, que ce soit les dates de migrations ou de déplacement, ou encore la disponibilité des ressources ou des abris. Ces variables permettront par la suite de déterminer les causes pouvant influencer les changements observés sur les espèces. Grâce à l'intérêt des communautés locales pour certaines espèces animales, toutes variations dans l'abondance ou dans la distribution des populations ont la possibilité d'être documentées, du nord au sud de la province. (Auzel et al., 2012)

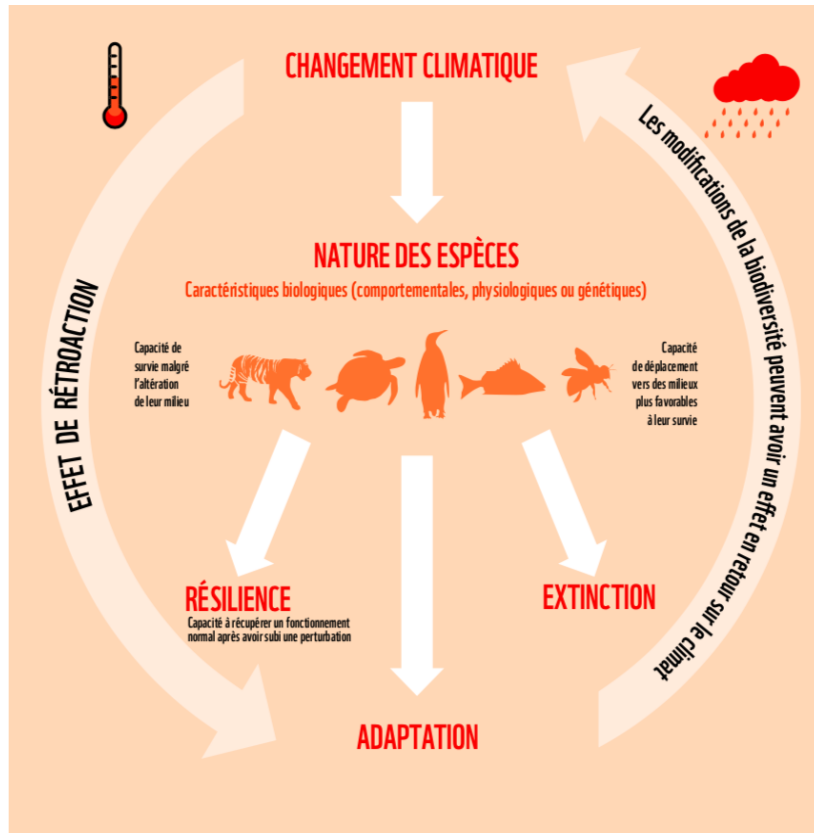


Figure 1.1 Impacts potentiels des changements climatiques sur la faune (Tiré de : WWF, 2015)

1.5 Les nations autochtones

Selon la Constitution canadienne, trois groupes spécifiques de peuples autochtones se situent dans la province, soit : les Premières Nations, les Métis et les Inuits. Le terme « Premières Nations » désigne les peuples autochtones du Canada autres que les Métis et les Inuits. On désigne comme Métis toutes personnes d'ascendance mixte, autochtone et non-autochtone. Pour leur part, les Inuits ne sont pas considérés comme étant membres des Premières Nations, puisqu'ils ne sont pas régis par la Loi sur les Indiens. (Lepage, 2019) On retrouve, au Québec, 11 nations autochtones réparties dans 55 communautés, dont 14 villages Inuits et 41 communautés des Premières Nations. Tout comme pour les municipalités québécoises, les villages Inuits élisent un maire et des conseillers tous les deux ans. Les 11 nations autochtones appartiennent à trois familles linguistiques et culturelles. En effet, les Inuits se rattachent à la famille eskaléoute, alors que les Mohawks et les Hurons-Wendat font partie de la famille iroquoise. Les 8 autres nations sont rattachées à la famille algonquienne. (Lepage, 2019; Secrétariat aux affaires autochtones, 2011) En 2011, 2% de la population totale du Québec avait déclaré être d'identité autochtone (Lepage, 2019). La figure 1.1 présente la répartition des communautés des 11 nations autochtones au Québec.



Figure 1.2 Répartition des communautés des 11 nations autochtones au Québec (tiré de : Secrétariat aux affaires autochtones, 2016)

Dans le cadre de cet essai, quatre nations autochtones ont été choisies à des fins d'analyse, en raison de leur proximité les unes avec les autres, de même que des similitudes dans l'utilisation des ressources. De ce fait, les nations abordées dans cet essai sont les Inuits du Nunavik, les Cris d'Eeyou Istchee, les Innus de la Côte-Nord et finalement les Anishinabés de l'Abitibi-Témiscamingue et de l'Outaouais. Toutefois, les ressources aquatiques des communautés ne seront pas abordées, il sera plutôt question des ressources fauniques terrestres.

1.5.1 Les nations autochtones avec traité et sans traité

Les traités sont des ententes conclues entre le gouvernement du Canada, les groupes autochtones et, souvent, les provinces ou les territoires. Les traités ont pour objectif de fournir un cadre afin de faciliter la cohabitation entre nations et de partager le territoire qui était traditionnellement occupé par les peuples autochtones. Ainsi, ces ententes exposent les droits et avantages permanents issus des traités, et ce pour chaque groupe autochtone avec qui elles sont conclues. (Gouvernement du Canada, 2020c) Les droits issus de traités sont reconnus et confirmés par l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982 (*Loi constitutionnelle de 1982*). Les traités avec les peuples autochtones comprennent les traités historiques et les traités modernes. (Gouvernement du Canada, 2020c) Au Québec, on retrouve trois traités historiques avec différentes communautés autochtones, soit le Traité de paix et d'amitié (1725-1779), le Traité huron-britannique (1760) et le Traité no 9 (1905). Ces traités historiques ont fourni de grandes étendues de terres, qui étaient occupées par les Premières Nations, à la couronne, par le transfert de leur titre ancestral, et ce, en échange de terres de réserve et d'autres avantages, notamment économiques. (Gouvernement du Canada, 2020c) En ce qui concerne les traités modernes, deux ont été signés au Québec et sont considérés comme les premiers traités canadiens modernes. Il s'agit de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois de 1975 (CBJNQ), avec les nations criées et inuites et de la Convention du Nord-est québécois, avec la nation naskapie. Les négociations de la CBJNQ avec les autochtones avaient pour objectif d'ouvrir le territoire à l'exploitation des ressources, majoritairement pour le potentiel hydroélectrique. (Hall, 2017) Les traités modernes ont des avantages non négligeables pour les deux parties. Ces traités offrent notamment aux nations autochtones la propriété des terres, les droits de récolte des animaux sauvages, les règlements financiers, le partage des recettes tirées de l'exploitation des ressources, la participation à l'aménagement du territoire et la gestion des terres dans des régions précises. Les nations autochtones avec traité ont donc plusieurs avantages, notamment économiques, auxquels les nations autochtones sans traité n'ont pas accès. (Gouvernement du Canada, 2020c)

1.5.2 La reconnaissance des droits autochtones en lien avec la gestion des ressources

Les nations autochtones possèdent des droits vis-à-vis la propriété des terres, de même qu'au niveau de l'occupation et de l'utilisation des terres et des ressources, par la chasse, la pêche, le piégeage ou la cueillette. C'est ce qu'on définit comme les droits ancestraux ou droits autochtones et qui sont des droits collectifs découlant du fait que les nations autochtones sont les premiers peuples du Canada. Ainsi, les droits ancestraux permettent aux différentes communautés autochtones de faire des prélèvements fauniques et floristiques, conformément aux activités qu'elles pratiquaient par le passé, bien avant l'arrivée des colons. (Gouvernement du Canada, 2020c)

L'Organisation des Nations Unies (ONU) a, en 2007, publié la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, que le gouvernement du Canada s'est d'ailleurs engagé à adopter (Gouvernement du Canada, 2020c). Dans ce document, l'article 32-1 affirme que « [l]es peuples autochtones ont le droit de définir et d'établir des priorités et des stratégies pour la mise en valeur et l'utilisation de leurs terres ou territoires et autres ressources. » (Organisation des Nations Unies [ONU], 2007)

Pour sa part, la Convention sur la diversité biologique (CDB) est un traité international ayant pour objectif la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, de même que le partage des avantages qui résulte de l'utilisation des ressources génétiques. (ONU, s.d.) Le traité, publié en 1992, mentionne notamment à l'article 8j que :

« [l]es connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones [...] qui incarnent des modes de vie traditionnels présentant un intérêt pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique [...] en favorise l'application sur une plus grande échelle [...] et encourage le partage équitable des avantages découlant de[leur] utilisation. » (ONU, 2002)

Il est ainsi reconnu, par l'ensemble des parties signataires de la CDB, que les connaissances traditionnelles autochtones ont un intérêt certain dans la gestion et l'utilisation durable de la faune et de la flore, au même titre que les connaissances scientifiques.

1.5.3 L'implication des nations autochtones dans la gestion de la faune : l'obligation de consultation et d'accommodement

Au Québec et au Canada, l'implication des Premières Nations, Inuits et Métis dans la gestion de la faune se fait majoritairement sous forme de consultation, lorsque la situation le requiert. Par exemple, une stratégie pour les caribous forestiers et montagnards est en cours d'élaboration par le gouvernement québécois. L'un des objectifs primordiaux de cette stratégie est notamment la consultation des communautés autochtones

qui seront affectées par cette stratégie, particulièrement la nation crie. Dans son rapport annuel de gestion 2019-2020, le MFFP a d'ailleurs comme objectif de faire évoluer la participation des parties prenantes, dont les communautés autochtones, dans la gestion des forêts et de la faune. Une politique ministérielle en matière de relation avec les nations et les communautés autochtones est d'ailleurs en cours, afin de favoriser la participation de ces dernières dans la gestion et la mise en valeur de la faune. (MFFP, 2019) L'implication des communautés autochtones est également importante pour un organisme prioritaire dans la gestion de la faune au Québec, soit la Fédération québécoise des chasseurs et pêcheurs. Celle-ci promeut la participation autochtone aux méthodes de conservation et de gestion de la faune, et ce en prenant en compte les utilisations de la faune par les allochtones. (Fédération québécoise des chasseurs et pêcheurs, 2021) Par ailleurs, les ententes constituent un autre moyen accessible aux communautés autochtones afin de s'impliquer dans la gestion de la faune de leurs territoires. Ces ententes ont pour objectif de concilier la nécessité de conserver et de gérer la faune, avec les activités autochtones liées à l'alimentation, à des rituels ou lors d'occasions sociales, ou même de faciliter le développement et la gestion des ressources fauniques par les communautés. (MFFP, 2016b) Selon l'article 24.1 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune, ces ententes prévalent également sur les dispositions de cette loi ou de ses règlements (*Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune*). Cela signifie, entre autres, pour le gouvernement du Québec et les communautés autochtones, de convenir de modalités mieux adaptées à leurs préoccupations et à leurs droits ancestraux. Au Canada, il faut tenir compte de l'article 31-2 de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones qui prévoit que :

« [L]es États consultent les peuples autochtones concernés et coopèrent avec eux de bonne foi par l'intermédiaire de leurs propres institutions représentatives, en vue d'obtenir leur consentement, donné librement et en connaissance de cause, avant l'approbation de tout projet ayant des incidences sur leurs terres ou territoires et autres ressources, notamment en ce qui concerne la mise en valeur, l'utilisation ou l'exploitation des ressources minérales, hydriques ou autres. » (ONU, 2007)

Le gouvernement du Canada, et par ricochet, les provinces, ont ainsi l'obligation de consulter et, le cas échéant, d'accommoder les collectivités des Premières Nations, inuites ou métisses lorsqu'il envisage des projets qui pourraient avoir des répercussions négatives sur les droits ancestraux qui sont établis ou le seront éventuellement en vertu des traités (Gouvernement du Canada, 2020c). L'accommodement peut prendre diverses formes; il peut par exemple, modifier la portée, l'emplacement ou augmenter les délais d'un projet. Bien qu'il ne soit pas obligatoire pour tous les projets, le consentement des groupes autochtones peut être requis pour certaines mesures, notamment pour la mise en œuvre de règlements provinciaux de pêche et de chasse visant des territoires traditionnels ou lorsque le gouvernement souhaite utiliser des terres sur lesquelles des titres ancestraux, étant fondés sur l'usage et l'occupation traditionnels d'un site particulier par un groupe autochtone, ont été établis. (Brideau, 2019)

Dans le but d'inclure davantage les nations autochtones dans la gestion de la faune, un conseil et un fonds ont été d'ailleurs créés en lien avec la Loi sur les espèces en péril. Le Conseil autochtone national sur les espèces en péril (CANEP). Le CANEP est un conseil dont la création était prévue par la Loi sur les espèces en péril susmentionnée, dans le but de conseiller le ministre, de même que de fournir au Conseil canadien pour la conservation des espèces en périls (CCCEP) des conseils et des recommandations. (Gouvernement du Canada, 2018) Pour sa part, le Fonds autochtone pour les espèces en péril (FAEP), créé en 2004, cherche à renforcer la capacité des autochtones à participer de façon active à l'application de la Loi sur espèces en péril. Celle-ci reconnaît le rôle crucial que jouent les peuples autochtones dans la conservation des espèces sauvages et l'importance de prendre en compte les connaissances traditionnelles autochtones dans l'évaluation des espèces en péril, de même que l'élaboration et l'application de mesures de protection ou de rétablissement. Le fonds soutient, entre autres, les projets qui permettent aux espèces n'étant pas sur la liste à ce moment, de ne pas faire l'objet de préoccupations dans le futur. (Gouvernement du Canada, 2020b)

2. LES INUITS DU NUNAVIK

Les Inuits, dont le nom signifie « le peuple » en inuktitut, sont une nation autochtone habitant majoritairement dans les régions nordiques du Canada. On retrouve des communautés inuites au Nunavut, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Yukon et jusqu'au Labrador (Freeman, 2020). Dans la province de Québec, les Inuits occupent le Nunavik, un immense territoire d'à-peu-près 500 000 km², se trouvant au nord du 55^e parallèle. La population inuite est répartie en 14 villages présentés à la figure 2.1, comptant plus de 13 000 personnes au total en 2015. (Rivet, 2020)



Figure 2.1 Répartition des communautés inuites au Nunavik (tiré de : Société Makivik, 2019a)

La communauté la plus importante du Nunavik est Kuujuaq, avec une population d'un peu plus de 2000 personnes. Les communautés inuites sont situées dans la région administrative du Nord-du-Québec, qui est l'unique région du Québec habitée en majorité par des peuples autochtones. La plupart des communautés se trouvent dans la partie nord de cette région, longeant la baie d'Ungava, le détroit d'Hudson et l'est de la baie d'Hudson. Les collectivités y résidant dépendent entièrement du transport aérien afin de se déplacer vers le sud, puisqu'aucune route ne relie les villages ensemble, ou encore le Nunavik au reste du Québec. (Rivet, 2020)

2.1 La culture et l'histoire des Inuits

La nation inuite se trouve sur le territoire du Nunavik depuis plus de 4000 ans et y vit en utilisant les ressources que le territoire lui offre (Freeman, 2020). Pratiquant un mode de vie nomade depuis des milliers d'années, les Inuits sont des chasseurs et des cueilleurs. Ils parcourent les longues étendues polaires, d'un camp de chasse à l'autre, suivant les migrations d'animaux nordiques tels que le caribou (*Rangifer tarandus*) ou l'ours polaire (*Ursus maritimus*) afin de se nourrir. Cela leur permet également de fabriquer des vêtements, des couvertures et des tentes avec les peaux et les fourrures. Les Inuits se nourrissent également d'animaux marins ou de poissons, en se déplaçant sur la glace. (Bonesteel, 2006) Les camps de chasse d'hiver, également appelés bandes, sont composés d'environ 100 personnes, alors que ceux d'été sont de moins d'une dizaine d'individus (Freeman, 2020).

Au début du 11^e siècle, les communautés inuites rencontrent des voyageurs Vikings qui résident au Nunavik un certain temps, bien que leur influence sur les communautés ou la culture inuite soit toujours indéterminée. Par la suite, les rencontres avec les Européens se succèdent, notamment avec des explorateurs, des scientifiques et des marchands de fourrures. Les membres des communautés inuites participent même au développement dans le nord en prenant la fonction de guides, commerçants ou conseillers pour les visiteurs. (Freeman, 2020) Malgré ces rapports plutôt amicaux au départ, la situation commence à se dégrader en 1670, époque où les terres du bassin de la baie d'Hudson sont données à la Compagnie de la Baie d'Hudson au nom de la Couronne du Canada. Par la suite, deux autres transferts de terres ont lieu, soit au Dominion du Canada après la Confédération, ainsi qu'en 1912 à la province de Québec par le gouvernement du Canada. Ces transferts territoriaux n'ont jamais reçu l'approbation des communautés inuites qui y résidaient pourtant. (Rivet, 2020) Jusqu'alors toujours nomades, c'est à partir de 1940 que les Inuits adoptent un mode de vie sédentaire et s'établissent en permanence dans des villages. Cette sédentarisation est largement causée par des programmes d'assimilation par le gouvernement canadien, en obligeant notamment la fréquentation des pensionnats autochtones par les jeunes Inuits et la relocalisation forcée des communautés. (Freeman, 2020) C'est lors de cette même année que le gouvernement fédéral établit les premières écoles, les services de santé et le développement de projets miniers et hydroélectriques. (Société Makivik, 2019c)

2.2 L'administration et la gouvernance des Inuits

À la suite des revendications territoriales concernant le projet de développement hydroélectrique du gouvernement du Québec ayant été effectué sans consulter les nations inuites et crie, la CBJNQ est négociée et signée en 1975. Les principaux signataires sont le Grand Conseil des Cris, les Inuits du Nunavik, les gouvernements provincial et fédéral, Hydro-Québec, de même que la Société de développement de la

Baie-James. La signature de la CBJNQ mène à la création de plusieurs organismes qui s'occupent des questions administratives et gouvernementales pour les Inuits. L'ARK possède les compétences d'une municipalité locale sur le territoire en dehors des villages nordiques, de même que certaines compétences au sein même de ces derniers. (ARK, 2019a) L'organisme apporte également un soutien technique aux villages nordiques, et ce, concernant plusieurs domaines, dont la gestion financière ou l'aménagement durable du territoire. L'ARK est dirigée par un conseil de 17 membres et un comité administratif de cinq membres. Les membres du conseil proviennent chacun de l'un des villages nordiques, de même que du village naskapi de Kawawachikamach, qui se réunissent minimalement une fois tous les trois mois. Le comité administratif, pour sa part, est formé de cinq membres ayant été désignés par le conseil, ce qui inclut à la fois le président et le vice-président qui exercent tous deux leurs fonctions à temps plein. Ce comité administratif a pour objectif l'administration des affaires de l'ARK sur le plan exécutif, notamment avec le respect de la loi constitutive de l'ARK et l'application des règlements. (Ministères des Affaires municipales et de l'Habitation, 2010) L'ARK est donc une structure politique et administrative touchant plusieurs aspects de la vie des résidents du Nunavik en s'occupant, entre autres, de la gestion des aéroports, du développement économique régional et local, et de la conservation de la nature.

La Société Makivik, quant à elle, est un organisme à but non lucratif dont le mandat est de protéger l'intégrité de la CBJNQ, en plus d'administrer les fonds de compensation découlant de celle-ci et d'effectuer le développement politique, social et économique du Nunavik. (Secrétariat aux affaires autochtones, 2011) La Société Makivik est d'ailleurs propriétaire de grandes entreprises générant des emplois au Nunavik, en plus de participer à la protection de la langue et de la culture inuite, de même que du milieu naturel (Ministères des Affaires municipales et de l'Habitation, 2010).

Les villages nordiques sont chacun dirigés par des conseils composés d'un maire et d'un maximum de six conseillers. Les élections ont lieu tous les trois ans, et il faut être résident de la municipalité depuis au moins 36 mois afin d'avoir la possibilité d'être élu. Les villages nordiques ont essentiellement les mêmes pouvoirs et compétences que les autres municipalités du Québec, et fournissent des services tels que l'approvisionnement en eau potable, la collecte et le traitement des eaux usées et la collecte des matières résiduelles, et bien d'autres. (*Loi sur les villages nordiques et l'administration régionale Kativik*)

2.3 La Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ)

Comme indiqué précédemment, la CBJNQ a été signée au début des années 1970 par les différentes parties impliquées. À cette époque, le gouvernement désirait développer le potentiel hydroélectrique de la Baie-James, et ce, sans consulter les populations criées et inuites locales. Des poursuites judiciaires sont alors

entamées du côté autochtone afin de faire valoir ses droits sur le territoire, ce qui a pour conséquence de retarder les travaux de construction de la centrale. Afin d'arriver à une entente, des négociations sont alors entreprises, dans le but de régler les revendications territoriales. La CBJNQ sera signée 5 ans plus tard et servira à clarifier les droits du gouvernement du Québec et des peuples autochtones sur le territoire. (Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage [CCCPP], 2018) Il est ainsi prévu par la Convention, une reconnaissance des droits et avantages des terres et des indemnités financières pour les nations autochtones, en échange de renoncer à la revendication de droits ancestraux et d'effectuer l'extinction législative de ces droits. En plus de définir le régime de partage des terres, la CBJNQ encadre également les activités d'utilisation de la faune. La CBJNQ protège l'accès à la terre et aux ressources pour les activités traditionnelles autochtones incluant la chasse, la pêche et le piégeage. (Bonesteel, 2006) En effet, tel qu'il a été mentionné précédemment, les ressources renouvelables, telles que celles constituant la faune, contribuent à la subsistance de base et à l'économie des Inuits. Ce peuple bénéficie monétairement des activités de chasse et de pêche, de même que du tourisme. À la suite de la signature de la CBJNQ, un Comité conjoint de gestion, composé des nations crie, inuite et naskapie, a été mis sur pied. Effectivement, la CBJNQ donne aux autochtones un droit d'exploitation qui englobe toutes les espèces de la faune sauvage du territoire. Les seules exceptions à ce droit d'exploitation sont les espèces qu'il est nécessaire de protéger afin d'en assurer la pérennité. La CBJNQ permet également l'utilisation de la faune à des fins commerciales ou de partage entre les membres de la communauté. Certaines espèces de mammifères, de poissons et d'oiseaux sont même réservées à l'usage exclusif des autochtones. C'est le cas, par exemple, du loup (*Canis lupus*), au nord du 55^e parallèle, de l'ours polaire (*Ursus maritimus*) et du carcajou (*Gulo gulo*). (Gouvernement du Québec, 1998)

2.3.1 Le régime des terres du Nord-du-Québec

En vertu de la CBJNQ, le régime des terres du Nord-du-Québec est divisé en trois catégories, afin de satisfaire aux besoins des autochtones, mais également à ceux du gouvernement du Québec, qui désire y développer des projets hydroélectriques. Une carte du territoire du Nord québécois et de la Baie-James représentant les différentes catégories de terres se trouve en Annexe 1. Les terres de catégorie I, qui englobent les villages, sont réservées exclusivement à la population autochtone signataire de la CBJNQ, et sont gérées par les corporations publiques dans le cas des Inuits. Les terres de catégorie I réservées aux Inuits sont d'environ 8 152 km². (Affaires indiennes et du Nord Canada, 2009)

En terres de catégorie II, les autochtones ont un droit exclusif sur la chasse, la pêche et la trappe. Toutefois, le gouvernement du Québec peut y autoriser des activités de mise en valeur du territoire, comme l'exploitation minière. Les terres de catégorie II attribuées aux Inuits sont d'une superficie totale d'environ

81 596 km². (Affaires indiennes et du nord Canada, 2009) Les terres de catégorie III, quant à elles, sont des terres résiduelles gérées comme des terres publiques par le gouvernement du Québec, avec certains droits de chasse, de pêche et de piégeage pour les autochtones (Hébert, 2010). De plus, ces derniers y possèdent des droits exclusifs d'exploitation pour certaines espèces et participent à l'administration et la mise en valeur du territoire (Affaires indiennes et du Nord Canada, 2009). Les allochtones ont également le droit d'y chasser et d'y pêcher (Hébert, 2010). Les trois catégories de terres sont présentées au tableau 2.1.

Tableau 2.1 Description et superficie des catégories de terres de la CBJNQ au nord du 55^e parallèle

(tiré de : Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie-James et du Nouveau-Québec)

Catégorie de Terres	Description	Superficie
I	Zone des villages nordiques, appartenant aux corporations foncières inuites.	8 152 km ²
II	Zone environnant les villages nordiques.	81 596 km ²
III	L'ensemble des terres n'appartenant pas à la catégorie I ou la catégorie II. Demeurent des terres du domaine de l'État.	Non spécifiée

2.4 L'importance de la gestion de la faune pour les Inuits

L'hiver dans le Nord-du-Québec est caractérisé par le climat arctique, où cette saison s'étend sur 9 à 10 mois par an. La neige et la glace font ainsi partie du paysage, et ce, durant de longs mois, ce qui régit les activités animales ou humaines. C'est d'ailleurs ce climat rigoureux qui a façonné les modes de vie traditionnels autochtones. La faune y est abondante, particulièrement composée de grandes populations animales, notamment d'importants troupeaux de caribous, dont les comportements influencent grandement les activités humaines. (Desjarlais et al., 2010) Il est cependant attendu que les changements climatiques auront des impacts notables dans cette région dans le futur (Auzel et al., 2012). Déjà, les communautés inuites rapportent de grandes transformations dans leur environnement, particulièrement les chasseurs, disant désormais avoir du mal à prévoir les conditions météorologiques, l'état de la neige ou celui de la mer lors de leurs déplacements. Ainsi, les modifications du climat font en sorte que les connaissances traditionnelles autochtones, accumulées durant des siècles, ne sont maintenant plus aussi fiables et peuvent ainsi mener à des accidents graves. (Desjarlais et al., 2010) En effet, les chasseurs et les cueilleurs du Nunavik utilisent majoritairement des embarcations en été et des motoneiges en hiver afin de se déplacer sur le territoire. Cependant, les changements apportés au niveau de la solidité de la glace ou des voies navigables modifient

l'accès aux diverses ressources traditionnelles, provenant de la chasse, de la trappe, de la pêche ainsi que de la cueillette, en plus d'être potentiellement dangereux pour les chasseurs qui utilisent ces mêmes passages depuis des années. (Desjarlais et al., 2010) Ces changements sont d'autant plus importants en considérant qu'une majorité de la population inuite, soit 81 % de cette dernière, participe à la récolte et à la chasse des ressources traditionnelles, tels que le phoque, la baleine, le canard, le caribou, plusieurs espèces de poisson et les baies. La nourriture traditionnelle fait toujours partie intégrante de l'alimentation inuite. La population tire de la faune sauvage plus de la moitié de leurs viandes et poissons et la partage avec leur famille ou les membres de la communauté. (Freeman, 2020; Tremblay et Furgal, 2008) En plus des enjeux d'accessibilité, les communautés inuites ont remarqué des changements dans le comportement et la santé des populations fauniques. En effet, des routes migratoires utilisées depuis des temps immémoriaux par les hardes de caribous ont désormais changé et il est plus difficile pour les chasseurs de prévoir les déplacements de la faune terrestre. Le calendrier de chasse fait lui aussi l'objet de changements. Il s'agit d'une période dans l'année où il y a des congés scolaires et de travail afin de pouvoir participer à la chasse au caribou durant leur migration. (Furgal et al., 2002) Cependant, il semblerait que les déplacements des animaux soient modifiés par les changements du climat, et il est de plus en plus difficile de prévoir la période de migration (Siron et Larrivée, 2016). Les individus eux-mêmes démontrent des signes d'une santé chancelante, avec des cas de problèmes d'articulations ou de foie toxique chez les caribous (Furgal et al., 2002).

2.5 La participation des Inuits à la gestion de la faune

Dans cette section, la participation des Inuits à la gestion de la faune et du territoire découlant de la CBJNQ sera abordée. Elle présente notamment des organismes dont la création découle de la CBJNQ, tel que le Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage (CCCPP), qui encadre plusieurs activités de gestion de la faune au Nunavik. Il sera également question de la participation inuite à la création et la gestion de parcs nationaux au Nunavik. Le tableau 2.2 présente la synthèse de la participation des Inuits à la gestion de la faune.

2.5.1 Les organismes découlant de la signature de la CBJNQ

La signature de la CBJNQ a mené à la création de plusieurs organismes de gestion de la faune, dont le Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage (CCCPP) et le Comité consultatif de l'environnement Kativik (CCEK). Le Comité conjoint est un organisme constitué d'experts provenant des nations cries, inuites et naskapis, de même que des membres nommés par les gouvernements du Québec et du Canada. Les membres naskapis ont été ajoutés à la suite de la signature de la Convention du Nord-Est québécois (CNEQ). Le Comité conjoint est chargé de l'administration du régime de chasse, de pêche et de piégeage,

incluant le régime des pourvoiries. Ce régime encadre l'exploitation des espèces sauvages dans le cadre de la pratique d'activités traditionnelles autochtones. Il définit, entre autres, le droit de tout autochtone d'exploiter toutes espèces fauniques, à l'exception faite de celles qu'il est nécessaire de protéger afin d'en assurer la survie. Ce droit d'exploitation s'étend sur tout le territoire conventionné. La CBJNQ mène également à la création d'un régime de pourvoirie, qui accorde aux Inuits des droits sur le développement de pourvoiries au Nunavik. (Gouvernement du Québec, 1998) Cela provient notamment du fait que l'exploitation des pourvoiries est liée aux activités de chasse et de pêche de subsistance des autochtones. Conséquemment, les pourvoiries sont également un moyen efficace pour les communautés inuites de contrôler la chasse et la pêche pratiquées par les allochtones sur leurs terres. Effectivement, les Inuits possèdent le droit exclusif d'établir des pourvoiries sur les terres de catégories I et II. Dans les cas des allochtones, ceux-ci peuvent créer des pourvoiries s'ils obtiennent une autorisation des autorités inuites. Les allochtones ont également la possibilité d'instaurer des pourvoiries sur les terres de catégorie III, après l'obtention d'un permis, et sous réserve qu'aucune mesure de conservation ne soit établie sur une espèce fréquentant le territoire. Les pourvoiries sont également une opportunité économique importante pour les Inuits, puisqu'elles offrent des services, de l'hébergement ou de l'équipement, contre rémunération, afin de pratiquer des activités de chasse ou de pêche. Il est également possible de louer les services d'un guide, dans la majorité des cas, afin de trouver des endroits foisonnant de gibier. (Halley, 2003)

Le CCCPP a également un rôle consultatif auprès des gouvernements du Québec et du Canada en ce qui concerne la gestion des espèces fauniques présentes dans le territoire conventionné. Il est ainsi possible pour le comité conjoint de proposer des règlements ou toute mesure liée à la réglementation, à la surveillance et à la gestion du régime de chasse, de pêche et de piégeage. À ce jour, le comité conjoint est composé de 16 membres. Trois membres sont nommés par le Gouvernement de la nation crie, trois autres par la Société Makivik, deux par la Corporation foncière naskapie, et quatre membres à la fois pour le gouvernement du Québec et pour le gouvernement du Canada. Un membre observateur est également nommé par la Société de développement de la Baie-James. (Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage [CCCPP], 2018) L'objectif principal du CCCPP est la protection de la faune et des écosystèmes, dans le but d'assurer la pérennité du mode de vie traditionnel des Cris, des Inuits et des Naskapis, de même que le respect des divers droits et garanties qui leur sont reconnus par la CBJNQ et la CNEQ. Il est également important de mentionner que le Comité conjoint tient compte des besoins des allochtones en ce qui concerne la chasse et la pêche sportive. (CCCPP, 2017) Cependant, une forme de contrôle du nombre des allochtones ayant accès aux ressources fauniques est permise par la CBJNQ (Gouvernement du Québec, 1998).

Le CCEK a un rôle semblable à celui du CCCPP, mais en lien avec l'administration et l'application du régime de protection de l'environnement du chapitre 23 de la CBJNQ. L'organisme agit comme intermédiaire entre les gouvernements du Québec et du Canada, l'Administration Kativik et les villages nordiques. Il est composé de neuf membres, dont trois nommés par chacune des parties. Sa principale tâche est d'assurer que les lois, politiques et règlements soient conformes aux dispositions de la CBJNQ au Nunavik en plus d'observer les processus d'évaluation et d'examen des répercussions sur l'environnement et de formuler des recommandations afin de les améliorer. (Comité consultatif de l'environnement Kativik [CCEK], s.d.)

2.5.2 La participation inuite à la recherche et aux plans de gestion de la faune

Le Centre de recherche du Nunavik (CRN) a également été établi à la suite de la signature de la CBJNQ, tout d'abord afin d'effectuer le suivi et la collecte de données liées à l'utilisation des terres et l'écologie du territoire du Nunavik. Le CRN est exploité par le Service de développement des ressources de la Société Makivik, et la majorité des travaux effectués par cet organisme sont des recherches scientifiques sur le milieu naturel et la faune. Les travaux de recherche sont utilisés dans le cadre de l'élaboration de politiques par la Société Makivik. En effet, le CRN réalise un certain nombre de programmes de surveillance de la faune en partenariat avec des universités et des organismes gouvernementaux fédéraux et provinciaux. Ces programmes contribuent à des études écologiques concernant plusieurs espèces, telles que le caribou (*Rangifer tarandus*), le bœuf musqué (*Ovibos moschatus*) ou l'ours blanc (*Ursus maritimus*). Des études spécialisées sont également effectuées sur le terrain, en plus d'un travail avec les chasseurs locaux afin de prélever des échantillons et de recueillir des renseignements. (Société Makivik, 2019b).

Le CCCPP participe, avec le MFFP, à l'élaboration de mesures de protection et de rétablissement du caribou migrateur de la rivière George et de la rivière aux Feuilles (voir figure 2.2). En effet, le CCCPP fait partie d'un groupe de travail avec des représentants du MFFP afin de développer un plan de gestion provincial du troupeau de la rivière aux Feuilles. C'est notamment grâce à l'installation de colliers télémétriques sur des individus du troupeau qu'il est possible de déterminer la répartition du troupeau et de faire le suivi de la population. Le CCCPP fait également des recommandations en ce qui concerne le troupeau de la rivière George, qui se trouve au Labrador et dont la situation est encore plus inquiétante que le caribou de la rivière aux Feuilles. (CCCPP, 2017) Un plan de gestion de l'ours blanc est également en cours d'élaboration pour le Québec. Le MFFP et le CCCPP travaillent ainsi en collaboration afin d'analyser la situation des différentes populations d'ours blancs dans le Nord-du-Québec, tout en prenant en compte la sécurité des communautés y résidant, ainsi que l'utilisation traditionnelle de l'ours blanc par les Inuits et les Cris. L'importance de l'ours blanc en tant que composant primordial de l'écosystème local est également

reconnue par toutes les parties dans la création de ce plan de gestion. Les mesures de gestion générale pour l'ours blanc, incluent l'interdiction de chasser du 1^{er} juin au 31 août et l'interdiction d'abattre des femelles avec leurs petits, ou de tuer les ours blancs dans leurs tanières, et ce depuis les années 1980. Ces mesures assurent également, pour les Inuits, le droit pour les Inuits d'abattre des ours problématiques, ou ceux représentent une menace pour la vie ou les biens, de même que de reconnaître le fait que chaque communauté inuite possède le droit de récolter l'ours blanc. (Ours blancs au Canada, s.d) Une première version du plan est d'ailleurs disponible et inclut plusieurs organismes autochtones cris et inuits. (Société Makivik, 2016)

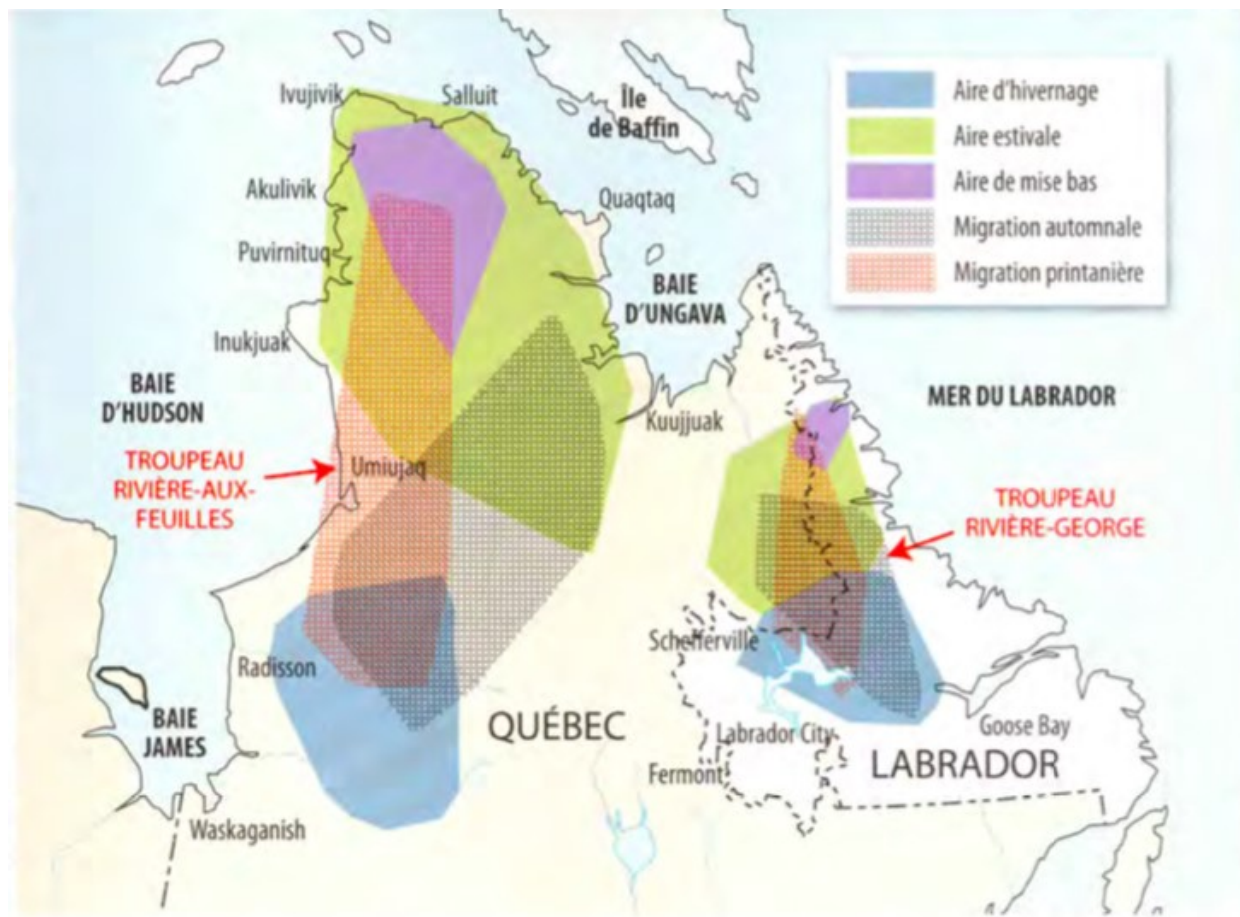


Figure 2.2 Répartition des caribous migrants du Québec et du Labrador (tiré de Taillon, 2010)

2.5.3 Le programme d'aide aux Inuits pour leurs activités de chasse, de pêche et de piégeage

Le programme d'aide aux Inuits pour leurs activités de chasse, de pêche et de piégeage a été mis en place en décembre 1982 afin de garantir un revenu minimum aux chasseurs et de pourvoir aux besoins alimentaires des plus démunis en procédant à la redistribution des fonds et en impliquant les mairies dans

le procédé. (Cesa, 2020) La conservation du mode de vie inuit, par la chasse, la pêche ou le piégeage après la sédentarisation et les préjudices occasionnés aux communautés autochtones, est à la base de ce programme. (*Loi sur le programme d'aide aux Inuit bénéficiaires de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois pour leurs activités de chasse, de pêche et de piégeage*) Ainsi, chaque chasseur qui le désire peut faire la demande de recevoir une contrepartie monétaire fixée selon le poids ou l'espèce concernée. (Cesa, 2002) Le programme fournit non seulement de l'argent à ces communautés, mais également du gibier ou des équipements facilitant la chasse, tels que des bateaux ou des congélateurs, où le gibier sera conservé et restera disponible pour ces derniers. Cette initiative réduit de façon importante les coûts liés à l'achat et au transport des aliments au Nunavik, en plus d'offrir des aliments traditionnels pouvant être échangés entre les communautés. L'ARK est responsable de l'administration du programme et de la transmission de plusieurs informations au MFFP avant le 1^{er} décembre de chaque année, en plus d'administrer la subvention. (*Loi sur le programme d'aide aux Inuit bénéficiaires de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois pour leurs activités de chasse, de pêche et de piégeage*) Cette dernière est constituée d'un montant de base de 10 000\$ pour chaque village nordique. Par la suite, un montant additionnel est ajouté en fonction de la taille de la population inuite locale et est administré par des programmes locaux d'aide aux chasseurs (ARK, 2019b).

2.5.4 Les parcs nationaux au nord du 55^e parallèle

En 2002, la Société Makivik, l'ARK et le gouvernement du Québec ont signé l'Entente Sanarrutik, une entente de partenariat sur le développement économique et communautaire au Nunavik. Cette entente prévoit la création de parcs nationaux, et depuis la signature, quatre parcs ont été créés au Nunavik, et deux autres parcs sont présentement en vue d'être créés. L'ARK a obtenu le mandat de coordonner le développement des parcs nationaux du Nunavik et d'assurer la gestion de ceux-ci après leurs créations. (MFFP, 2016c; Thibault, 2012) Ainsi, la gestion des parcs nationaux du Nunavik est accordée à Parcs Nunavik, une institution de gestion de parcs créée par les Inuits et avec la permission du Québec. La vision de Parcs Nunavik est ainsi modelée par les intérêts d'un conseil de gestion majoritairement autochtone créant ses propres plans directeurs. (Thibault, 2012) De ce fait, outre les objectifs de conservation mis de l'avant pour la création d'un parc, les Inuits cherchent également à y considérer les activités socioculturelles, concernant l'utilisation de la faune. En effet, contrairement à leur cousin du sud, les parcs créés au nord du 55^e parallèle tombent sous la juridiction de la CBJNQ, qui a préséance sur la Loi sur les parcs du Québec. Les communautés inuites ne sont donc pas limitées dans leurs activités de chasse, de pêche ou de piégeage, de même que dans leurs déplacements en véhicule motorisé sur le territoire. (Hébert, 2012) Un autre avantage pour les communautés autochtones est la protection inhérente accordée à un parc national, où l'exploitation des ressources naturelles est interdite. De plus, par les limitations physiques associées à

l'accessibilité des parcs au Nunavik, notamment en raison du coût des transports, de la relative méconnaissance de la destination, des infrastructures déficientes et de l'accessibilité difficile aux parcs, les parcs nationaux ont un intérêt plus culturel qu'économique pour les Inuits. (Thibault, 2012) Bien que certains présentent toujours une certaine réserve envers les touristes, ces derniers pouvant perturber les activités traditionnelles, il s'agit également d'une occasion de promouvoir la valeur du patrimoine culturel inuit, basé sur la relation étroite avec le territoire et sa faune. (Hébert, 2012).

Tableau 2.2 Synthèse de la participation des Inuits à la gestion de la faune

Thème	Résumé
La CBJNQ	<p>Points positifs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Plus grande autonomie gouvernementale pour les Inuits et fondement d'une nouvelle relation entre le gouvernement fédéral, provincial et les autochtones; • Confère certains droits de chasse, de pêche et de piégeage aux autochtones. <p>Conséquence</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les Inuits ont échangé leurs revendications, droits et intérêts sur les terres cédées, en échange d'autres droits et avantages, notamment financiers.
Le Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage	<p>Points positifs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Participation des autochtones à la formulation de règlements, surveillance de l'administration, gestion du régime de chasse, de pêche et de piégeage; • Rôle consultatif auprès des gouvernements du Québec ou du Canada en regard à la gestion des espèces fauniques du territoire; • Participation aux plans de gestion de la faune du Nunavik. <p>Défi</p> <ul style="list-style-type: none"> • Présence des trois nations autochtones signataires, le gouvernement provincial et fédéral au Comité.
Le Centre de recherche du Nunavik (CRN)	<p>Point positif</p> <ul style="list-style-type: none"> • Recherches et travaux sur le milieu naturel et la faune qui mènent à l'élaboration de politiques.
Le régime des terres	<p>Points positifs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Usage et bénéfice exclusifs des villages inuits sur les terres de catégorie I; • Droit de chasse, de pêche et de piégeage exclusif sur les terres de catégorie II; • Droits exclusifs aux autochtones d'exploitation de certaines espèces sur les terres de catégorie III. <p>Défi</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le gouvernement provincial ou fédéral reste propriétaire des terres.

Tableau 2.2 Synthèse de la participation des Inuits à la gestion de la faune (suite)

Thème	Résumé
Le régime de chasse, de pêche et de piégeage	<p>Points positifs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Droits de chasse, de pêche et de piégeage exclusifs sur les terres de catégories I et II; • Droits exclusifs dans les aires protégées; • Création du programme d'aide aux chasseurs; • Protection des espèces fauniques sur les terres conventionnées; • Création du programme d'aide aux chasseurs qui garantit un revenu minimum aux chasseurs et pourvoit aux besoins alimentaires des plus démunis. <p>Défi</p> <ul style="list-style-type: none"> • Droits de chasse, de pêche et de piégeage limité sur les terres de catégorie III.
Les parcs nationaux et les pourvoiries	<p>Points positifs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Obtention, par l'ARK, du mandat de coordonner le développement des parcs nationaux du Nunavik et d'assurer la gestion de ceux-ci après leur création; • Protection du territoire des parcs nationaux aux activités de développement économique; • Promouvoir la culture et les activités traditionnelles inuites; • Les pourvoiries sont un moyen efficace de contrôler la chasse et la pêche pratiquées par les autochtones sur leurs terres et offrent des revenus à la communauté. <p>Défis</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accessibilité touristique limitée aux parcs nationaux et pourvoiries inuits; • Possibilité pour les autochtones d'instaurer des pourvoiries sur les terres de catégorie III du Nunavik, après l'obtention d'un permis.

3. LES CRIS D'EYYOU ISTCHEE

Les Cris d'Eeyou Istchee ou les Eeyou d'Eeyou Istchee sont une nation autochtone habitant majoritairement dans la région de la Baie-James. « Eeyou », signifie « Cris » en langue crie, alors qu'« Eeyou Istchee » est le territoire traditionnel des Cris (Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) [GCC] et Gouvernement de la Nation Crie [GNC], 2021d). Les communautés cries résident dans la région administrative du Nord-du-Québec, entre le 48° et le 56° parallèle. Les Cris ont la répartition géographique la plus vaste de toutes les communautés autochtones du Canada, occupant un territoire qui s'étend de l'Alberta jusqu'au Québec. (Preston, 2018) Au Québec, les Cris occupent un territoire de plus de 400 000 km², où résident neuf communautés cries et plus de 300 terrains de trappage, soit des terrains traditionnels où les familles y pratiquent la chasse et le piégeage (GCC et GNC, 2021d). Deux autres communautés sont en voie de s'établir et de s'ajouter à la Première Nation Crie, soit Washaw Sibi, qui sera reconnue par le Traité et qui est présentement en processus d'établir sa communauté, et MoCreebec, qui est située sur la rive ontarienne (GCC et GNC, 2021d). La population crie compte plus de 18 000 membres au Québec (Secrétariat aux Affaires autochtones, 2019).



Figure 3.1 Répartition des communautés Eeyou d'Eeyou Istchee (Tiré de McGill, 2021)

3.1 La culture et l'histoire des Cris

Résidant dans la région de la Baie-James depuis 5000 ans, les Cris sont originaires de l'Ouest canadien, principalement de la région des plaines en Alberta et en Saskatchewan. (Secrétariat aux affaires autochtones, 2011; Preston, 2018) Traditionnellement, les Cris sont nomades, ayant parcouru pendant des milliers d'années le territoire canadien afin de suivre les migrations saisonnières des animaux qui leur procurent de la nourriture et des vêtements. Leurs activités de chasse se sont concentrées principalement sur le caribou (*Rangifer tarandus*) ou l'orignal (*Alces alces*), de même que sur des espèces de plus petite taille telle que la bernache du Canada (*Branta canadensis*). (Preston, 2018) Tout comme pour la grande majorité des peuples autochtones dans le monde, la religion et la spiritualité crie sont directement liées à la nature et à la faune. L'équilibre entre les gens et la nature est d'ailleurs primordial afin d'atteindre le bonheur et la santé. (Preston, 2018)

Les premiers contacts avec les Européens se déroulent au 17^e siècle, période à laquelle la traite de fourrure devient une activité économique importante pour les communautés autochtones. Les Cris participent alors activement au piégeage d'animaux à fourrure, alors que l'évangélisation des communautés en est à ses premiers balbutiements. (Preston, 2018) C'est pendant plus de 400 ans que les commerçants de fourrures et les Cris auront des contacts fréquents, dans plus de 15 postes de traite enregistrés sur le territoire de l'Eeyou Istchee (Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) [GCC] et Administration régionale crie [ARC], 2008).

Les Cris de l'Eeyou Istchee ont conservé leur mode de vie nomade jusqu'en les années 1940, où les activités forestières prennent de l'ampleur, et où plusieurs villes et villages sont implantés sur le territoire. À partir de 1950, les Cris sont majoritairement sédentaires et le gouvernement du Québec est encore plus présent à partir de 1960, où celui-ci prend en charge l'administration de la justice, du logement, de la santé et de l'éducation, bouleversant ainsi largement le mode de vie des Cris. Une assimilation forcée de la nation est alors en cours, en plus de la présence de plus en plus importante de la communauté allochtone, les Jamésiens, avec qui les Cris doivent dorénavant obligatoirement partager le territoire. Cette situation entraînera de nombreux problèmes socio-économiques, de même que sanitaires, pour les communautés, dont plusieurs perdurent encore aujourd'hui. (Simard, 2017) Aujourd'hui, une part importante de la culture et du mode de vie des Cris réside dans les activités traditionnelles de chasse, de pêche et de piégeage et ces activités sont encore pratiquées par une part importante des communautés (Preston, 2018).

3.2 La Convention de la Baie-James et du Nord québécois, et l'accord « la Paix des Braves »

Signée en 1975, la CBJNQ constitue le premier traité moderne conclu entre des peuples autochtones et des gouvernements du Canada. Ce fut une occasion pour chaque partie impliquée de défendre ses objectifs personnels tout au long du processus. Il s'agit avant tout d'un pacte social et économique permettant d'ouvrir le territoire nordique à l'exploitation économique des ressources pour le gouvernement du Québec et pour Hydro-Québec. Ce premier traité permet également d'assurer le devoir gouvernemental de consultation et d'accommodation des communautés autochtones. (Comité d'examen des répercussions sur l'environnement et le milieu social [COMEX], 2021) Pour les Cris, outre la reconnaissance de leurs droits sur le territoire, la CBJNQ a également pavé la voie vers l'autonomie gouvernementale et l'organisation de l'immense territoire de la Baie-James. La CBJNQ était également une opportunité de renforcer les relations avec le gouvernement du Québec. (Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James [GREIBJ], 2021a) Finalement, les Cris, en échange des droits et avantages qui leur sont accordés avec la signature de la Convention, acceptent de céder leurs droits, titres et intérêts autochtones sur le territoire. En plus des droits de chasse, de pêche et de piégeage sur le territoire, la CBJNQ a également accordé aux Cris des responsabilités gouvernementales et des droits dans de nombreux domaines, notamment en ce qui concerne les secteurs de la santé, des services sociaux, de l'éducation, de l'administration de la justice et de la police, et la protection de l'environnement. En effet, la CBJNQ établit un nouveau régime de protection de l'environnement et du milieu social, et quatre comités sont créés afin de les appliquer, soit le Comité consultatif pour l'environnement de la Baie-James (CCEBJ), le Comité d'évaluation (COMEV), le Comité d'examen des répercussions sur l'environnement et le milieu social (COMEX) et le Comité fédéral d'examen (COFEX) (Comité d'examen des répercussions sur l'environnement et le milieu social [COMEX], 2021).

Plusieurs années plus tard, en 2002, la signature de la « Paix des braves » une entente politique et économique de nation à nation, permettra d'établir un partenariat basé sur la coopération, la confiance et le respect. En plus de favoriser le développement du territoire à son plein potentiel, cette entente facilitera la relation avec le gouvernement du Québec. (Secrétariat aux affaires autochtones, s.da.; GREIBJ, 2021a) Le développement hydroélectrique, minier et forestier de la Baie-James est au cœur de cette entente. Celle-ci a pour objectif, non seulement de créer des emplois, mais également de permettre aux Cris de s'investir dans les projets et de participer davantage à la mise en valeur du territoire, tout en faisant respecter leur mode de vie traditionnel. L'entente prévoit également des versements de plusieurs sommes de la part du gouvernement du Québec aux Cris, s'étendant jusqu'en 2052. (Secrétariat aux affaires autochtones, s.da.)

3.2.1 Le découpage des terres des Cris découlant de la CBJNQ

Tout comme pour les terres au nord du 55^e parallèle et celles des Inuits, le territoire cri au sud du 55^e parallèle est également divisé en différentes catégories de terres. Une carte du territoire de la Baie-James et du Nord québécois représentant les différentes catégories de terres est présentée en Annexe 1. Dans le cas des Cris, les terres sont divisées en quatre catégories puisque les territoires de catégorie I sont séparés en deux sous-catégories, soit les terres de catégorie IA et IB. (*Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie-James et du Nouveau-Québec*) Les terres de catégorie IA sont la propriété du gouvernement du Québec, mais dont l'administration, la gestion et le contrôle ont été transférés au gouvernement du Canada pour l'usage exclusif des autochtones. Les terres de catégorie IB, quant à elles, se trouvent sous la juridiction du gouvernement du Québec, mais ont été cédées à des corporations foncières avec les droits administratifs et de cession. L'exploitation du territoire pour ses ressources naturelles est donc exclusive aux Cris, ce qui assure sa protection contre l'utilisation par le gouvernement provincial ou par des compagnies allochtones. Sur les terres de catégorie II, les Cris ont des droits exclusifs afin d'exercer leurs activités traditionnelles. Cependant, jusqu'à la mise en œuvre de la nouvelle gouvernance, au début des années 2010 (voir section 3.3.), c'était le gouvernement du Québec qui était responsable de l'administration et de la juridiction sur ce territoire. Ces terres peuvent également être utilisées à des fins de développement économique, mais une compensation monétaire ou un remplacement de terres pourrait être exigé dans l'éventualité où les activités restreindraient ou affecteraient les activités traditionnelles. (Sasseville, 1997) Les Cris possèdent donc des droits exclusifs de chasse, de pêche et de piégeage sur les terres de catégorie I et II. Les allochtones et les autochtones non-bénéficiaires de la CBJNQ ou de la CNEQ doivent détenir une autorisation pour pratiquer la chasse et la pêche, mais ne peuvent en aucun cas faire le piégeage. (CCCPP, 2018b) Finalement, les terres de catégorie III regroupent l'ensemble des terres conventionnées n'entrant pas dans les autres catégories mentionnées précédemment. De ce fait, elles sont considérées comme des terres publiques du Québec. Cependant, les Cris y conservent un droit exclusif de chasse et de pêche sur certaines espèces, mais les allochtones peuvent également y pratiquer la chasse ou la pêche sportive. (GREIBJ, 2021b) Une synthèse des descriptions et de la superficie des catégories de terres est présentée au tableau 3.1.

Tableau 3.1 Description et superficie des catégories de terres de la CBJNQ au sud du 55^e parallèle

(Compilation d'après : Loi sur le régime des terres dans le territoire de la Baie-James et du Nouveau-Québec)

Catégorie de Terres	Description	Superficie
IA	Terres destinées à l'usage exclusif des bandes crie de la Baie-James. Elles correspondent aux villages de la communauté crie. Le Québec en reste propriétaire, mais le gouvernement du Canada en a le contrôle.	3 300 km ²
IB	Terres de compétence provinciale dévolues à des corporations crie qui administrent ces terres. Elles correspondent aux territoires autour des communautés.	2 244 km ²
II	Terres où les Cris ont des droits exclusifs de chasse, de pêche et de piégeage. Elles font partie du domaine de l'État.	70 000 km ²
III	Terres ne faisant pas partie de la catégorie I ni de la catégorie II et étant gérées par le gouvernement du Québec. Droits de chasse, de pêche et de piégeage pour les autochtones.	Non spécifié

3.3 La gouvernance et l'administration des Cris

Tout comme les Inuits, les Cris sont signataires de la CBJNQ et de différentes ententes, ce qui a grandement influencé la gouvernance et l'administration de la nation. Le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) (GCC) est le représentant de 20 000 cris d'Eeyou Istchee, alors que le Gouvernement de la Nation crie (GNC) s'acquitte des fonctions gouvernementales et administratives de la nation crie. Les deux entités juridiques distinctes sont formées des membres du même conseil d'administration et des mêmes structures de gouvernance. Elles sont gérées en tant qu'une seule et même entité. Un total de 20 membres élus par la nation crie forment le conseil qui gouverne le GCC et le GNC. Le conseil est ainsi composé du Grand Chef (Président) et du Grand Chef adjoint (Vice-Président) qui sont tous deux élus tous les quatre ans par l'ensemble des Cris à l'aide d'un vote secret. Pour compléter les 18 autres places au sein du conseil, chacune des neuf communautés crie élisent, tous les trois ans, un chef ainsi qu'un représentant pour leur communauté respective. Finalement, bien qu'ils ne soient pas encore reconnus par la législation ou par une convention avec le gouvernement, un chef et un représentant de Washaw Sibi et MoCreebec ont également une voix au sein du Conseil. (GCC et GNC, 2021d)

La Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec en 1984 a pour objectif de mettre en œuvre les dispositions de la CBJNQ en ce qui concerne l'administration locale des communautés. Ainsi, cette loi instaure une certaine forme d'autonomie gouvernementale et de régime de gestion des terres de catégorie IA. Chaque communauté crie est donc gouvernée localement par un conseil de bande et un chef. (*Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec*)

En 2011, le gouvernement du Québec et les Cris d'Eeyou Istchee signent l'entente sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James. Cette entente a pour objectif d'accroître l'autonomie et les responsabilités des Cris en lien avec la gouvernance des terres de la catégorie II, notamment en ce qui concerne la planification et l'utilisation du territoire et des ressources. Cette entente accorde également au GNC la gestion municipale et régionale sur les terres de catégorie II, à l'exception de celles qui sont situées au nord du 55° parallèle. Ainsi, les compétences, fonctions et pouvoirs attribués à une municipalité sont attribués au GNC, notamment la planification de l'aménagement territorial, le développement de l'économie régionale, la gestion des cours d'eau et des lacs et la gestion des matières résiduelles. (Secrétariat aux affaires autochtones, 2011) En 2017, le GCC, le GNC, ainsi que le gouvernement du Canada ont signé l'Entente sur la gouvernance de la nation crie. Cette entente fortifie ainsi l'autonomie gouvernementale crie sur les terres de compétences fédérales des communautés crie, les terres de catégorie IA. À la suite de cette entente, il est donc possible pour les Cris de produire des lois sur les terres de catégorie IA, et ce concernant plusieurs secteurs, notamment la protection de l'environnement ou l'usage du territoire et des ressources. Des arrangements financiers à long terme avec le Canada concernant les terres de catégorie IA sont également inclus dans cette entente, renforçant la stabilité financière de la nation. (Gouvernement du Canada, 2017a).

3.4 L'importance de la gestion de la faune pour les Cris

Comme c'était le cas il y a plusieurs milliers d'années, les Cris ont encore une relation étroite avec le territoire et ses ressources. La chasse, la pêche et le piégeage sont toujours des éléments importants de la culture et du mode de vie crie et ces activités sont répandues dans les communautés. (Preston, 2018) La faune contribue à la qualité de vie des résidents, au renforcement du tissu social et au rapprochement des individus avec la forêt, contribuant ainsi au développement d'un désir de conservation des écosystèmes. La faune a également un intérêt économique pour les Cris, où les activités touristiques jouent un rôle important dans les retombées financières des communautés. (Commission régionale des ressources naturelles et du territoire de la Baie-James [CRRNTBJ], 2011) Le territoire d'Eeyou Istchee est l'habitat de plusieurs espèces fauniques vulnérables, telles que le caribou des bois, écotype forestier (*Rangifer tarandus caribou*), le carcajou (*Gulo gulo*) et le cougar (*Puma concolor*). Il s'agit également d'espèces ayant une importance culturelle et économique, et dont la protection et la conservation sont primordiales. (CRRNTBJ, 2011) Des

terrains de trappage sont également présents sur tout le territoire de la Baie-James. Ces zones de trappe appartiennent en majorité à des familles, et sont des endroits où les activités traditionnelles sont protégées au maximum afin de permettre leur pérennité. (CRRNTBJ, 2011) Les changements climatiques vont mener à des changements importants dans la distribution et l'abondance des espèces fauniques de l'Eeyou Istchee, en plus de modifier les conditions d'accès au territoire. Les changements rapides des conditions environnementales soulèvent de nouveaux enjeux dans la poursuite et dans la transmission des activités et des connaissances traditionnelles. Des espèces, telles que le caribou, voient déjà leur population décroître, ce qui ne sera qu'amplifié dans le futur. De ce fait, les changements climatiques et l'exploitation des ressources, affectent également l'accès à la viande sauvage, cette dernière ayant une importance nutritive et culturelle importante pour les Cris. (GCC et GNC, 2021e)

3.5 La participation des Cris à la gestion de la faune

La participation des Cris à la gestion de la faune est permise entre autres par la signature de la CBJNQ. Elle décrit notamment le régime de chasse, de pêche et de piégeage. Ce dernier est à la base de toute activité d'exploitation de la faune pour les Premières Nations signataires de la Convention. De plus, la création de plusieurs organismes permet également la préservation et la promotion du mode de vie cri. Il existe également une importante implication des Cris dans la gestion d'aires protégées sur le territoire de l'Eeyou Istchee Baie-James. Le tableau 3.2 fait la synthèse de la participation des Cris à la gestion de la faune.

3.5.1 Le régime de chasse, de pêche et de piégeage

Le régime de chasse, de pêche et de piégeage existe grâce à la CBJNQ dans le but de protéger les droits autochtones en ce qui a trait à l'exploitation des ressources fauniques du territoire. Le régime s'applique à une importante diversité d'espèces, que ce soit des mammifères terrestres, des poissons d'eau douce, des oiseaux migrateurs ou des mammifères marins. (*Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie-James et du Nouveau-Québec*) C'est ce régime qui a mené à la création du CCCPP. Le CCCPP est un organisme offrant des conseils aux gouvernements fédéral et provincial, de même qu'à des administrations locales et régionales autochtones en ce qui concerne la chasse, la pêche et le piégeage. Il est de la responsabilité du CCCPP de gérer et de vérifier les régimes, en plus de participer à la gestion des espèces fauniques avec les ministres du Canada et du Québec. Il est dans l'obligation des institutions provinciales ou fédérales de consulter le CCCPP et de suivre de la meilleure manière possible les recommandations élaborées par celui-ci. Pour certaines espèces, telles que le caribou, l'orignal ou l'ours noir, un pouvoir décisionnel est accordé au CCCPP afin que celui-ci établisse la limite supérieure d'abattage, et qu'il prenne des décisions en termes de gestion de ces espèces. (GCC et GNC, 2021d)

L'Unité de gestion et de conservation de la faune (UGCF) est responsable de la mise en application du régime de chasse, de pêche et de piégeage établi à l'article 24 de la CBJNQ (Gouvernement du Québec, 1998). De ce fait, l'UGCF prend part aux réunions et aux groupes de travail en plus de réaliser une grande part des recherches et analyses afin de soutenir la participation des Cris en matière de gestion de la faune. Cette union a comme objectif primaire de protéger et de maintenir la santé des espèces fauniques de l'Eeyou Istchee, en plus de voir à la sauvegarde des droits et intérêts cris. (GCC et GNC, 2021c) L'UGCF fait partie du Service de l'environnement et travaux de remédiation du GCC et du GNC qui effectuent la protection de l'environnement sur l'ensemble du territoire cri (GCC et GNC, 2021b).

3.5.2 L'Association des trappeurs cris

La signature de la CBJNQ a mené à la création de l'Association des trappeurs cris à titre d'organisation à but non lucratif (OBNL) responsable d'assurer la poursuite de l'exercice des activités traditionnelles crie sur le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James. (Association des trappeurs cris, 2019a) Concrètement, le mandat de l'association comprend la gestion du territoire et des ressources, puisque la faune est à la base des activités de trappage. (Association des trappeurs cris, 2019b) Elle encourage ainsi des méthodes d'utilisation durables qui favorisent la conservation, en plus de superviser la récolte des animaux à fourrure. Par ailleurs, l'association encadre également la commercialisation et la vente de fourrures et de produits finis qui sont associés aux activités de trappe. Un bureau local de l'association est présent dans chacune des communautés crie et offre des services à la population, qui varient selon la communauté. Les services incluent des subventions pour le transport, pour l'essence, pour le lubrifiant de véhicule, pour l'équipement, pour l'épicerie et plus encore. Les services sont accessibles pour tous les chasseurs et piégeurs cris, à l'exception de certains programmes qui sont exclusifs aux piégeurs inscrits au Programme de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris. (Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, 2010)

3.5.3 L'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

L'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris est un organisme autonome composé de six membres, trois étant nommés par le gouvernement du Québec et trois par le GNC. Il regroupe au total neuf communautés crie du Nord-du-Québec. La mission de l'organisme est d'administrer le programme de sécurité du revenu pour les chasseurs et piégeurs cris qui est présenté au chapitre 30 de la CBJNQ. (Office de la sécurité et du revenu des chasseurs et piégeurs cris, s.db.) Ce programme, semblable au programme d'aide aux Inuits bénéficiaires de la CBJNQ pour leurs activités de chasse, de pêche et de piégeage, s'adresse cependant aux Cris qui résident au Québec et dont le mode de vie est basé sur l'exploitation de la faune. En

effet, le programme vise à garantir un revenu annuel aux Cris ayant choisi de chasser, de pêcher ou de piéger afin de gagner leur vie, en accord avec leurs activités traditionnelles. Des prestations et des mesures incitatives sont également incluses dans le programme afin d'encourager les membres de la communauté crie à participer à l'utilisation de la faune. Les prestations du programme sont calculées selon le nombre de jours passés dans le bois par adulte d'une même famille et un revenu de base est garanti et calculé en fonction du nombre d'adultes et d'enfants dans une famille. Les exigences du programme obligent notamment que le chef de famille consacre au moins 120 jours à pratiquer des activités d'exploitation et des activités accessoires. Il est possible pour le chef de famille de travailler de façon saisonnière ou temporaire tout en continuant à être dans le programme. Les revenus sont alors considérés dans le calcul des prestations, qui sont calculées en début d'année. (Office de la sécurité et du revenu des chasseurs et piégeurs cris, s.da.)

3.5.4 Les aires protégées, les réserves fauniques et les pourvoirs

C'est en 1996 que le gouvernement du Québec adoptait une Stratégie de mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique (CDB). Celle-ci fixait des objectifs liés à la création d'aires protégées sur le territoire québécois. Les aires protégées sont considérées comme fondamentales afin de maintenir les écosystèmes et les espèces fauniques qui les habitent. Sur le territoire du Plan Nord, qui inclut le Nord-du-Québec, le Saguenay-Lac-Saint-Jean et la Côte-Nord, l'objectif d'aires protégées pour 2020 est d'une proportion de 20 %, dont 12 % au nord du 49^e parallèle. (Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques [MELCC], 2021) Afin de participer à cet effort gouvernemental et d'assurer le respect des droits cris sur le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James, ces derniers se sont dotés de la Stratégie de conservation régionale crie, élaborée par le Comité Eeyou de conservation. Ce comité est composé de représentants des 10 communautés cries, des membres de l'Association des trappeurs cris, du Conseil des jeunes de la Nation crie et du Gouvernement de la Nation crie. (GCC, GNC, 2021a) La Stratégie sert avant tout à proposer un cadre abordant les orientations menant à l'établissement d'aires protégées sur le territoire cri. Ces aires permettent la protection de la terre, de l'eau et des ressources, et ce, à perpétuité, ce qui est un avantage important pour la conservation et la mise en valeur de la culture et du mode de vie cri. C'est actuellement 15 % du territoire d'Eeyou Istchee qui possède le statut d'aire protégée. La figure 3.2 présente les aires protégées et les réserves de biodiversité. (Eeyou Conservation, 2021) La protection d'espaces naturels est primordiale dans la culture crie. Elle permet de planifier et de protéger une utilisation des ressources fauniques qui soit durable et permette une continuation du mode de vie des Cris. Ultimement, la protection de ces ressources signifie une certaine sécurité alimentaire pour la communauté et son implication dans la gestion signifie également un contrôle de l'équilibre entre le renouvellement et l'utilisation de la ressource. (Gouvernement de la Nation crie, 2015)

En ce qui concerne les refuges fauniques, un partenariat entre la Sépaq et la Nation Crie de Mistassini a été signé en 2005 afin d'effectuer la cogestion de la réserve faunique des lacs Albanel-Mistassini-et-Waconichi (AMW). Cette cogestion était prévue dans l'entente de la Paix des braves, signée en 2002, et qui permettait le développement de parcs nationaux et de refuges de biodiversité. (MFFP, 2017) Cette entente de cogestion a mené à la création de la Corporation Nibiischii en 2015, à qui la Sépaq a complètement délégué la gestion de la réserve faunique AMW en 2017. La Corporation Nibiischii a pour mandat de promouvoir la conservation, mais également l'utilisation de la faune et la pratique d'activités récréatives sur le site. Contrairement aux aires protégées, où le développement industriel est prohibé, le titre de refuge faunique n'exclut pas l'exploitation des ressources de minerai ou de bois. L'encadrement par la CBJNQ restreint également les activités de chasse pour les non-bénéficiaires de la Convention. En effet, en territoire régi par la CBJNQ, seuls les bénéficiaires ont l'autorisation de chasser, alors que les non-bénéficiaires ont la possibilité d'y faire la pêche récréative. En 2017, la gestion temporaire de la réserve faunique Assinica a été déléguée à la Corporation Nibiischii par la Nation Crie d'Oujé-Bougoumou. (Corporation Nibiischii, 2021; Gouvernement de la Nation crie, 2015)

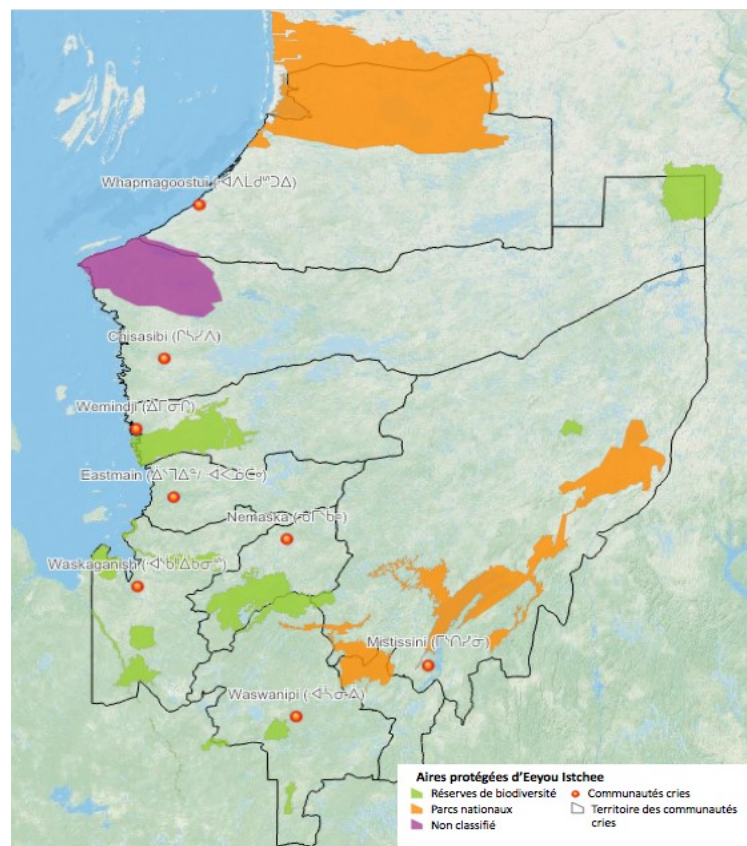


Figure 3.2 Aires protégée de l'Eeyou Istchee (modifié de : Eeyou Conservation, 2021)

L'Association crie de pourvoirie et de tourisme (ACPT) est un organisme élaborant et encadrant les pratiques entourant le tourisme dans l'Eeyou Istchee, et qui cherche à promouvoir des partenariats entre les communautés, les institutions et les entreprises cries, tout en valorisant l'harmonie de la culture et des valeurs cries. La création de cette association a été incluse dans la CBJNQ à l'article 28.6, afin de fournir plusieurs services pour les pourvoiries cries, et de mettre de l'avant les différentes activités proposées. Les pourvoiries de la Baie-James sont en activité depuis de nombreuses années afin d'offrir à leurs clients des activités de pêche sportive uniques. Plusieurs pourvoiries sont présentes à la Baie-James, dont un nombre important autour du lac Mistassini et sont gérées par les Cris. Ceux-ci ont un droit exclusif sur le territoire, ce qui permet d'y limiter le nombre de pêcheurs, mais qui interdit également la pêche de certaines espèces et les activités de chasse dans leur entièreté. (Pourvoirie des camps Mistassini Inc., 2020) Les pourvoiries, de même que les activités touristiques liées à l'utilisation de la faune, sont une opportunité économique importante pour les communautés cries. Celles-ci peuvent alors avoir un contrôle sur l'utilisation de la ressource par les allochtones et prendre les mesures adéquates dans le cas d'une baisse des populations ou de la santé de certaines espèces.

Tableau 3.2 Synthèse de la participation des Cris à la gestion de la faune

Thème	Résumé
La CBJNQ	<p>Points positifs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Plus grande autonomie gouvernementale pour les Cris; • Confère certains droits de chasse, de pêche et de piégeage aux autochtones; • Association des trappeurs cris qui assurent la poursuite de l'exercice des activités traditionnelles cries sur le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James. <p>Défi</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les Cris ont échangé leurs revendications, droits et intérêts sur les terres cédées, en échange d'autres droits et avantages.
Le Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage	<p>Points positifs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Participation des autochtones à la formulation de règlements et surveillance de l'administration et de la gestion du régime de chasse, de pêche et de piégeage; • Rôle consultatif auprès des gouvernements du Québec ou du Canada en regard à la gestion des espèces fauniques du territoire; • Participation aux plans de gestion de la faune du Nunavik. <p>Défi</p> <ul style="list-style-type: none"> • Difficultés liées à la présence des trois nations autochtones signataires de la CBJNQ et de la CNEQ, ainsi que celle des gouvernements provincial et fédéral au sein du Comité.

Tableau 3.2 Synthèse de la participation des Cris à la gestion de la faune (suite)

Thème	Résumé
Le régime des terres	<p>Points positifs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Usage exclusif des terres de catégorie I par les Cris; • Droit de pratiquer les activités traditionnelles crie sur les terres de catégorie II et III. <p>Défis</p> <ul style="list-style-type: none"> • La propriété de toutes les catégories de terres reste aux gouvernements provincial ou fédéral; • Les terres de catégorie III sont des terres publiques, utilisées à des fins de développement économique par le Québec.
Le régime de chasse, de pêche et de piégeage dont la gestion revient à l'Unité de gestion et de conservation de la faune (UGCF)	<p>Points positifs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Reconnaissance de droits exclusifs de chasse, de pêche et de piégeage sur les terres de catégorie I et II; • Création du programme de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris qui vise à garantir un revenu annuel aux Cris ayant choisi de chasser, pêcher ou piéger; • Protection et maintien de la santé des espèces fauniques et du mode de vie cri. <p>Défi</p> <ul style="list-style-type: none"> • Droits limités sur les terres de catégorie III.
Les aires protégées, les refuges fauniques et les pourvoies	<p>Points positifs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Conservation des activités traditionnelles crie dans les aires protégées; • Protection du territoire et des ressources crie; • Inclusion des communautés crie dans la gestion et la cogestion d'aires protégées; • Contrôle de l'utilisation de la faune par les allochtones et potentiel économique important dans les pourvoies. <p>Défis</p> <ul style="list-style-type: none"> • Conciliation entre le développement économique de la Baie-James, la conservation et les requêtes des Cris; • Protection assurée du territoire malgré la présence de visiteurs; • Suivi assuré de la ressource faunique afin de limiter les impacts des prélèvements sur celles-ci; • Conciliation des priorités des différentes communautés crie.

4. LES INNUS DE LA CÔTE-NORD

Les Innus signifiant « être humain » en langue innue, également connue sous le nom de Montagnais, sont une nation autochtone habitant majoritairement la région administrative de la Côte-Nord. Huit des neuf communautés innues se trouvent sur la Côte-Nord, alors qu'une autre se trouve au Lac-Saint-Jean et la dernière près de Schefferville. Deux autres communautés innues sont situées au Labrador. Au Québec, la communauté innue compte plus de 22 000 personnes. (Tanner, 2018) Le territoire traditionnel occupé par les Innus se nomme le Nitassinan. Il s'agit d'un immense territoire boréal situé au Québec, mais qui englobe également le Labrador et équivaut à un territoire de plus de 850 000 km² (Nation innue, 2017).

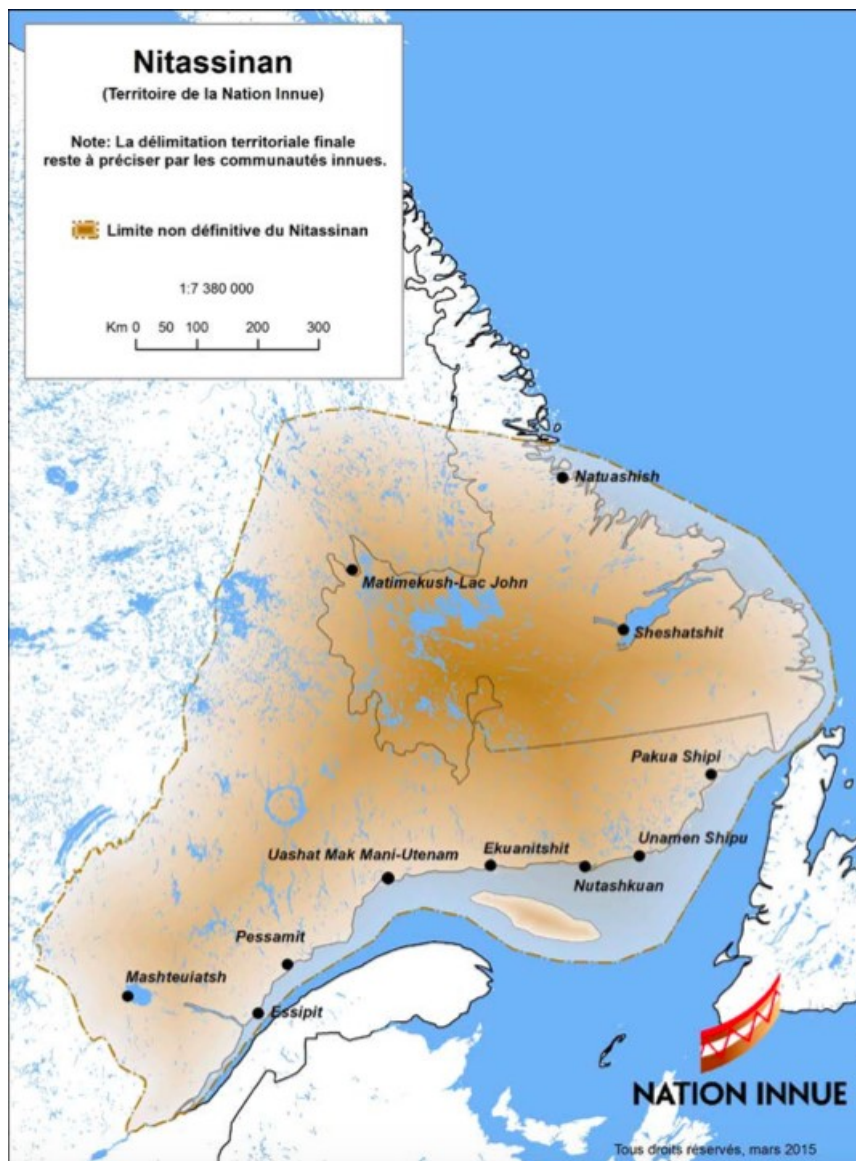


Figure 4.1 Répartition des communautés innues du Québec et du Labrador (tiré de : Nation innue, 2017)

4.1 La culture et l'histoire des Innus

Occupant le territoire depuis près de 8 000 ans, les Innus sont traditionnellement des chasseurs, pêcheurs et cueilleurs nomades qui parcourent le territoire de Nitassinan à la recherche d'espèces fauniques terrestres et aquatiques, de même que floristiques. Ceux-ci se déplaçaient sur le territoire à pied ou en canot, utilisant leurs connaissances importantes liées au territoire afin de déterminer les chemins à utiliser. (Regroupement Petapan, 2014; Tanner, 2018) Lors de la chasse, chaque partie du caribou est utilisée et possède son utilité dans les communautés innues. Les peaux servent notamment à produire des vêtements et des tambours. Du commerce est réalisé avec d'autres peuples autochtones, afin d'échanger des produits. Le respect de la vie animale est primordial pour les Innus, particulièrement pour le caribou, qui est vénéré, puisqu'il offre à la communauté tout ce dont elle a besoin. (Tanner, 2018) Le territoire se trouve être un autre fondement de la culture innue, les individus ayant un lien extrêmement puissant avec le Nitassinan, puisque celui-ci est source de vie. Avant l'arrivée des Européens, les Innus ne possédaient aucun titre de propriété sur le territoire, comme c'est le cas pour les Occidentaux. Le terme « propriété » n'avait même aucun équivalent en langue innu. Cet aspect, ainsi que les déplacements des Innus entre l'intérieur des terres et la côte, facilitent grandement la prise du territoire par les Européens. (Conseil de la Première Nation des Innus Essipit, s.d.)

Au 18^e siècle, la Nation innue est profondément bouleversée par sa rencontre avec les Européens, qui sont investis d'une mission : celle de convertir les autochtones à la chrétienté. Le commerce des fourrures se trouve également être une activité par laquelle les deux groupes se rencontrent régulièrement, puisque les Innus sont les principaux fournisseurs des postes de traites. (Conseil de la Première Nation des Innus Essipit, s.d.) Cette nouvelle activité économique restreint cependant les déplacements des Innus, qui doivent effectuer le trappage des animaux à fourrure et n'ont donc plus la possibilité de suivre les hardes de caribous. Au 19^e siècle, la diminution drastique des espèces dû à une surutilisation des ressources fauniques, de même que le développement de l'industrie forestière et la colonisation, poussent les Innus hors de leur territoire. Alors aux prises avec des maladies provenant des Européens qu'ils n'ont jamais connues auparavant et avec des problèmes de nutrition dus à l'abandon de leur alimentation traditionnelle, les Innus sont délocalisés dans des réserves. Ces réserves deviendront le lieu de résidence permanent des Innus au milieu du 20^e siècle, alors que le gouvernement fédéral les oblige à y rester. (Tanner, 2018)

4.2 La gouvernance et l'administration des Innus

L'administration des communautés innues du Québec passe par neuf conseils de bandes, élus tous les deux à quatre ans, selon la communauté. Ces conseils de bandes incluent un chef, un vice chef, de même que

plusieurs conseillers. (Nation innue, 2017) Les Conseils de bandes sont des gouvernements locaux, soumis à la Loi sur les Indiens, qui confère des responsabilités sur le territoire de la réserve. Contrairement à un conseil municipal qui procure des services à ses citoyens, le Conseil de bande prend en charge chaque aspect de la vie communautaire de sa population. (Conseil de la Première Nation des Innus Essipit, s.d.) Ce rôle administratif concerne l'éducation primaire et secondaire, les travaux publics, le développement économique, et bien d'autres aspects (Nation innue, 2017). Le conseil a ainsi un rôle politique et s'implique dans la défense des droits de la communauté qu'il représente. De plus, en vertu des droits ancestraux, le Conseil exerce également une certaine autorité sur le territoire du Nitassinan. Concrètement, cette autorité implique un droit de pratique des activités traditionnelles, ce qui inclut également une participation à la gestion des ressources et du territoire. (Conseil de la Première Nation des Innus Essipit, s.d.)

Des organisations représentent également un ensemble de communautés innues sur la scène régionale, auprès d'organismes provinciaux, nationaux et internationaux. Le conseil tribal Mamit Innuat est composé des communautés d'Ekuanitshit (Nutashkuan), Pakua Shipu et Unamen Shipu. Ce conseil tribal est impliqué dans le développement social, les services sociaux, les services aux patients et les services techniques. Le Conseil tribal Mamuitun quant à lui, représente les communautés de Mashteuiatsh, Essipit, Pessamit, Uashat mak Mani-Utenam et Matimekush-Lac-John. Ce conseil concentre ses activités dans l'administration générale, la gestion financière, la planification communautaire, le développement économique et les services techniques. (Nation innue, 2017)

Le territoire est au cœur de la culture et de l'identité innues, les Innus cherchant à promouvoir une utilisation durable des ressources du Nitassinan qu'ils occupent depuis des milliers d'années. La gouvernance du territoire par les Innus est donc basée sur cette relation unique avec celui-ci. Les activités traditionnelles sont au centre des préoccupations innues en termes de gouvernance, qui impliquent une protection de la faune terrestre et aquatique. Les Innus cherchent également à impliquer la communauté en ce qui a trait aux décisions qui seront prises pour développer une nouvelle approche de gouvernance du territoire prenant en compte les réalités contemporaines. Outre les droits ancestraux des communautés innues sur le territoire, ceux-ci possèdent également un titre aborigène. (Conseil de la Première Nation des Innus Essipit, s.d.) Le titre aborigène est une sous-catégorie des droits ancestraux, qui accorde des droits d'utilisation et d'occupation du territoire aux peuples autochtones présents sur le territoire depuis l'arrivée des Européens et qui le fréquente de façon continue (Secrétariat aux affaires autochtones, 2005).

4.3 L'Entente de principe d'ordre général

L'Entente de Principe d'ordre général entre les Premières nations de Mamuitun, de Nutashkuan, le gouvernement du Québec et le Gouvernement du Canada est une entente signée en 2004 dans le processus de négociation en vue de la conclusion d'un traité concernant les revendications territoriales. Cette entente implique plusieurs communautés innues, soit les Premières Nations de Betsiamites, d'Essipit, de Mashteuiatsh et de Nutashkuan. La participation à cette entente par chaque partie a pour but de convenir de la structure, de l'orientation générale, de même que des principes qui serviront de guide pour la rédaction du traité. Les négociations ont pour objectif de reconnaître les droits ancestraux des Innus et leur permettre d'avoir plus de responsabilités. Cette entente reconnaît ainsi les droits ancestraux et les titres aborigènes de ces communautés sur le territoire, qui sera séparé en deux types, soit le Nitassinan et l'Innu Assi. La superficie et la délimitation des deux types de territoire sont déterminées de façon préliminaire dans l'entente, et seront confirmées lors de la signature du traité. (Gouvernement du Canada, 2010) Le Nitassinan sera toujours considéré comme un territoire québécois, mais sur lequel les Innus auront la possibilité d'exercer certains droits. L'Innu Assi, de son côté, forme un territoire de réserves possédées par les Innus, et sur lequel ces derniers auront une autonomie de gestion. Il s'étale sur une superficie de 522 km², et des sections de terre supplémentaires, comme des sites patrimoniaux, s'y ajouteront par la suite. (Secrétariat aux affaires autochtones, s.db.)

Des dispositions en regard au Nitassinan sont également prévues par l'entente. C'est le cas de la réglementation des activités traditionnelles de chasse, de pêche et de piégeage, afin d'utiliser la ressource de façon durable. De plus, la signature du traité permettra aux Innus de s'impliquer dans la protection et la gestion du territoire, des ressources fauniques et de l'environnement. De plus, l'entente de principe prévoit d'autres négociations d'arrangements afin de permettre aux Innus de s'impliquer dans la gestion de certains parcs ou réserves fauniques. L'autonomie gouvernementale est également une part importante de l'entente qui prévoit que les Innus pourront adopter des lois et des règlements sur l'Innu Assi, de même que pour leurs citoyens. Les conseils de bandes feront place au gouvernement innu et une constitution innue sera adoptée. (Secrétariat aux affaires autochtones, s.db.) La signature de ce traité permettra ainsi aux Innus des communautés impliquées dans l'entente de posséder des droits semblables aux Cris et aux Inuits. Les négociations sont effectuées par le Regroupement Petapan, qui représente les Premières Nations de Mashteuiatsh, Essipit et Nutashkuan. (Regroupement Petapan, 2014)

4.4 L'importance de la gestion de la faune pour les Innus

Comme pour la majorité des Premières Nations et des Inuits du Québec, la pratique d'activités traditionnelles innues implique les ressources fauniques. La relation étroite qu'entretiennent les Innus avec le territoire a mené au développement de connaissances traditionnelles importantes sur la faune. Les Innus ont en effet cohabité avec plusieurs espèces sur l'important territoire qu'ils occupent, et celles-ci sont devenues primordiales pour leur survie. Ils ont d'ailleurs des connaissances extensives concernant plusieurs espèces, telles que le caribou, l'orignal et l'ours noir. (Clément, 2007) Le caribou est une espèce primordiale pour les communautés innues, et ce depuis des temps immémoriaux. Les communautés remarquent aujourd'hui des bouleversements sur la population de caribous, notamment en ce qui concerne le nombre d'individus. En effet, ce mammifère fait l'objet d'une chasse excessive par les allochtones en plus de son utilisation par les Innus. Le développement d'activités économiques, que ce soit la foresterie, l'hydroélectricité ou les mines, impacte également la population de caribous, puisqu'une diminution du nombre de caribous causée par le bruit et les pistes ou les routes a été observée. La santé des caribous est également impactée par la chasse et l'utilisation de véhicules motorisés. Les animaux paraissent plus stressés, et le goût de la viande a même changé. Pour eux, la conservation doit se faire en harmonie avec les connaissances innues. Ces dernières se positionnent d'ailleurs contre le port de colliers, généralement utilisés afin de suivre les déplacements des caribous. En effet, selon eux, le fait d'avoir recours à leur utilisation est un manque de respect envers cet animal sacré. (Gouvernement du Canada, 2017b) L'ours et le lièvre sont également des animaux importants pour les Innus qui, lorsque les caribous tardaient à se montrer, les utilisaient pour se nourrir (Filippi, 2019). L'ours noir est également un animal hautement symbolique pour les Innus, qu'ils considèrent comme étant le plus près de l'humain (Charest, 2014).

Le partage des caribous entre les chasseurs, l'accessibilité de la viande pour toute la communauté, de même que le respect de l'animal sont des pratiques extrêmement importantes pour les Innus. Il est primordial pour ces communautés que la pratique de la chasse et la transmission des connaissances et de pratiques traditionnelles se poursuivent grâce à la préservation du caribou. La chasse pratiquée par les Innus est une chasse de subsistance pour la communauté, où chaque partie de l'animal est utilisée, que ce soit la viande, la graisse, ou la peau. Le gaspillage est de ce fait très mal reçu par les Innus, chaque partie de l'animal devant être respectée et utilisée. (Gouvernement du Canada, 2017b)

4.5 La participation des Innus à la gestion de la faune

Les Innus, bien qu'ils aient signé l'Entente de principe d'ordre général, n'ont à ce jour signé aucun traité qui assurerait la confirmation de leur implication dans la gestion de la faune au Québec. Les pratiques de

gestion de la faune accessibles aux Innus sont donc liées en majorité à la reconnaissance de leurs droits ancestraux et de leurs titres aborigènes. Les revendications et mouvements sociaux sont régulièrement à la base de leurs capacités à faire reconnaître la nécessité de les impliquer dans les processus de gestion des ressources fauniques. Cette section aborde particulièrement les pourvoiries appartenant aux Innus, mais également les revendications sociales innues qui mènent à l'évolution de la reconnaissance et à l'implication de ce peuple sur ses ressources. Le tableau 4.1 fait la synthèse de la participation des Innus à la gestion de la faune.

4.5.1 Les pourvoiries

Plusieurs pourvoiries de la Côte-Nord sont maintenant possédées par des membres des communautés innues. Les pourvoiries innues offrent des activités de chasse et de pêche. La plupart des pourvoiries de la Côte-Nord possèdent ainsi des territoires de chasse au gros gibier. La pêche reste l'un des plus gros attraits de la région, par contre, puisque cette dernière foisonne de lacs et de rivières. La pourvoirie d'Essipit, par exemple, offre plusieurs activités récréotouristiques autres que la chasse ou la pêche, telles que la randonnée pédestre, le kayak, et même une activité d'observation de l'ours noir dans son habitat naturel. Cette activité, est, avant tout offerte pour permettre aux visiteurs de s'imprégner de la nature et de la culture innue; culture dans laquelle l'ours noir est très respecté. Les pourvoiries étant la propriété des communautés innues, elles offrent non seulement d'importantes opportunités économiques, mais également culturelles. Il s'agit en effet pour les Innus de bonnes occasions pour partager leur culture, leur langue et leurs activités traditionnelles avec tous. (Les entreprises Essipit, 2021)

La Nation innue de Natashquan a signé une entente avec le gouvernement du Québec en 1984 concernant le développement et la gestion des ressources fauniques. Cette entente confère aux Innus des droits exclusifs de pêche sur certaines sections de la rivière Natashquan, de même que des droits exclusifs de chasse et de pêche sur trois territoires reliés au bassin de la rivière. Ces droits exclusifs sont accordés aux Innus de Natashquan dans le cadre des activités d'exploitation de pourvoirie. Cette entente permet également à la communauté innue d'élaborer un plan de gestion et un plan de protection des ressources fauniques dans le cadre des activités de pourvoiries. Cela permet à la communauté d'avoir des pouvoirs décisionnels dans le cadre de la gestion de la faune et donc de pouvoir recommander des mesures de protection ou de rétablissement de certaines espèces qui le requièrent. (Secrétariat aux affaires autochtones, 2021)

4.5.2 Les revendications d'implication dans les aires protégées

Les Innus dénoncent présentement la création de nouvelles aires protégées sur le territoire de la Côte-Nord, pour lesquelles les titres et droits ancestraux des neuf communautés innues du Québec ne sont pas respectés. Les projets d'aires protégées ont été effectués sans considération pour les communautés qui y résident. En effet, ces dernières participent depuis de nombreuses années à des tables de consultation avec les gouvernements afin de sauvegarder le caribou forestier, une espèce considérée vulnérable depuis 2005, de même que de créer des aires protégées. Néanmoins, malgré le temps et l'argent qui a été dévolu à ces tables de consultation, celles-ci n'ont majoritairement pas abouti et les propositions des communautés innues n'ont pas été retenues. L'annonce de la création d'aires protégées sur le territoire innu est une occasion positive pour les communautés innues, cependant, le seul processus de consultation et d'accommodement avec le gouvernement du Québec n'est pas considéré comme étant suffisant. En effet, les aires protégées sont des opportunités importantes de protéger le territoire de toute activité économique pouvant influencer les ressources naturelles. (Paul, 2020) Cependant, cette protection se fait au détriment des activités traditionnelles innues.

Même s'ils ne peuvent s'impliquer dans les aires protégées, deux projets de réserve de biodiversité en partenariat avec des communautés innues ont été mis sur pied. La première réserve de biodiversité a été mise en place aux monts Groulx, sur la Côte-Nord, il s'agit de la réserve de biodiversité Uapishka dont le statut légal lui a été accordé en 2003. Dans ce cas, le Conseil des Innus de Pessamit se trouve sur le comité de gestion de la réserve de biodiversité, sur la restauration et le suivi de l'intégrité. Le Conseil est ainsi responsable d'instaurer et de mettre en œuvre un programme de suivi de l'intégrité écologique de la réserve de biodiversité. (Gouvernement du Québec, 2019) La deuxième réserve de biodiversité est très semblable, et a été conçue et proposée par le Conseil de la Première Nation des Innus Essipit. Elle a été acceptée par le gouvernement du Québec en 2019. Ainsi, le MELCC est responsable de la gestion de cette réserve. Cependant, comme le projet a été effectué en collaboration étroite avec le Conseil d'Essipit, un partenariat entre les deux institutions est prévu afin de gérer la réserve. (Gouvernement du Québec, 2009; Comité de gestion de la réserve de biodiversité Uapishka, 2013) Dans les deux cas, les réserves de biodiversité sont extrêmement avantageuses pour les communautés innues, qui s'assurent de la protection du territoire, tout en continuant à pratiquer leurs activités traditionnelles découlant des droits ancestraux.

4.5.3 La station Uapishka du Conseil des Innus de Pessamit

La station Uapishka est une coentreprise de recherche scientifique et d'écotourisme fondée conjointement par le Conseil des Innus de Pessamit et la Réserve mondiale de la biosphère Manicouagan-Uapishka

(RMBMU). Les installations de la station se trouvent au pied des monts Uapishka ou des monts Groulx, près du réservoir Manicouagan. L'objectif de la station est de favoriser un meilleur partage des connaissances scientifiques et du savoir traditionnel innus, en plus d'acquérir de plus grandes connaissances sur la faune de la région, de même que sur les potentiels impacts des changements climatiques sur cette population. (Université du Québec à Rimouski [UQAR], 2020) Le besoin d'acquisition de connaissances générales et spécifiques sur les espèces de la Côte-Nord, particulièrement le caribou forestier, qui est une espèce vulnérable (*Rangifer tarandus caribou*), est criant. La station Uapishka vise ainsi à combler les lacunes en matière d'inventaires fauniques, et de répartition d'espèces, mais également de documenter et valoriser les connaissances et la participation autochtones aux différentes études. (Station Uapishka, 2020)

Tableau 4.1 Synthèse de la participation des Innus à la gestion de la faune

Thème	Résumé
L'Entente de principe d'ordre général	<p>Points positifs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Signature future d'un traité entre les Premières Nations innues et les deux paliers de gouvernement; • Reconnaissance des droits ancestraux des communautés innues signataires et obtention de plus de responsabilités de ces dernières sur le territoire. <p>Défis</p> <ul style="list-style-type: none"> • La négociation d'une entente et d'un traité est une tâche longue et ardue pouvant prendre plusieurs années; • Dans le cas de la signature d'un traité, les Innus devront possiblement renoncer à certains droits pour en gagner d'autres.
Les pourvoiries	<p>Points positifs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Promotion de la culture innue; • Contrôle des activités de chasse et de pêche sportive des allochtones; • Importante source de revenus pour la communauté innue propriétaire.
Les aires protégées	<p>Points positifs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Implication des Innus dans la création et la gestion de deux réserves de biodiversité; • Protection du territoire des activités industrielles. <p>Défis</p> <ul style="list-style-type: none"> • Difficultés d'intégrer les communautés innues aux activités de conservation du territoire; • Prendre en compte et respecter les inquiétudes et les recommandations des Innus dans la conservation du territoire.
La station Uapishka	<p>Points positifs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Favoriser le partage des connaissances scientifiques et traditionnelles innues; • Acquisition de connaissances sur la faune de la Côte-Nord. <p>Défi</p> <ul style="list-style-type: none"> • La station Uapishka est louée par des universités québécoises à des fins de recherche.

5. LES ANISHINABÉS ALGONQUINS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET DE L'OUTAOUAIS

Les Algonquins préfèrent s'identifier sous le nom d'Anishinabé ou Anishinabeg, ainsi, le nom « Anishinabé » sera donc utilisé dans le cadre de cet essai, puisqu'il s'agit du terme approprié (Conseil de la Nation Algonquine-Anishinabeg, 2016). Les Anishinabés sont une nation autochtone habitant en Abitibi-Témiscamingue et en Outaouais. En effet, sept des neuf communautés anishinabées se trouvent en Abitibi-Témiscamingue, les deux restantes en Outaouais. (Secrétariat aux affaires autochtones, 2011) On retrouve également des communautés algonquines en Ontario. (Black et Parrott, 2018) La population anishinabée est répartie en 9 villages présentés à la figure 5.1. C'est plus de 11 528 personnes se disant d'ascendance anishinabée/algonquine au Québec en 2015. La communauté la plus importante est Kitigan Zibi qui compte plus de 1 500 résidents. (St-Pierre-Roy et Castonguay, 2015)



Figure 5.1 Répartition des communautés algonquines du Québec (tiré de : Radio-Canada, 2015)

5.1 La culture et l'histoire des Anishinabés

Le terme « Algonquins » aurait été donné aux Anishinabés par Samuel de Champlain lors de son arrivée sur le continent. Ceux-ci vivaient, avant leur rencontre avec les Européens, dans des tentes facilement démontables et dont les matériaux étaient facilement accessibles dans l'environnement immédiat. (Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg, 2016; Black et Parrott, 2018) La majorité des communautés anishinabées se trouve sur le territoire depuis près de 6 000 ans (Conseil de la Première Nation Abitibiwinini, 2021). Les Anishinabés étaient considérés comme étant nomades, puisqu'ils se déplaçaient régulièrement sur le territoire. En effet, ceux-ci passaient l'été près des cours d'eau, puis retournaient à l'intérieur des terres, l'automne venu, afin d'y passer l'hiver. Ils changeaient également de campements d'hiver au bout de quelques années, afin de permettre la régénération du site et de la faune environnante. (Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg, 2016)

La spiritualité algonquine trouve à sa base une notion primordiale, soit celle du respect de toute forme de vie faisant partie du cycle de la vie. Chacune des espèces est perçue comme étant essentielle et importante et, ainsi, les activités de prélèvement, que ce soit la chasse, la pêche ou le piégeage, ne sont effectuées que lorsque cela est nécessaire. Des offrandes sont effectuées aux animaux lors de l'abattage, afin de remercier l'esprit de l'animal. (Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg, 2016)

La rencontre avec les Européens s'effectue dans les années 1600 avec l'arrivée de Champlain. Les Anishinabés deviennent ainsi les alliés des Français, au même titre que les Innus. Les Anishinabés sont également inclus dans les activités du commerce des fourrures, pour lequel ils forment des alliances commerciales avec les Français ou les autres nations autochtones. C'est également à cette époque que les communautés anishinabées s'affaiblissent en subissant d'énormes pertes à la suite de la transmission de maladies avec lesquelles elles n'avaient jusqu'alors eu aucun contact. La signature de la Proclamation royale, en 1763, permet aux Anishinabés de revendiquer un immense territoire au nord et à l'ouest du fleuve Saint-Laurent. (Black et Parrott, 2018; Conseil de la Première Nation Abitibiwinini, 2021) Par la suite, au 19^e siècle, ce fut le début de la création des réserves, dans lesquelles les communautés anishinabées vont se rassembler. Cependant, beaucoup des terres, qui appartenaient alors aux autochtones, sont transférées à des colons européens. Au 20^e siècle, la colonisation est toujours en marche, et le territoire autochtone est maintenant une fraction de ce qu'il était autrefois. (Black et Parrott, 2018) La création des premiers pensionnats autochtones provoque la sédentarisation des Anishinabés (Conseil de la Première Nation Abitibiwinini, 2021). Ce bouleversement dans les habitudes de vie et la culture algonquine provoque de profondes blessures sur ces communautés, qui sont toujours présentes aujourd'hui, plusieurs générations plus tard (Black et Parrott, 2018).

5.2 La gouvernance et l'administration des Anishinabés

Les communautés algonquines sont administrées par des conseils de bandes, composés d'un chef, d'un vice-chef et de conseillers qui sont élus par la communauté. Les conseils de bandes sont responsables de diriger les Conseils des différentes nations algonquines. Ils se réunissent régulièrement et consultent les membres de leurs communautés respectives avant de prendre des décisions importantes. L'objectif du conseil est de mettre en valeur la langue, l'histoire et les droits algonquins, en plus de fournir des services à leurs communautés. Les conseils sont également responsables, entre autres, de l'administration des services de santé, de l'éducation et de l'environnement. (Conseil de la Première Nation Abitibiwinini, 2021)

Il existe également le Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg, qui est constitué des communautés d'Abitibiwinini, Eagle Village, Kitigan Zibi, Lac-Simon, Longue-Pointe et Kitcisakik. Ce conseil a comme priorité d'assurer la protection des droits de la nation algonquine, en plus de fournir des services aux communautés membres. En matière de territoire et de ressources, le Conseil tribal tente d'établir des ententes avec les gouvernements provinciaux et fédéraux afin de s'impliquer dans la gestion du territoire, et de profiter pleinement de ces ressources. Il s'attarde également à faire respecter l'obligation de consulter et d'accommoder la nation algonquine dans le cadre du développement de projets sur leur territoire traditionnel. (Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg, 2016)

5.3 Le Traité no 9

Le Traité no 9, ou Traité de la Baie-James, a été signé en 1905 avec les Cris et les Ojibwés de la région de la Baie-James (Ministre des Approvisionnements et Services Canada, 1981). Bien que ce traité concerne majoritairement l'Ontario, une communauté autochtone québécoise, soit la Première nation Abitibiwinini (Pikogan), adhère à celui-ci en 1906. Cette situation s'explique par le fait que le territoire de cette nation autochtone chevauche la frontière des deux provinces. Au départ, le Traité no 9 n'est signé qu'avec les Abitibiwinnik de l'Ontario, puisque le Québec ne désire pas participer aux discussions, ne souhaitant octroyer aucun droit aux autochtones du Québec. Cependant, à la suite de protestations, la communauté québécoise d'Abitibiwinnik se joindra également à ce traité. Celui-ci avait avant tout comme objectif la création de réserves sur le territoire ontarien, et devant éviter d'être situées sur un secteur ayant un fort potentiel hydroélectrique. De ce fait, les membres de la Première Nation Abitibiwinnik obtinrent une réserve d'une superficie totale de 34 milles carrés soit l'équivalent de 88 km², des annuités de 4\$ par personne, de même que l'engagement de fournir des services d'éducation et de santé. (Conseil de la Première Nation Abitibiwinnil, 2021; Frenette, 2013) Le Traité no 9 est semblable aux huit autres traités précédents avec les Premières nations au Canada et aborde la chasse, la pêche et le piégeage, bien que de façon succincte. Les

52

5.4 L'Entente trilatérale et l'Entente-cadre

L'Entente trilatérale est une entente signée en 1991 entre les Anishinabés du lac Barrière de l'Outaouais et les gouvernements du Québec et du Canada, en ce qui concerne les ressources renouvelables, la faune et la forêt. L'entente était la finalité du blocage de la route 117 à plusieurs reprises par les Anishinabés, pour faire reconnaître leurs inquiétudes quant à des activités d'exploitation menaçant leur survie. En effet, les coupes à blanc, les projets hydroélectriques, de même que les chasseurs sportifs inquiétaient la communauté, pour laquelle les ressources, particulièrement alimentaires, dont l'original, diminuaient dangereusement. (Université de Sherbrooke, 2021) Cette entente avait pour objectif de reconnaître et d'impliquer les Anishinabés de lac Barrière dans la gestion des ressources, sans que ceux-ci aient cependant à être signataires d'un traité. En effet, la signature d'un traité avec les gouvernements force les autochtones à céder leurs titres ancestraux en échange d'une compensation monétaire. (Affaires autochtones et du Nord Canada, 2016) L'Entente trilatérale devait mener à l'élaboration d'un plan de gestion intégré des ressources, qui permettrait de créer un équilibre entre les besoins de la communauté algonquine et les intérêts des compagnies forestières sur le territoire. La première phase de l'entente comprenait des études et des inventaires des ressources naturelles renouvelables du territoire. La deuxième phase devait être la préparation du premier jet du plan de gestion. La troisième phase était la formulation de recommandations concernant la réalisation de la phase précédente. Finalement, la quatrième phase se trouvait être des négociations entre les Anishinabés de lac Barrière et le gouvernement du Québec en ce qui concerne l'implantation des recommandations. (Mitchikanibikok Inik, s.d.) Cependant, le plan de la phase deux n'a jamais été finalisé, puisque son échéance, due pour 1995, était toujours repoussée. Les retards constants de l'élaboration du plan mènent à l'arrêt du financement de celui-ci par le gouvernement. (Affaires autochtones et du Nord Canada, 2016)

L'Entente-cadre, quant à elle, est signée avec la Première Nation Anishinabé de Longue-Pointe (Winneway) et le gouvernement du Québec. Cette entente vise à promouvoir les négociations entre les parties, concernant les services de police, l'occupation du territoire et les ressources naturelles. Cette entente est mise de l'avant par les parties après plusieurs années de protestations et de manifestations de la communauté de Longue-Pointe, particulièrement en ce qui concerne l'exploitation des terres ancestrales par Domtar, une entreprise d'exploitation forestière. (Porter, 2008) Cette entente prévoit la participation de la communauté de Longue-Pointe à la gestion des ressources naturelles, de même que le développement de moyens permettant la conciliation des activités d'exploitation des ressources naturelles avec les activités de chasse, de pêche et de piégeage et de cueillette effectuées par la communauté. (Secrétariat aux affaires autochtones, 2008) Malgré cette entente, cependant, la Première Nation de Longue-Pointe est toujours exclue des décisions en égard à l'utilisation et la gestion des ressources naturelles. Cet échec de consulter et d'accommoder la communauté

de Longue-Pointe n'ignore pas simplement ce qui est mentionné dans l'Entente-cadre, mais également l'obligation des gouvernements de consulter et d'accommoder les Premières Nations, et ce, même avant que celles-ci aient prouvé leur titre sur leurs terres et leurs droits ancestraux. (Amnesty International, 2009)

5.5 L'importance de la gestion de la faune pour les Anishinabés

Malgré un mode de vie moderne impliquant un travail salarié et la fréquentation de l'école dans les communautés algonquines, les Anishinabés restent très attachés à leurs traditions. Ceux-ci participent toujours à des activités de chasse et de pêche de subsistance. Les Anishinabés ont un lien étroit avec le territoire, en plus d'accorder beaucoup d'importance à la relation que l'humain entretient avec les animaux. Ce rapport étroit avec la nature revêt une importance fondamentale pour les communautés, qui cherchent à perpétuer cette vision du monde pour les générations futures. (Bousquet, 2002) Cet attachement au territoire et l'importance de la protection de l'environnement pour les générations futures et la communauté revient de nombreuses fois dans la vision autochtone, dont celle des Anishinabés (Amnesty International, 2009). Certaines des croyances ou pratiques ont cependant évolué ou été abandonnées depuis l'arrivée des Européens, ce qui rend primordial de préserver celles ayant perduré jusqu'ici (Bousquet, 2002). Il est impensable pour les Anishinabés d'abattre un animal pour le sport, de causer de la souffrance inutile à toute espèce animale, de même que de gaspiller des parties utilisables de l'animal et de ne pas partager avec le reste de la communauté. (Université Laval, 2021) Les Anishinabés sont également respectueux de la population animale, en particulier lorsque le nombre d'individus commence à diminuer ou alors que la santé des animaux semble décroître. Ils sont souvent les premiers à observer des changements, en particulier chez les espèces qui sont également utilisées par les allochtones, puisque l'équilibre entre l'utilisation et la régénération de la ressource faunique est alors perturbé. (Bousquet, 2002) En effet, les animaux présents semblent avoir des infections, des maladies ou une santé plus fragile. C'est le cas du caribou, qui se fait de plus en plus rare sur le territoire anishinabé. Il s'agit d'une espèce importante pour cette nation autochtone, qui a cependant été remplacée par l'orignal sur de nombreux sites, puisque ce dernier utilise toutes les ressources alimentaires. (Gouvernement du Canada, 2017) La pratique d'activités traditionnelles est différente pour chaque communauté anishinabée. Ce ne sont pas toutes les communautés qui ont un accès facile au territoire pour y pratiquer la chasse ou la pêche. Certains doivent alors se remettre à l'utilisation de pourvoiries afin de se procurer le gibier qu'ils utilisent pour se nourrir. (Bousquet, 2002) Cette difficulté d'accès aux ressources fauniques pour leur alimentation est un enjeu important pour les communautés. Considérant que les Anishinabés sont les membres des Premières Nations et des Inuits les plus pauvres au Québec, cette difficulté d'accès au territoire et à ces ressources est un obstacle pour assurer une alimentation adéquate à la population. (Amnesty International, 2009)

5.6 La participation des Anishinabés à la gestion de la faune

Les Anishinabés, tout comme les Innus, n'ont signé aucun traité à ce jour. Seule la communauté de Longue-Pointe a signé l'Entente-cadre, et la communauté de lac Barrière, l'Entente trilatérale, qui n'a pas abouti. Les moyens d'implication en matière de gestion de la faune pour les Anishinabés relèvent donc des droits ancestraux et des titres aborigènes sur le territoire. Les mouvements sociaux ont mené à plusieurs changements pour les Anishinabés dans le passé, et contribuent beaucoup à la reconnaissance de leur implication dans les processus de gestion des ressources fauniques. Cette section aborde donc la revendication récente de 2020 en ce qui concerne la mise en place d'un moratoire sur l'orignal à la réserve faunique de La Vérendrye. Le tableau 5.1 fait la synthèse de la participation des Anishinabés à la gestion de la faune.

5.6.1 Les Anishinabés de lac Barrière et les originaux de la réserve faunique de La Vérendrye

À l'été 2020, les membres de la communauté anishinabée de lac Barrière ont bloqué l'accès de la réserve faunique de La Vérendrye aux chasseurs allochtones. Ces protestations surviennent après que la communauté ait observé une diminution de la population d'originaux dans la réserve faunique. La principale route donnant accès à la réserve faunique avait ainsi été barricadée, empêchant l'accès aux pourvoiries ou au Zecs, avant l'ouverture de la chasse dans la région. La finalité de cette protestation était d'aboutir à un moratoire de cinq ans sur la chasse sportive à l'orignal dans la réserve faunique. (Riopel, 2020) La communauté Anishinabée de Kitigan Zibi a d'ailleurs soutenu le mouvement de lac Barrière et protestait de façon pacifique aux côtés de la communauté de lac Barrière (Deer, 2020). Cette protestation survient après l'évocation, par les Anishinabés, de craintes en lien avec la diminution du nombre d'originaux en 2019. Les Anishinabés avaient alors fait part de leurs inquiétudes au MFFP, qui avait par la suite effectué un inventaire aérien de l'orignal. Le MFFP a alors constaté la présence de 2,06 spécimens par 10 km², ce qui équivaut à une diminution de 35 % par rapport à un inventaire réalisé en 2008. Ces résultats ne sont pas jugés comme étant inquiétants par le ministère, qui a par la suite diminué de 30 % l'offre de permis de chasse sportive, sans pour autant en envisager la fermeture. Afin de tenter de satisfaire les protestataires autochtones, le gouvernement a proposé la mise en place de deux tables de négociation, avec pour objectif de discuter du moratoire afin de permettre au cheptel d'originaux de se régénérer. Ces négociations sont extrêmement importantes pour la communauté du lac Barrière qui utilise les originaux pour leurs subsistances. (Riopel, 2020) Les Anishinabés ont d'ailleurs obtenu en avril 2021 un moratoire sur l'orignal interdisant la chasse en automne 2021 afin d'évaluer l'état du Cheptel (Bellerose, 2021). L'utilisation de l'orignal pour la chasse sportive n'est pas le seul problème vécu par les originaux. En effet, les tiques d'hiver sont également un fléau pour la population d'originaux. Ces petits insectes, lorsque présents en trop grand nombre, provoquent

chez l'animal atteint une perte de poil, une formation de plaies, une perte de sang et de poids importantes, de même que des comportements anormaux, tel qu'une plus grande confusion et une moins grande crainte des humains. Une infestation de tiques peut être fatale pour un animal, particulièrement lorsqu'il est jeune. (MFFP, 2016g)

Tableau 5.1 Synthèse de la participation des Anishinabés à la gestion de la faune

Thème	Résumé
Le Traité no 9	<p>Point positifs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accordent aux communautés signataires le droit de poursuivre les activités de chasse, de pêche et de piégeage; • Création de la réserve autochtone (du côté québécois) à la demande des Abitibiwinnik; • Les Abitibiwinnik n'ont jamais renoncé à leurs droits ancestraux et titre aborigène sur le territoire malgré l'adhésion au traité. <p>Défis</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pas de traité direct avec les Anishinabés du Québec; • Peu de communautés anishinabées possèdent un territoire.
L'Entente trilatérale avec lac Barrière	<p>Point positif</p> <ul style="list-style-type: none"> • Implication de la communauté anishinabée de lac Barrière dans la gestion de la faune et des ressources par la rédaction d'un plan de gestion des ressources intégrées. <p>Défi</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les retards dans l'élaboration du plan causèrent l'arrêt du financement de ce dernier par le gouvernement provincial.
L'Entente-cadre avec Longue-Pointe	<p>Point positif</p> <ul style="list-style-type: none"> • Encourage la participation de la communauté de Longue-Pointe à la gestion des ressources naturelles. <p>Défi</p> <ul style="list-style-type: none"> • La communauté de Longue-Pointe est toujours exclue des décisions en regard à l'utilisation et la gestion des ressources naturelles sur le territoire.
Les revendications à la réserve faunique de La Vérendrye	<p>Points positifs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Amènent l'attention de la province sur l'enjeu de la gestion de l'orignal à la réserve faunique de La Vérendrye; • Mise en place de deux tables de négociations afin de discuter d'un moratoire sur l'orignal; • Obtention d'un moratoire imposé sur la chasse à l'orignal pour évaluation. <p>Défis</p> <ul style="list-style-type: none"> • Longueur des procédures de négociations; • D'autres problématiques que celles de la chasse influence la santé du cheptel.

6. LES NATIONS AUTOCHTONES AU CANADA ET À L'INTERNATIONAL

Les colons européens étaient rarement les premiers à découvrir un pays ou un continent, il existait déjà plusieurs Premières Nations à travers le monde. Parmi ces dernières, les Nations autochtones de l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont été choisies puisque, comme le Canada, ces deux pays ont une histoire coloniale, une législation et une structure politique semblables, en plus d'être signataire de la Convention sur la diversité biologique (CDB). (Sécurité publique Canada, 2018) De plus, l'une des nations autochtones de la Colombie-Britannique a une situation unique au Canada en matière de gestion de la faune et a même inspiré le sujet de cet essai. Ceci n'est pas un portrait exhaustif de la situation dans chaque pays, mais bien un survol des possibilités d'implication dans la gestion de la faune à des fins de comparaison. Le tableau 6.1 fait la synthèse de la participation dans la gestion de la faune des Autochtones au Canada et à l'international.

6.1 Les Tsilhqot'in de la Colombie-Britannique

La gestion de la faune en Colombie-Britannique est également de compétence provinciale, tout comme au Québec. Cependant, concrètement, dans une région éloignée bien spéciale de cette province, soit le Chilcotin, la gestion de la faune revenait aux Premières Nations et aux colons ayant vécu et travaillé sur le territoire depuis de nombreuses années. (Bhattacharyya et Murphy, 2015) La Première Nation de Tsilhqot'in inclut un ensemble de six groupes autochtones, dont la Première Nation de Xenigwet'in. Une espèce faunique bien particulière, celle des chevaux sauvages, est même incluse dans un jugement de la Cour Suprême du Canada, qui a accordé à la Première Nation de Tsilhqot'in plus de 1 700 km² de terres. Ceux-ci sont maintenant responsables de la gestion des chevaux sauvages de la Vallée de Nemaiah, ce qu'ils font depuis des centaines d'années. La délégation de la gestion de cette espèce est unique au pays, notamment en considérant que les chevaux sauvages sont considérés comme une espèce envahissante nuisible dans le reste du Canada. Il s'agissait de la première fois où la cour avait rendu une telle décision en regard aux terres autochtones. En effet, pour la Première Nation de Xenigwet'in, les chevaux sauvages sont à la base des affirmations en recours à leur autorité, droits et titres non cédés sur les terres, en incluant le droit de maintenir et d'utiliser des chevaux sauvages. Les Tsilhqot'ins possèdent des droits autochtones afin de chasser et de trapper sur leurs terres pour leurs activités de subsistance, mais également afin de capturer et d'utiliser les chevaux sauvages comme moyen de transport et de travail. (*Tsilhqot'in Nation v. British Columbia*, 2007; Bhattacharyya et Murphy, 2015) Une réserve, nommée « the Wild Horse Preserve », se trouve d'ailleurs sur le territoire de la Première Nation. Sur cette section du territoire, les activités de développement des ressources pour les industries sont interdites. (Bhattacharyya et Murphy, 2015) La Première Nation Tsilhqot'in, en plus d'avoir le pouvoir de gérer et de protéger les chevaux sauvages, gère également les autres espèces du territoire, dont l'orignal et le caribou. En effet, ceux-ci, en partenariat avec le

gouvernement provincial, ont mis en place un accord de cogestion de l'orignal sur leur territoire en 2018. La chasse à l'orignal sur le territoire avait d'ailleurs été interdite en 2017. (Gouvernement de la Colombie-Britannique, 2018)

6.2 Les Aborigènes et les Insulaires du détroit de Torres de l'Australie

Deux groupes autochtones sont reconnus en Australie. Il s'agit des Aborigènes et des Insulaires du détroit de Torres. Ces deux groupes ont un lien étroit avec le territoire, essentiel à la continuation de la survie des Premières Nations d'Australie. Tout comme les Premières Nations du Canada, les Autochtones de l'Australie utilisent le territoire depuis de nombreuses années et possèdent des droits de chasse et de pêche à des fins de subsistance. (Australian Institute of Aboriginal and Torres Strait Islander Studies [AIATSIS], s.d.). La Loi sur la conservation et la gestion des terres de 1984, de même que plusieurs réglementations, ont été modifiées en 2012 afin de permettre aux Aborigènes de participer à certaines activités traditionnelles sur le territoire des réserves, de même que sur d'autres terres. Ces modifications permettent notamment le partage de la gestion du territoire et de l'eau. Il est intéressant de constater l'ajout d'un nouvel objectif de protéger et conserver la valeur du territoire et de l'eau pour la culture et l'héritage des peuples aborigènes, de même que de permettre de pratiquer des activités traditionnelles. (Government of Western Australia, s.d.) Quelques années plus tard, la Loi sur les terres autochtones de 1991 permet d'autoriser le droit d'octroyer certains types de terres, telles que des réserves ou des parcs nationaux, aux Aborigènes. Après avoir réclamé une terre avec succès, et se voir octroyer celle-ci, les Aborigènes peuvent alors être autorisés à chasser de la nourriture traditionnelle selon certaines circonstances. Les prises sont sujettes aux contrôles établis dans les plans de gestion des terres en question et aux espèces concernées.

Certains parcs nationaux ont institué des mécanismes de cogestion permettant la protection des droits aborigènes et incorporant la culture aborigène aux modes de gestion des parcs. Les communautés aborigènes doivent ainsi être propriétaires d'un titre aborigène sur le territoire pour avoir un droit de propriété sur celui-ci. Sans cela, le pouvoir d'influence de la communauté est grandement réduit. (*Aboriginal Land Act 1991*) La Loi sur la conservation de la nature de 1992, quant à elle, prévoit qu'il est possible pour les Aborigènes de prélever des espèces protégées sur des terres privées, si le plan de conservation de l'espèce et le propriétaire de la terre privée le permettent (*Nature conservation Act 1992*). Un programme nommé les Aires Protégées Autochtones (APA) aide les communautés autochtones à leur dédier volontairement leurs terres. Les APA combinent les connaissances traditionnelles et contemporaines afin d'avoir un impact direct sur la conservation des espèces de l'Australie. (National Indigenous Australians Agency, s.d.)

6.3 Les Māoris de la Nouvelle-Zélande

Tout comme pour les Aborigènes de l’Australie, les Māoris de la Nouvelle-Zélande trouvent une très grande importance spirituelle dans le territoire et ses ressources. Tout comme au Canada, les communautés autochtones possèdent des droits ancestraux d’utiliser les ressources fauniques, particulièrement les oiseaux. (New Zealand Conservation Authority, 1997) Les terres Māori ne sont pas seulement la propriété des autochtones; elles ont également un statut différent des autres types de terres de la Nouvelle-Zélande. (Environment Foundation, 2018) Le Traité de Waitangi de 1840 est le document fondateur de la Nouvelle-Zélande. C’est le point de départ sur lequel sont basés le gouvernement et les lois de la Nouvelle-Zélande. Ce traité a été signé entre la Couronne d’Angleterre et plusieurs centaines de chefs Māoris. Ce traité garantit des droits complets de possession de leurs terres, forêts, pêcheries et toute autre possession, de même que des droits et privilèges pour les citoyens britanniques. (New Zealand Government, s.d.) Malgré la signature de ce traité, des terres furent confisquées par la Couronne, et ce sans le consentement des Māoris. Aujourd’hui, seulement 6 % des terres de la Nouvelle-Zélande appartiennent aux Māoris. Le Tribunal de Waitangi avait ainsi comme principale responsabilité d’entendre les plaintes provenant des Māoris et de promouvoir des négociations entre les parties, qui ont d’ailleurs mené à plusieurs règlements. (Chabot, 1991)

Au-delà du Traité de Waitangi, des lois concernent la gestion des ressources et impliquent la participation des autochtones. La Loi sur la gestion des ressources de 1991 ou « Resource Management Act 1991 (RMA) » quant à elle, est une loi qui promeut la gestion durable des ressources naturelles : l’air, le sol, l’eau douce et les zones marines côtières. Elle offre les bases d’une gestion coordonnée entre les différents partis impliqués. Celle-ci concède un droit de regard sur les ressources naturelles pour les signataires du Traité de Waitangi. Il est ainsi d’importance nationale de reconnaître et de promouvoir la relation qu’entretiennent les Māoris avec les territoires ancestraux, incluant l’eau, les sites sacrés et tout autre endroit de nature précieuse. Elle admet également les fondements du traité, soit la protection des intérêts des Māoris par la Couronne, en plus de la notion que celui-ci est un partenariat entre les signataires. En outre, la RMA fournit des opportunités pour les conseils et les Māoris locaux de prendre des ententes de cogestion. (Parliamentary Counsel Office, s.d.)

Malgré des restrictions participatives des communautés autochtones dans les lois néo-zélandaises, les connaissances traditionnelles Māoris et l’intérêt de ceux-ci pour la conservation sont cependant inclus dans un nombre important de programmes. C’est le cas notamment du développement de la « National Policy Statement for Indigenous Biodiversity (NPS) », qui est en cours en Nouvelle-Zélande. Cette nouvelle stratégie de conservation a pour objectif de soutenir la biodiversité indigène sous la Loi sur la gestion des

ressources de 1991. Le NPS cherche non seulement à promouvoir le maintien de la biodiversité dans son ensemble, particulièrement des espèces indigènes, mais également à impliquer des partenaires dans la conservation des espèces, dont les Māoris, et à promouvoir l'augmentation de la recherche. Le Traité de Waitangi est d'ailleurs pris en compte dans les premiers brouillons de la NPS en proposant une plus grande implication des Māoris. Il prend en compte tous les types de terres, que ce soient les terres publiques ou privées ou les terres qui appartiennent aux Māoris. D'ailleurs, les terres des Māoris, puisqu'elles font l'objet de restrictions historiques en termes de développement, ont de plus grandes probabilités d'être désignées comme des régions naturelles plus significatives sous le NPS. Cependant, puisque cela pourrait réduire grandement les activités de développement pour les Māoris, il est prévu dans cette politique qu'il y ait un équilibre entre le besoin de développement et le maintien de la biodiversité. (Ministry for the Environment, s.d.)

Tableau 6.1 Synthèse de la participation dans la gestion de la faune des Autochtones au Canada et à l'international

Thème	Résumé
Reconnaissance de la propriété d'un territoire à la Première Nation Tsilhqot'in de la Colombie-Britannique (Jugement de la Cour Suprême du Canada avec les Tsilhqot'in).	<p>Points positifs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Premier jugement de la Cour Suprême du Canada reconnaissant la propriété et la gestion des espèces fauniques d'un territoire de 1 700 km² à la Première Nation de Tsilhqot'in. <p>Défi</p> <ul style="list-style-type: none"> • Partenariat entre le gouvernement provincial et les Tsilhqot'ins afin d'effectuer une gestion adéquate du territoire et des ressources.
Reconnaissance des droits des aborigènes de l'Australie sur les activités traditionnelles et un droit de regard sur la gestion des ressources naturelles (Loi sur la conservation et la gestion des terres de 1984); Autorisation d'octroyer la propriété de certains types de terres aux Aborigènes et la pratique d'activités traditionnelles (Loi sur les terres autochtones de 1991 et Loi sur la conservation de la nature de 1992).	<p>Points positifs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Permettre aux Aborigènes de participer à certaines activités traditionnelles sur le territoire des réserves, de même que sur d'autres terres spécifiques. (Loi sur la conservation et la gestion des terres de 1984 et Loi sur la conservation de la nature de 1992); • Reconnaissance du droit aborigène de réclamer la propriété d'une terre à des fins culturelles et de révoquer les réserves de certaines terres. <p>Défis</p> <ul style="list-style-type: none"> • Manque de valorisation de la cogestion dans certains parcs nationaux. • Obligation de reconnaissance de titres aborigènes sur le territoire.

Tableau 6.1 Synthèse de la participation dans la gestion de la faune des autochtones au Canada et à l'international (suite)

<p>Reconnaissance et protection des intérêts Māori (Traité de Waitangi de 1840); Règlement des revendications Māoris lié au Traité de Waitangi (Tribunal de Waitangi); Reconnaissance d'un droit de regard sur les ressources naturelles pour les détenteurs d'une entente (Loi sur la gestion des ressources de 1991); Développement d'une politique nationale pour la biodiversité indigène. (National Policy Statement for Indigenous Biodiversity (NPS)).</p>	<p>Points positifs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Document fondateur de la Nouvelle-Zélande reconnaît la propriété des terres, forêts, pêcheries et autres possessions aux Māoris (Traité de Waitangi de 1840); • Efforts de reconnaissance et de règlements des méfaits envers les Māoris après le Traité de Waitangi. (Tribunal de Waitangi); • Reconnaissance de droits en matière de gestion des ressources naturelles pour les signataires du Traité de Waitangi (Loi sur la gestion des ressources de 1991); • Plus grande implication māorie dans la gestion de la faune indigène de la Nouvelle-Zélande (NPS). <p>Défi</p> <ul style="list-style-type: none"> • Toujours des difficultés d'implication des Māoris dans le processus de gestion de la faune.
---	--

7. MÉTHODOLOGIE ET ANALYSE

Les études de cas présentées dans les sections précédentes illustrent les disparités entre les nations autochtones en termes de participation à la gestion de la faune. Bien que l'ensemble des Premières nations du Québec n'ait pas été abordé, les quatre nations étudiées permettent d'avoir un portrait global des différences entre les nations avec traité et celles qui n'en ont pas. Les informations amassées visent la création d'un tableau afin de réaliser une analyse comparative qualitative entre les quatre nations qui mènera par la suite à l'élaboration de recommandations. L'analyse comparative a été sélectionnée puisqu'elle permet un choix de catégories et d'indicateurs qui facilitent l'analyse des différents éléments primordiaux impliqués dans la gestion de la faune au Québec. Cette méthode d'analyse permet d'observer et de faire ressortir les freins et les leviers à la participation des communautés autochtones concernant la gestion des ressources fauniques. Des entrevues avec différents experts dans leur domaine étaient prévues afin d'étayer les chapitres sept et huit. Cependant, celles-ci, pour différentes raisons, n'ont pas pu être réalisées malgré de nombreuses tentatives.

7.2 Analyse comparative

L'analyse comparative est présentée sous forme d'un tableau comparatif exposant de façon succincte les informations présentées dans les chapitres précédents. Dans chacun des cas, il est possible de remarquer que l'existence d'un traité entre les gouvernements fédéral et provincial, de même que les nations autochtones, influence la participation de celles-ci à la gestion de la faune. Plusieurs facteurs modulent le niveau de participation, particulièrement pour les nations sans traité. L'implication de ces différents facteurs peut s'avérer ardu pour celles-ci, qui dépendent des ressources fauniques afin de perpétuer leur mode de vie ancestral. Dans le cadre de cette analyse et afin de faciliter la lecture du tableau, les Cris et les Inuits sont jumelés, puisqu'ils sont signataires du même traité et ont donc des possibilités d'implication similaires. Dans les cas où des différences seraient observées, celles-ci sont spécifiées. Le tableau 7.1 présente les résultats de l'analyse comparative.

Quatre dimensions principales sont abordées dans l'analyse comparative. La première est la dimension sociale, incluant le mode de vie, l'organisation sociale des nations autochtones, de même que l'aspect de gouvernance sur le territoire. La dimension sociale est analysée puisqu'elle permet de démontrer si des facteurs sociaux, influencés par la signature de traités affectent la participation autochtone. (Amnesty international, 2009) L'analyse de cette catégorie passe par le mode de vie se rapportant souvent à l'usage du territoire et des ressources. Il s'agit ici de déterminer l'influence du mode de vie de ces nations sur l'importance qu'on donne à la gestion de la faune. En effet, le mode de vie autochtone justifie souvent le

fait que les communautés autochtones soient prises au sérieux par l'État et soient engagées dans des revendications. Par la suite, il est nécessaire de déterminer si l'organisation d'une nation influence le degré de participation à la gestion de la faune. Une nation autochtone organisée possède généralement des organismes ou des institutions qui rassemblent plusieurs communautés d'une même nation et gère les intérêts communs de celle-ci. Finalement, le rapport historique à la faune est analysé afin de déterminer si celui-ci influence l'importance de l'implication à la gestion de la faune donnée aux nations autochtones sélectionnées. Ce lien traditionnel avec la faune peut même influencer la motivation des nations à s'impliquer dans la gestion faunique.

La deuxième dimension est économique et permet de déterminer l'influence de l'économie d'une nation sur la volonté d'implication des autorités et sur la direction de programmes de gestion des ressources. (Amnesty International, 2009) Les redevances et le financement provenant des gouvernements, des institutions ou entreprises privées offerts aux nations autochtones ont non seulement une incidence sur le niveau de vie des communautés, mais également sur les moyens pouvant être dirigés vers la conservation ou la gestion de la faune, les recherches, études et rédactions pouvant être longues et coûteuses. (Lacasse, 2007)

La troisième dimension est juridique et aborde tout particulièrement le cadre législatif et réglementaire associé aux quatre nations autochtones sélectionnées. Cette dimension a été choisie puisqu'elle permet d'analyser les droits et pouvoirs territoriaux offerts aux communautés autochtones par la loi. (Lacasse, 2007) Cette dimension est analysée avec deux indicateurs. Tout d'abord, il est essentiel de déterminer la reconnaissance des droits autochtones par les gouvernements, que ce soit les droits issus de traités, les droits ancestraux ou le titre aborigène. Finalement, la reconnaissance de régime issu de traités est analysée. Les régimes sont encadrés par des lois et règlements précisant ce qui est permis ou ne l'est pas en matière d'utilisation du territoire et des ressources. Cela influence donc grandement les activités pouvant être pratiquées. (Lacasse, 2007)

La quatrième dimension est politique. Celle-ci est analysée, puisqu'elle présente les principaux efforts de l'État afin d'inclure les nations autochtones dans la gestion de la faune (Croteau, 2016). Elle aborde la gouvernance du territoire et les pouvoirs que les nations ont sur leurs ressources respectives. Ensuite, le respect de la consultation en amont et l'encouragement à la participation sont abordés afin de déterminer non seulement si les gouvernements respectent l'obligation de consulter, mais également de mesurer le désir gouvernemental d'impliquer les nations autochtones dans la gestion de leur territoire. De plus, cet indicateur considère la prise en compte des inquiétudes et des recommandations, suivant normalement le processus de consultation. Finalement, la reconnaissance gouvernementale des connaissances traditionnelles autochtones

complète l'analyse. La prise en compte des connaissances traditionnelles au même titre que les connaissances scientifiques encourage l'implication des communautés autochtones, particulièrement en termes de gestion de la faune. (Croteau, 2016)

Les éléments considérés comme étant favorables à la participation de la faune sont indiqué en vert. Les éléments mitigés sont présentés en jaune, alors qu'en rouge, ce sont les éléments défavorables à l'implication des communautés autochtones dans la gestion de la faune. Ce code de couleur est utilisé afin d'avoir une représentation visuelle des Nations avantagées en matière de participation dans la gestion de la faune. Le tableau comparatif est inspiré de l'essai de Gagnon-Champigny (2020) puisqu'il s'agit de la forme de tableau la plus appropriée qui ait été trouvé lors de la revue de la littérature afin de faire une comparaison qualitative efficace et exhaustive des différents facteurs abordés.

Tableau 7.1 Analyse comparative qualitative (inspiré de Gagnon-Champigny, 2020)

		Indicateurs	Les Cris et les Inuits	Les Innus	Les Anishinabés
Dimension sociale	Le mode de vie		Ils sont traditionnellement nomades, afin de suivre les troupeaux et pratiquer la chasse, la pêche et le piégeage de subsistance. Ils sont forcés de se sédentariser dans les années 1950. Ils vivent dans des communautés et ont majoritairement des emplois salariés. La chasse, la pêche et le piégeage font toujours partie intégrante de leur mode de vie.	Peuple autrefois semi-nomade puis forcé à la sédentarisation, les Innus se déplaçaient au fil des saisons sur leur territoire de chasse et de pêche. Bien qu'ayant désormais des emplois « réguliers », la chasse, la pêche et le piégeage font toujours partie intégrante du mode de vie innu.	Les Anishinabés pratiquaient autrefois un mode de vie nomade basé sur la chasse et la pêche de subsistance. De nos jours, le mode de vie anishinabé inclut des activités économiques liées à l'utilisation des ressources forestières. Les activités de chasse et de pêche sont répandues dans les communautés.
	L'organisation sociale		Les Cris et les Inuits sont toutes deux des nations organisées, où des institutions prennent des décisions communes. L'Administration régionale Kativik et la Société Makivik gèrent les droits et les services des Inuits. Le Grand Conseil des Cris exerce des fonctions gouvernementales et administratives au nom de la Nation Crie.	Deux conseils tribaux représentent les communautés innues soit le Conseil tribal Mamuitun, ainsi que le conseil tribal Mamit Innuat. Les conseils tribaux offrent des services organisationnels et techniques à leurs membres.	Le Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg est formé de six des neuf communautés anishinabées du Québec. Celles-ci ont créé le conseil afin d'unir les communautés anishinabées, de financer des services et de défendre des dossiers touchant la nation.

Tableau 7.1 Analyse comparative qualitative (inspiré de Gagnon-Champigny, 2020) (suite)

	Indicateurs	Les Cris et les Inuits	Les Innus	Les Anishinabés
Dimension sociale	Le rapport historique au territoire et à la faune	Le territoire et la faune occupent des places importantes dans la vie des Cris et des Inuits, particulièrement la chasse, la pêche et le piégeage. Au cours des nombreuses années qu'ils ont passées sur le territoire nordique, les Cris et les Inuits ont développé un bagage de connaissances traditionnelles sur la faune et considèrent toujours celle-ci avec respect.	Les Innus ont un lien étroit avec le territoire du Nitassinan, et encouragent le respect animal, et ce, même à travers la chasse. Certains animaux, tel le caribou, sont vénérés puisqu'ils sont liés à la survie des communautés. Aujourd'hui, la mise en valeur du territoire et des ressources fauniques constitue une activité économique importante pour les communautés.	Historiquement, la faune représente un élément primordial pour les Anishinabés. Ils pratiquent la chasse, la pêche et la trappe afin de subvenir à leurs besoins autant en nourriture que pour se vêtir ou pour produire des outils. Le territoire, particulièrement la forêt, a une place importante dans l'économie anishinabée.
Dimension économique	Les redevances et le financement	La CBJNQ permet aux Cris et aux Inuits d'avoir accès à des compensations financières importantes leur permettant de développer une nation forte et pouvant attribuer à la gestion de la faune des fonds conséquents.	L'Entente de Principe d'ordre général signée par une partie des communautés innues stipule l'accès à des redevances perçues lors de l'utilisation de ressources naturelles du territoire lors de la signature prochaine du traité. Pour le moment, aucune redevance ou financement n'est accessible pour les communautés.	Le Traité no 9 a donné à la nation Abitibiwinini une somme de 4\$ par personne lors de la création d'une réserve. L'Entente trilatérale finançait la production d'un plan de gestion des ressources pour le lac Barrière. Cependant, les retards dans la rédaction de celui-ci menèrent à l'arrêt du projet, et donc du financement.
Dimension juridique	Le régime foncier	Le régime des terres des Cris (nord du 49° parallèle) et des Inuits (nord du 55° parallèle) découlant de la CBJNQ, crée trois catégories pour les terres. Sur les terres de catégorie I, les Cris et les Inuits ont des droits d'usage et d'occupation exclusifs. Les terres de catégorie II proposent des droits de chasse exclusifs et les terres de catégorie III sont communes.	L'Entente de principe prévoit la reconnaissance du titre aborigène sur le Nitassinan lors de la signature du traité. Pour le moment cependant les Innus n'ont la propriété d'aucun territoire.	Des revendications territoriales afin de faire reconnaître le titre aborigène sont toujours en cours par les Anishinabés. Cependant, les terres sur lesquelles les communautés se trouvent sont détenues par le gouvernement du Canada.

Tableau 7.1 Analyse comparative qualitative (inspiré de Gagnon-Champigny, 2020) (suite)

	Indicateurs	Les Cris et les Inuits	Les Innus	Les Anishinabés
Dimension juridique	La reconnaissance des droits	Le régime de chasse, de pêche et de piégeage découlant de la CBJNQ reconnaît les droits ancestraux des Cris et des Inuits à pratiquer leurs activités ancestrales. La CBJNQ garantit et protège ces droits.	Les droits ancestraux, de même que l'exercice de ces droits, seront protégés par le traité. Les Innus exercent présentement des droits ancestraux concernant la chasse et la pêche.	Les Anishinabés ont des droits ancestraux de chasse sans être tenus à la réglementation découlant de l'occupation du territoire avant l'arrivée des Européens.
Dimension politique	L'obligation de consulter et la participation	La CBJNQ et la création du CCCPP ont facilité la consultation des Cris et des Inuits. Le CCCPP a d'ailleurs des capacités décisionnelles pour certaines espèces, permettant une plus grande participation crie à la gestion de la faune.	L'obligation de consulter est peu respectée, particulièrement dans le dossier des aires protégées, de même que dans la protection d'espèce, notamment celle du caribou. Les propositions sont souvent ignorées.	L'obligation de consulter n'est pas toujours respectée, particulièrement dans le cas de la mise en place d'aires protégées. Les recommandations sont faiblement prises en compte et la participation des Anishinabés est peu envisagée.
	La reconnaissance des savoirs traditionnels	Les savoirs traditionnels des Cris et Inuits sont reconnus dans plusieurs projets de développement économique, qu'ils soient hydroélectriques, miniers ou forestiers. La collaboration des scientifiques et des communautés autochtones permet une complémentarité des connaissances.	La favorisation de l'utilisation des savoirs traditionnels innus en matière de gestion des ressources naturelles est prévue dans l'Entente de Principe d'ordre général. De plus, les connaissances traditionnelles innues des villages du Québec sont rassemblées dans un même document par le gouvernement fédéral.	Les savoirs traditionnels sont pris en compte. Des études scientifiques sont par la suite effectuées afin de confirmer les dires des communautés autochtones. Les connaissances autochtones et scientifiques sont ainsi complémentaires.
Dimension juridique	Les opportunités de cogestion	L'exploitation des parcs nationaux au Nunavik a été confiée à l'Administration régionale Kativik. Les Cris se sont dotés d'une stratégie de conservation régionale encadrant la conservation et l'établissement d'aires protégées sur l'Eeyou Istchee.	Les Innus sont impliqués dans la création et la gestion de deux réserves de biodiversité. Cependant, les projets d'aires protégées proposées par les Innus ne sont pas retenus.	Les Anishinabés ne sont pas encouragés à participer à l'élaboration d'aires protégées. Leurs commentaires et suggestions d'aires protégées au nord du 49 ^e parallèle sont peu ou pas pris en compte. (Croteau, 2016)

Dans les quatre cas, les indicateurs de la dimension sociale démontrent une similitude entre les communautés autochtones analysées. Cependant dans le cas des Innus et des Anishinabés, l'organisation sociale n'atteint pas le niveau des Inuits et des Cris. En effet, bien que les Innus et les Anishinabés aient créé des organismes afin de représenter la nation, celle-ci se retrouve tout de même divisée en deux, dans le cas des Innus, alors que trois communautés anishinabées ne sont pas représentées. De plus, bien qu'organisées, ces deux nations n'ont pas accès à la prise de décision indépendante comme c'est le cas pour les Inuits et les Cris. Ces derniers ont ainsi des capacités de prise de décision en matière de gestion de la faune que les deux autres communautés n'ont pas. En effet, de concert avec le gouvernement du Québec, les Inuits ont pu mettre en place et participer à des plans de gestion faunique, notamment pour le caribou ou l'ours blanc. Pour leur part, les Cris ont créé des organismes ayant la possibilité de conseiller et d'offrir des recommandations aux gouvernements quant à la gestion de la faune du territoire de la Baie-James.

Il est évident que la CBJNQ donne un avantage important aux Cris et aux Inuits en termes de redevances et de financement, permettant la mise en place de mesures de gestion faunique autonome. En ce qui concerne les Innus et les Anishinabés cependant, la situation est différente. En effet, les Innus sont actuellement dans le processus de la conception d'un traité et ont signé une entente servant de guide à la rédaction du traité. Cette entente inclut la réception de redevances pour les projets utilisant les ressources naturelles sur un territoire prédéterminé. Pour les Anishinabés cependant, la signature d'aucun traité n'est prévue dans le futur. De plus, aucune entente ne comprend plusieurs communautés ou même la nation en entier, ce qui fait en sorte que seules deux communautés ont reçu des ristournes ou du financement. Dans le cas de la deuxième entente, le financement du projet a été retiré à cause de retards récurrents, ce qui n'a pas mené à l'aboutissement du plan de gestion des ressources intégrées. De plus, certaines communautés anishinabées, telles que la communauté de Longue-Pointe, font partie des communautés autochtones les plus pauvres du Québec, restreignant davantage les possibilités d'implication dans la mise en place de mesures de gestion de la faune. (Amnesty International, 2009)

Les ententes et les traités, bien que forçant les nations signataires à céder leurs terres et à renoncer aux droits qui ne sont pas spécifiés dans le traité, facilitent cependant l'encadrement d'activités telles que la gestion de la faune. En effet, la CBJNQ permet une certaine autonomie aux nations autochtones afin de mettre en place ou de participer à des projets, incluant des études qui concernent la faune. Dans le cas des Innus, l'Entente de Principe d'ordre général aborde également la gestion de la faune et du territoire, ce qui, lorsque le traité sera finalement signé, dictera les compétences de chacun en la matière et simplifiera grandement les démarches. Pour les Anishinabés, comme le Traité no 9 ne touche pas la gestion de la faune et l'Entente trilatérale n'a pas abouti, seule l'Entente-cadre avec la nation de Longue-Pointe est toujours d'actualité.

Cependant, malgré cette entente, la participation anishinabé à la gestion de la faune est toujours limitée par le gouvernement. Le régime foncier du territoire des Cris et des Inuits découle notamment de la CBJNQ et permet le respect des droits ancestraux, incluant les activités de chasse, de pêche et de piégeage. La CBJNQ permet également la division du territoire en diverses catégories, dont l'une d'elle est sous la possession des communautés crie ou d'organismes inuits. Cela permet donc une plus grande autonomie aux deux nations, en plus de clarifier les activités pouvant être effectuées dans chacune des catégories de terres. Pour les Anishinabés et les Innus, la situation est différente. En effet, ceux-ci ne possèdent aucune des terres sur lesquelles ils résident, celles-ci appartenant au gouvernement fédéral. Ces nations n'ont donc aucune autorité quant à la gestion des ressources qui s'y trouvent. La reconnaissance des droits est généralement liée à la signature d'un traité ou à la reconnaissance d'un titre aborigène, qui découle lui-même de l'occupation des nations autochtones sur un territoire avant l'arrivée des colons Européens. Cependant, la reconnaissance d'un titre aborigène est extrêmement complexe et doit répondre à plusieurs conditions, dont une occupation traditionnelle suffisante, exclusive, qui soit antérieure à l'avènement de la souveraineté britannique, et qui doit avoir persisté dans le temps, jusqu'à aujourd'hui. (Otis, 2005) De ce fait, le titre aborigène n'a été reconnu qu'une seule fois au Canada, pour la Première Nation Tsilhqot'in. Les droits ancestraux sont peu définis et encadrés et peuvent donc faire l'objet de litige.

L'obligation de consulter est généralement respectée pour toutes les nations autochtones étudiées dans le cadre d'activités de développement. Cependant, elle est peu respectée, lorsqu'une activité concerne ou implique la gestion des ressources fauniques. Dans le cas où la consultation est faite efficacement, rien n'oblige les gouvernements à appliquer les recommandations rendues par les communautés autochtones concernées par le projet. Dans le cas des Cris et des Inuits, encore une fois, la CBJNQ facilite le procédé de consultation et d'accommodement, en plus de permettre à ces deux nations de prendre elles-mêmes des décisions et de participer à des projets ou des études concernant la gestion de la faune. Pour les deux autres communautés, bien que la participation soit à tout point de vue encouragée par les gouvernements, les nations n'ayant pas de traité ne possèdent que peu de moyens de participer. Les savoirs traditionnels autochtones sont également des points importants de la participation à la gestion de la faune, puisqu'il s'agit de savoirs amassés sur des centaines d'années par les différentes nations. En effet, les savoirs traditionnels sont propres à chaque nation de même qu'à chaque communauté. Ils sont d'autant plus importants aujourd'hui que beaucoup de ces savoirs ont été perdus dans les années où les gouvernements ont effectué le génocide culturel des nations autochtones. (The Canadian Encyclopedia, 2020) La signature par le Canada de la déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones de 1992 encourage la reconnaissance des connaissances traditionnelles en tant que complémentarité aux connaissances scientifiques. De ce fait, cet indicateur est en amélioration pour toutes les nations autochtones, notamment

les Anishinabés et les Innus. Dans le cas des Cris, la CBJNQ permet un meilleur partage et une plus grande utilisation des savoirs traditionnels par la possibilité des organismes tels que le CCCPP, à faire des recommandations et d'être consultés par les gouvernements, en plus de participer à des plans de gestion faunique. Les opportunités de cogestion diffèrent également de façon importante d'une nation à l'autre, ce qui est grandement influencé par la présence d'un traité ou d'une entente visant la rédaction d'un traité (Paul, 2020). Effectivement, tel que démontré dans les chapitres précédents, les nations crie et inuite ont accès à la gestion d'aires protégées, que ce soit par des opportunités de cogestion ou de création d'aires protégées. Les Inuits gèrent les aires protégées au Nunavik, alors que les Cris gèrent la réserve faunique des lacs Albanel-Mistassini-et-Waconichi (AMW), et participent à la création de plusieurs autres. Contrairement à ces deux nations, les Innus et les Anishinabés ne sont que très peu impliquées, dans la création et la gestion d'aires protégées, alors qu'elles formulent pourtant des commentaires et des recommandations au gouvernement. Elles proposent également des emplacements où la conservation est à prioriser, mais, finalement, ces communautés autochtones sont généralement mises à l'écart.

8. RECOMMANDATIONS

L'analyse comparative présentée à dans la section précédente a permis de constater que le degré de participation à la gestion de la faune diffère d'une nation à l'autre. Les dimensions sociale, politique, culturelle et juridique sont à la base des possibilités d'implication des autochtones dans la gestion des ressources naturelles au Québec. Effectivement, les nations innue et anishinabée composent avec des contraintes importantes, freinant leurs possibilités d'implication et modelant les réponses gouvernementales et institutionnelles à leurs revendications. Comparativement à ces deux nations, les Cris et les Inuits ont un bien plus grand contrôle de leur territoire et de ses ressources, offrant de nombreux points positifs pour la gestion des ressources fauniques. Le mode de vie et la culture inuits et cris, régissant les activités sociales et économiques des communautés, sont également davantage pris en considération.

Cette section présente les recommandations formulées à partir de l'analyse comparative, afin d'offrir aux institutions et aux gouvernements impliqués dans la gestion et la conservation de la faune des pistes de solution s'inspirant de la participation crie et inuite. L'objectif principal est d'intégrer plus adéquatement les communautés autochtones sans traité dans la gestion de leurs ressources. Les mesures proposées sont diverses et s'appliquent à différentes échelles. Celles-ci sont présentées à des échelles globales et locales, ainsi que sur des échelles de temps à long et à court terme. Elles permettent d'aborder les moyens mis en place et considérés comme favorables à la participation autochtone dans la gestion de la faune québécoise identifiée dans l'analyse comparative.

- **Recommandation numéro 1 : Reconnaître et partager les droits ancestraux autochtones**

L'aspect de reconnaissance des droits et des savoirs autochtones est central dans la question de la gestion des ressources fauniques. En effet, bien que les nations autochtones sans traité possèdent des droits ancestraux sur le territoire, ceux-ci sont peu considérés en comparaison avec les droits issus de traités pour les nations signataires. (Paul, 2020) L'une des étapes primordiales afin de permettre une meilleure implication des nations autochtones non conventionnées à la gestion de la faune, est de reconnaître la présence et la valeur des droits autochtones.

Un meilleur encadrement des droits ancestraux permettrait également la légitimation des droits d'occupation autochtones sur les territoires ancestraux. En effet, les difficultés d'implications des nations autochtones non conventionnées proviennent majoritairement du fait que ces dernières n'ont pas la propriété de leurs territoires ancestraux et doivent donc partager la gestion des ressources, dont celle de la faune, avec l'État. Cependant, comme le démontre la signature de la CBJNQ et du processus de rédaction du traité avec les

Innus, la reconnaissance des droits autochtones, est une procédure longue et complexe, retardant donc grandement les mesures pouvant être appliquées sur le territoire surtout dans le cas où les ressources seraient affectées ou amenées à diminuer. (Lacasse, 2007)

La plupart des communautés autochtones du Québec remplissent les conditions à pourvoir afin de prouver l'existence d'un titre aborigène. Cependant, celles-ci sont malheureusement peu reconnus, puisque cela limiterait grandement le pouvoir d'action de l'État sur les territoires ayant un titre aborigène. De plus, il est très complexe de reconnaître le titre aborigène, puisque celui-ci doit être reconnu par un tribunal ou un traité. Ce sont deux processus extrêmement longs, et parfois coûteux, surtout pour des communautés limitées financièrement. (Lacasse, 2007) Il est d'ailleurs conclu dans l'entente de principe d'ordre général avec les Innus, que les droits ancestraux comprenant le titre aborigène soient reconnus et confirmés par le traité (Gouvernement du Canada, 2010). Cependant, pour le moment, aucune entente de ce genre n'est prévue avec les Anishinabés, limitant donc leurs pouvoirs sur le territoire et pouvant mener à des conflits, particulièrement entre les chasseurs allochtones et autochtones.

Les communautés désirant prouver leur titre aborigène sans toutefois vouloir participer à la négociation d'un traité, devraient être garanties d'avoir accès à la justice afin de tenter de prouver leurs droits ancestraux devant les tribunaux. Ces communautés pourraient ainsi avoir la chance de défendre la propriété de leur territoire, mais également de demander la restitution de certains territoires qui leurs furent autrefois enlevés. Cet accès aux tribunaux pourrait aussi limiter les possibilités de l'État ou d'entreprises privées de prendre possession des territoires autochtones. (Lacasse, 2007)

- **Recommandation numéro 2: Prendre en compte, valoriser et protéger les savoirs autochtones en complémentarité avec les savoirs scientifiques**

Les études de cas des différentes nations autochtones du Québec ont démontré que les nations conventionnées sont impliquées davantage dans la gestion de leurs ressources, et que les connaissances découlant des nombreuses années d'utilisation du territoire sont davantage considérées. Malgré la création du Fonds autochtone pour les espèces en péril en 2004, afin de mettre en œuvre la prise en compte des savoirs autochtones par la Loi sur les espèces en péril, les connaissances traditionnelles ne sont pas largement reconnues ou utilisées dans le cadre de projets de gestion faunique. (Desbiens et Hirt, 2012) En effet, les connaissances et études scientifiques sont souvent utilisées afin de confirmer des informations que les nations autochtones rapportent. Cependant, les savoirs traditionnels ne sont pas considérés comme ils le devraient. Ils sont plutôt relayés au second rang, alors qu'ils sont basés sur des années d'observations empiriques et concrètes plutôt qu'abstraites. Effectivement, les savoirs traditionnels sont basés sur le vécu

collectif des individus, en incluant des éléments sociaux qui sont indissociables des éléments environnementaux. Il est donc primordial d'impliquer les communautés autochtones dans la gestion de la faune, mais également de considérer les savoirs traditionnels comme des savoirs uniques ayant au moins autant de valeur que les savoirs scientifiques. (Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador [APNQL], 2014)

Pour ce faire, il est nécessaire d'impliquer les nations autochtones locales dans les processus de recherche et d'étude, notamment en ce qui concerne la faune, afin que les savoirs traditionnels autochtones soient pris en compte. Par exemple, ces savoirs peuvent permettre la considération de nouvelles informations, ou être un signal d'alarme dans le cas de la diminution de la population d'une certaine espèce et même dans le choix d'espèces ou de territoires d'intérêt. Effectivement, dans la majorité des cas, particulièrement dans les régions nordiques peu accessibles, les autochtones sont les yeux et les oreilles du territoire. Ces savoirs ajoutent non seulement un élément concret aux études ou aux recherches, mais encouragent également la participation autochtone aux efforts de conservation et de gestion de la faune. Il est essentiel que les communautés autochtones soient impliquées dès les débuts du processus de recherche, puisque le fait de vérifier ou de valider les données reçues par les nations autochtones peut être jugé comme étant offensant. De plus, en impliquant les nations au début du processus, on s'assure que la communauté participe à l'obtention des bénéfices découlant des projets de recherche, que ce soit par l'emploi de chercheurs autochtones, l'accès à de la formation pour les membres, ou par la rémunération de la communauté. Il s'agit également de possibilités intéressantes de partager la culture et l'histoire autochtone locales à la communauté scientifique, puisque celles-ci sont souvent méconnues des allochtones. (APNQL, 2014)

Il est indispensable de protéger les savoirs traditionnels des communautés autochtones et d'encourager leur transmission aux nouvelles générations afin de les conserver dans le futur. Cela est nécessaire puisque ces connaissances traditionnelles sont avant tout transmises de façons orales, et que très peu d'entre elles sont officiellement enregistrées. (Desbiens et Hirt, 2012) Cette protection légale des connaissances traditionnelles autochtones favoriserait également la conservation de la culture et des pratiques traditionnelles autochtones, mises à mal durant plusieurs années dans le passé. En effet, la législation en matière de protection des connaissances traditionnelles est insuffisante au Canada. (APNQL, 2014)

- **Recommandation numéro 3: Encourager des démarches de consultation et de participation des communautés autochtones dans l'élaboration des programmes de gestion**

Les démarches de consultation et de participation doivent être appliquées plus scrupuleusement, et ce à toutes les étapes des projets affectant ou pouvant potentiellement affecter les nations autochtones. Les

démarches de consultation sont déjà entreprises par le gouvernement québécois, mais celles-ci ont déjà été décriées par les communautés autochtones comme n'étant pas assez approfondies. De plus, une fois la consultation terminée, il n'est pas rare que les recommandations proposées par les communautés ne soient pas retenues. Il serait donc nécessaire d'intégrer les autochtones dans les phases en amont d'un projet afin que leurs points de vue soient respectés et que leurs recommandations soient prises au sérieux. Ils connaissent bien leur territoire et ce sont eux qui devront vivre avec les conséquences potentielles d'un projet.

La réalisation d'entente ne requiert pas la renonciation de la nation autochtone à ses droits ancestraux pour les échanger contre des droits issus de traités. Ceci peut être un point positif et intéressant pour les nations ne voulant pas procéder à la négociation d'un traité. (Lacasse, 2007) Les ententes particulières peuvent d'ailleurs être conclues entre le MFFP et toutes les communautés représentées par son conseil de bande. Une entente de ce type permettrait aux communautés de conserver leurs droits ancestraux et de pouvoir faire valoir ceux-ci devant la loi, tout en conciliant la gestion de la faune et les activités traditionnelles. (MFFP, 2016b)

La création d'une politique de consultation avec les Premières Nations concernant l'utilisation du territoire et des ressources naturelles pourrait aiguiller non seulement le gouvernement, mais également les entreprises privées par rapport à la prise de décision. Cette politique promeut notamment la création d'un bureau de consultation ayant la responsabilité de se rapporter au Ministère des Relations autochtones et s'occupant de la gestion de tous les aspects de la consultation, afin d'assurer la transparence et l'intégrité du processus. (Government of Alberta, 2020)

- **Recommandation numéro 4: Créer un comité conjoint ou des tables conjointes de gestion de la faune**

Les Cris et les Inuits choisissent des membres de la communauté afin de faire partie du comité conjoint de gestion de la faune, avec des membres de la nation naskapie, du gouvernement du Québec et du Canada. Ce comité conjoint a la possibilité de s'entretenir et d'être consultés par les gouvernements fédéral ou provincial en ce qui concerne la gestion de la faune, en plus de leur faire des recommandations le cas échéant. Ce comité permet donc aux Cris, aux Inuits et aux Naskapis d'être impliqués dans le développement et dans l'aménagement du territoire, particulièrement des ressources naturelles du territoire conventionné. (CCCPP, 2018a) Pour les nations sans traité, il serait pertinent de créer un comité conjoint ou des tables conjointes de gestion rassemblant les différentes nations autochtones afin d'impliquer les communautés dans la gestion du territoire et des ressources naturelles. Ce comité conjoint pourrait encadrer et réguler les activités

d'exploitation des ressources naturelles, notamment de la faune, qui pourraient avoir des impacts sur la capacité des individus à poursuivre leurs activités traditionnelles de chasse, de pêche et de piégeage. C'est ainsi une opportunité intéressante d'encourager la participation autochtone dans la gestion des ressources et d'assurer une consultation adéquate des communautés, de même que d'accommoder les populations plus facilement, le cas échéant. En plus de créer des opportunités économiques, ce comité conjoint permettrait également offrir des emplois aux communautés, et celles-ci pourraient donc avoir accès à des revenus diversifiés. Les comités conjoints offrent également la possibilité de faire valoir la culture et le mode de vie autochtone, en plus d'assurer que les retombées économiques des projets reviennent en priorité aux communautés et que leurs intérêts soient protégés.

- **Recommandation numéro 5: promouvoir les projets de cogestion du territoire et de la faune**

Les projets de cogestion sont également des possibilités intéressantes afin d'intégrer les communautés autochtones dans la gestion de la faune, que ce soit par l'implication de la communauté, de la nation ou même du comité conjoint de la nation touchée. C'est le cas de la nation Tsilhqot'in de la Colombie-Britannique qui a, conjointement avec le gouvernement de la Colombie-Britannique, mis en place un accord de cogestion afin d'assurer une utilisation et une population durables de l'orignal. (British Columbia Government News, 2018) Cet accord de cogestion vise à guider l'établissement dans les prises de décision qui sont partagées entre les deux parties. De plus, cela crée une table de concertation afin d'y recevoir des représentants des nations autochtones des alentours, en plus des parties impliquées dans le but de trouver des solutions afin de freiner le déclin de l'orignal. Cet accord de cogestion offre également aux communautés des possibilités économiques ou de création d'emplois dans la promotion de la récolte forestière qui restaure et améliore l'habitat de l'orignal de même que les interactions avec les autres espèces sauvages. (British Columbia Government News, 2018) C'est également le cas dans les Territoires du Nord-Ouest où les responsabilités de la gestion de la faune sont partagées entre les gouvernements, les utilisateurs et les conseils des ressources renouvelables. Cette formule de cogestion permet aux Premières Nations d'être directement impliquées dans la gestion faunique de leur région et des territoires réclamés. Même dans les territoires non conventionnés, il est possible pour les organisations autochtones de donner leur opinion et de s'impliquer dans la gestion, bien que l'obligation de consulter ne soit exigée que pour les nations ayant réclamé une terre, qui possèdent des accords d'autogouvernance, ou encore des droits ancestraux autochtones ou issus de traités. (Government of Northwest Territories, s.d.)

En s'inspirant du cas des Cris et des Inuits dans le Nord québécois, les projets de cogestion d'aires protégées avec les communautés autochtones avoisinantes seraient une option intéressante afin de les impliquer dans la gestion du territoire et des ressources desquelles ils dépendent. En effet, les projets de cogestion

permettent aux communautés autochtones de retrouver un certain pouvoir et une plus grande autonomie sur le territoire. Ces partenariats offrent également la possibilité de mettre de l'avant les savoirs autochtones et d'appliquer ceux-ci concrètement sur le territoire, en plus de faire la protection et la promotion de la langue, de la culture et du mode de vie traditionnels propres à chaque nation autochtone. (Martin, 2015) Les aires protégées et de conservation autochtone (APCA) en Colombie-Britannique sont également des modèles intéressants sur lesquels baser de nouveaux formats d'aires protégées au Canada. Les APCA sont établies par les Premières Nations et ont comme objectifs de valoriser les modes de vie traditionnels, en plus d'assurer la gouvernance de la gestion du territoire, des activités économiques et la protection des zones ayant une importance spirituelle primordiale. Le parc tribal Dasiqox des membres des collectivités Tsilhqot'in, par exemple, offre du travail rémunéré aux membres. Ceux-ci concentrent leurs activités sur la restauration d'aires dégradées, la plantation d'arbres, la construction de sentiers, de même que sur l'écotourisme. (Fondation David Suzuki et Plotkin, 2018)

- **Recommandation numéro 6: Améliorer le financement accordé aux communautés autochtones**

Les différentes recherches effectuées ont démontré que les limites financières des nations autochtones sont des freins importants à la participation de celles-ci à la gestion des ressources, particulièrement des ressources fauniques. Dans ce contexte, il est nécessaire de promouvoir un soutien financier adéquat aux communautés autochtones n'ayant pas accès à des redevances, ainsi qu'aux nations sans traité. Cela permettrait à ces dernières d'être à même de participer pleinement à la mise en place des mesures de gestion, mais également d'améliorer le niveau de vie de toutes les communautés dépendantes des ressources fauniques. De ce fait, les fonds attribués aux nations autochtones doivent pouvoir être gérés librement par celles-ci, afin d'être dirigées vers les projets les plus importants elles. Ce financement pourrait provenir des projets de développement économique effectués sur le territoire, mais également de compensation pour les projets de développement ayant déjà été réalisés, et ce, sans le consentement des communautés. Les ententes sur les répercussions et avantages (ERA), de même que l'évitement ou l'atténuation des répercussions négatives associées à l'exploitation des ressources, sont également de bonnes façons pour les communautés d'avoir accès à des retombées économiques. (Lacasse, 2007) Ces ententes sont conclues entre les promoteurs de l'industrie et les nations autochtones sur le territoire où le développement économique est effectué. Les gouvernements n'y participent que dans de très rares occasions. (Bibliothèque du Parlement, s.d.) Les ERA ont ainsi le potentiel de devenir des opportunités d'une coparticipation dans la gestion des ressources naturelles. En plus de recevoir le financement adéquat, ces ERA permettraient aux communautés autochtones d'avoir un certain contrôle sur leurs ressources. (Lacasse, 2007; Institut de Développement Durable des Premières Nations du Québec et du Labrador [IDDPNQL], s.d.) L'Institut de Développement Durable des Premières Nations du Québec et du Labrador (IDDPNQL) a d'ailleurs créé un centre d'expertise

sur les ententes, les répercussions et les avantages afin de soutenir les Premières Nations lors du processus de négociation des ERA (IDDPNQL, s.d.).

- **Recommandation numéro 7: Miser sur le développement et la préservation de relations avec les Premières Nations**

Pour terminer les recommandations, il est primordial de développer et préserver des relations basées sur la confiance et permettant aux deux parties de faire valoir leurs opinions et leurs inquiétudes. Cela est d'autant plus important dans un avenir où les changements climatiques affecteront plusieurs aspects de la vie des nations autochtones, notamment la faune. L'élaboration de stratégies gouvernementales et la mise en place de projets en lien avec ou affectant la faune doivent impliquer un investissement conséquent afin de permettre des rencontres entre les différents acteurs, soit les communautés autochtones, l'État et les compagnies privées. Chaque nation et communauté autochtone est différente et a donc des intérêts et des préoccupations qui varient. En effet, l'organisation sociale, le contexte économique, les valeurs et les traditions varient d'une communauté à l'autre, comme l'a démontré la comparaison entre les communautés autochtones avec traité et celles qui n'en ont pas. La comparaison a également permis de faire ressortir le fait que la relation entre l'État et les nations avec traité semble facilitée, alors que ce n'est pas le cas pour les communautés autochtones sans traité. Il est donc important que chacune des nations affectées par un projet ou un règlement soit impliquée dans la mise en place de celui-ci. Une gestion de la faune adéquate passe donc par la prise en compte et le respect de ces différences et l'adaptation des acteurs à celles-ci. Concrètement, il est nécessaire qu'un meilleur encadrement et plus de temps soient alloués à assurer un partenariat avec les communautés autochtones concernées le plus tôt possible dans les étapes préliminaires d'un projet. Les communautés autochtones affectées doivent ainsi être informées le plus tôt possible des conséquences potentielles d'un projet ou d'un processus décisionnel, de même qu'un consentement éclairé de leur part, particulièrement en regard à la chasse et la pêche. Cela passe également par la sensibilisation des acteurs et des employés impliqués vis-à-vis des nations autochtones, se traduisant par la formation des employés de la fonction publique et des secteurs privés.

- **Recommandation numéro 8: Prioriser l'utilisation des ressources naturelles par les nations autochtones**

Les Cris et les Inuits ont la responsabilité de la gestion de plusieurs espèces dans le Nord-du-Québec, comme l'indique la CBJNQ (Gouvernement du Québec, 1998). Les espèces en question sont des espèces utilisées à des fins de subsistance par ces deux communautés et cela leur permet donc de contrôler l'utilisation de la ressource et de prendre des mesures dans le cas où la ressource viendrait à diminuer. De plus, dans de

nombreux cas, les communautés autochtones sont proactives et arrêtent de chasser la ressource lors d'une diminution du nombre d'individus, bien que cela impacte grandement les possibilités d'accès à la nourriture. (Deer, 2020) Comme la majorité des communautés autochtones utilisent les ressources fauniques à des fins de subsistance, il serait important de prioriser la chasse autochtone dans le cas où la ressource faunique est en diminution.

En effet, dans le cas où la population faunique ne peut pas soutenir la chasse de subsistance autochtone et la chasse sportive allochtone, la première devrait être priorisée, jusqu'à ce que la ressource soit de nouveau viable.

CONCLUSION

Les changements climatiques et l'activité humaine exercent des pressions importantes sur la faune québécoise et ont le potentiel de devenir extrêmement dangereux pour la survie de plusieurs espèces. La perte prochaine de ces espèces est inquiétante tant pour l'aspect de conservation de la biodiversité que pour les impacts éventuels sur les communautés qui en dépendent, particulièrement sur les nations autochtones. (Auzel et al., 2012) La majorité des nations autochtones, malgré la reconnaissance et la considération qui augmentent au Québec, au Canada et à l'international, semblent toujours être maintenues à l'écart des questions de gestion fauniques. Ce constat est particulièrement inquiétant en considérant que les nations autochtones utilisent les ressources fauniques à des fins de subsistance et que leur mode de vie et leur culture dépendent directement des activités de chasse, de pêche et de piégeage traditionnels.

Ainsi, l'objectif principal de cet essai était d'évaluer la participation des nations autochtones sans traité dans la gestion de la faune au Québec, pour ensuite proposer des pistes de solution. Cet objectif principal reposait sur quatre sous objectifs, soit de décrire l'importance de la gestion de la faune pour quatre nations autochtones du Québec; de présenter sommairement les pratiques actuelles en matière de gestion de la faune des nations autochtones sélectionnées; de comparer les opportunités d'implication dans la gestion de la faune des nations autochtones; et de formuler des recommandations afin d'améliorer la participation des nations autochtones dans la gestion des ressources fauniques.

Ces objectifs ont été atteints grâce à une revue de la littérature et l'analyse comparative qui a suivi, présentée dans les huit chapitres précédents. Le premier chapitre a permis de contextualiser les problèmes liés à l'accès à la gestion de la faune pour les communautés autochtones, en faisant l'historique de cette dernière à l'aide d'une présentation des principaux organismes responsables de la gestion au Canada et au Québec. Ce chapitre a également concerné les impacts attendus des changements climatiques sur la faune québécoise. Les différences entre les nations autochtones ayant un traité et celles n'en ayant pas ont également été abordées. Les droits ancestraux autochtones ont également été considérés, de même que l'obligation de consulter et d'accommoder les communautés autochtones au Canada.

Les quatre chapitres subséquents ont rempli les deux premiers sous-objectifs en présentant chacun l'une des quatre nations autochtones analysées dans cet essai. Ceux-ci ont présenté sommairement l'historique, la culture, la gouvernance et l'administration de chacune des nations afin d'avoir une vue d'ensemble de chacune d'entre elles. En effet, ces éléments sont essentiels à la compréhension du mode de vie des communautés autochtones du Québec, en plus de donner un aperçu des changements fondamentaux qu'apporte la signature d'un traité dans l'historique d'une nation. En effet la présentation de la CBJNQ et

de certaines ententes subséquentes impliquant la gestion de la faune, telle que la Paix des Braves, a démontré en quoi ces outils politiques et légaux permettent une plus grande autonomie des nations signataires en plus de protéger leurs cultures, leurs modes de vie et leurs langues respectives. Il a également été constaté qu'une grande importance est accordée à la faune et à sa gestion par chacune des nations autochtones abordées dans l'essai. En effet, les quatre nations poursuivent toujours des activités traditionnelles malgré que leurs modes de vie intègrent des éléments de la vie « moderne » telle qu'un emploi rémunéré. La chasse, la pêche et le piégeage à des fins de subsistance font toujours partie intégrante de la vie et de la culture des communautés autochtones, et sont donc exécutées en fonction des ressources disponibles de leurs territoires traditionnels. Dans le cas des communautés avec traité, soit les Inuits et les Cris, la signature de la CBJNQ a permis une implication directe dans la gestion et la conservation des ressources fauniques. En effet, les Inuits et les Cris ont un régime particulier leur conférant des droits de chasse, de pêche et de piégeage tout en leur permettant de participer à l'élaboration des mesures de gestion et de conservation par la création du CCCPP. Toutefois, pour les nations sans traité la situation est tout autre. Malgré la signature de quelques ententes et la signature prochaine d'un traité, les nations innues et anishinabées ne sont toujours que très peu impliquées dans la gestion et la protection de leurs territoires et de ces ressources. Pour les Innus, le traité devant être signé prochainement leur promet une plus grande autonomie et une implication directe sur la gestion. Cependant, ceux-ci sont pour le moment toujours mis à l'écart. Pour les Anishinabés, leur implication en matière de gestion de la faune repose presque entièrement sur les revendications qu'ils effectuent sur le territoire. Les dernières revendications à la Réserve faunique La Vérendrye ont même été un succès pour les communautés anishinabées, qui ont finalement obtenu un moratoire sur l'orignal. (Bellerose, 2021)

Le chapitre six a également permis de répondre au deuxième sous-objectif en abordant la gestion de la faune au Canada et à l'international, en présentant la nation Tsilqot'in de la Colombie-Britannique, les Aborigènes de l'Australie et les Māoris de la Nouvelle-Zélande. En effet, bien que le cas des Aborigènes et des Māoris soit semblable à celui des autochtones du Québec, la situation est différente pour la nation Tsilqot'in. En effet, ceux-ci sont les premiers au Canada à avoir obtenu un jugement de la Cour suprême leur reconnaissant un titre aborigène sur leur territoire ancestral et leur permettant donc de gérer et de conserver eux-mêmes les ressources de ce territoire.

Le chapitre sept, quant à lui, a répondu au troisième sous-objectif à l'aide d'une analyse comparative qualitative utilisant les dimensions sociale, économique, politique et juridique. Cette analyse a permis de faire ressortir les principaux freins et leviers à l'implication des nations autochtones dans la gestion de la faune. En conséquence, l'absence de traité mènerait à une diminution importante de la considération des droits et des savoirs ancestraux, à une augmentation des problèmes de consultation et d'accommodement,

ainsi qu'à une diminution de l'accès à des redevances et du financement, en plus de ne pas permettre l'élaboration d'un régime territorial comme c'est le cas pour les Cris et les Inuits.

Le chapitre huit répond au dernier sous-objectif avec la formulation de huit recommandations afin d'améliorer l'implication des nations autochtones dans la gestion de la faune, et ce, sans l'obligation de signer un traité. Elles incluent notamment de reconnaître et de protéger les droits et les savoirs autochtones, afin que ceux-ci soient inclus dans tous les projets de gestion de la faune sur les territoires autochtones. Elles proposent également d'encourager les démarches de consultation afin de considérer les recommandations venant des communautés autochtones, de même que de valoriser les accommodements. La création de comités de gestion et de projets de cogestion permettent d'impliquer directement les communautés autochtones dans la gestion de la faune locale est également un point central des recommandations. Un meilleur financement accordé aux communautés est également encouragé, afin que celles-ci aient les fonds nécessaires pour financer leurs propres études ou méthodes de gestion de la faune. Le développement de relations durables entre les communautés autochtones et l'État, de même qu'avec les entreprises privées, est également encouragé. Finalement, la priorisation de l'utilisation autochtone des ressources, plutôt que par des allochtones, est suggérée, puisque ceux-ci pratiquent toujours la chasse, la pêche et le piégeage de subsistance, des activités liées directement à leurs traditions.

RÉFÉRENCES

- Aboriginal Land Act 1991*, AUS-2013-L-93302, en ligne:
< <https://www.legislation.qld.gov.au/view/pdf/inforce/2019-05-24/act-1991-032> >
- Administration régionale Kativik (ARK). (2010). Working together to protection wildlife and wildlife habitat, and promote the sustainable use of wildlife resources in Nunavik. <https://www.krg.ca/fr-CA/publications/wildlife-conservation>
- Administration régionale Kativik (ARK). (2019a). Administration régionale Kativik (ARK). <https://www.krg.ca/fr-CA/>
- Administration régionale Kativik (ARK). (2019b). Programme de soutien à l’approvisionnement en aliments traditionnels dans les communautés. <https://www.krg.ca/fr-CA/programs/nunavik-col/country-food>
- Affaires autochtones et du Nord Canada. (2016). Les Algonquins de Barriere Lake. <https://www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1100100016352/1100100016353>
- Affaires indiennes et du Nord Canada. (2009). La convention de la Baie James et du nord québécois et la convention du nord-est québécois. https://www.aadnc-aandc.gc.ca/DAM/DAM-INTER-HQ/STAGING/texte-text/jb0507_1100100030831_fra.pdf
- Affaires indiennes et du Nord Canada. (s.d.). Canada – Évolution territoriale 1867-1999. [Document cartographique]. Affaires indienne et du Nord Canada.
- Australian Institute of Aboriginal and Torres Strait Islander Studies (AIATSIS). (s.d.). Land right. <https://aiatsis.gov.au/explore/land-rights>
- Amnesty International. (2009). Connection our past to our future : The Long Point First Nation of Canada. <http://caid.ca/AmnIntLonPoiFN2009.pdf>
- Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (APNQL). (2014). Protocole de recherche des Premières Nations au Québec et au Labrador. <https://cerpe.uqam.ca/wp-content/uploads/sites/29/2016/08/Protocole-de-recherche-des-Premieres-Nations-au-Quebec-Labrador-2014.pdf>
- Association des trappeurs cris. (2019a). History. <https://creetrappers.ca/index.php/about/history>
- Association des trappeurs cris. (2019b). Mandate. <https://creetrappers.ca/index.php/about/mandate>
- Auzel, P., Gaonac’h, H., Poisson, F., Siron, R., Calmé, S., Belanger, M., Bourassa, M.M., Kestrup, A., Cuerrier, A., Downing, A., Lavallée, C., Pelletier, F., Chambers, J., Gagnon, A.E., Bedard, M.C., Gendreau, Y., Gonzalez, A., Mitchell, M., Whiteley, J. et Larocque, A. (2012). Impacts des changements climatiques sur la biodiversité du Québec : Résumé de la revue de littérature. <https://qcbs.ca/wp-content/uploads/2012/03/Revue-de-litt%C3%A9rature-R%C3%A9sum%C3%A9-Web.pdf>
- Bellerose, P. (2021). Pas de chasse à l’orignal dans le parc de la Vérendrye cet automne. <https://www.journaldequebec.com/2021/04/02/pas-de-chasse-a-lorignal-dans-le-parc-de-la-verendrye>

- Bhattacharyya, J. et Murphy, S.D. (2015). Assessing the Role of Free-Roaming Horses in a Social-Ecological System. <https://www-proquest-com.ezproxy.usherbrooke.ca/docview/1692685412/fulltextPDF/C9E52A6CB3644D7APQ/1?accountid=13835>
- Black, M.J. et Parrott, Z. (2018). Algonquins. <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/algonquins>
- Bibliothèque du Parlement. (s.d.). Appuyer la participation des Autochtones à la mise en valeur des ressources : le rôle des ententes sur les répercussions et les avantages. https://bdp.parl.ca/sites/PublicWebsite/default/fr_CA/ResearchPublications/201529E
- Bonesteel, S. (2006). Les relations du Canada avec les Inuits : Histoire de l'élaboration des politiques et des programmes. <https://www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1100100016900/1100100016908>
- Bourassa, M-M. et Auzel, P. (2012). Les changements climatiques au Nunavik : De l'évaluation des impacts à une gestion intégrée des transitions pour la conservation des écosystèmes. <https://journals.openedition.org/teoros/2159>
- Bousquet, M-P. (2002). Les Algonquins ont-ils toujours besoin des animaux indiens ? Réflexion sur le bestiaire contemporain. <https://www.erudit.org/fr/revues/theologi/2002-v10-n1-theologi714/008156ar.pdf>
- Brideau, I. (2019). L'obligation de consulter les peuples autochtones. https://lop.parl.ca/sites/PublicWebsite/default/fr_CA/ResearchPublications/201917E
- British Columbia Government News. (2018). Tsilhqot'in Nation and Province sign moose co-management agreement. <https://news.gov.bc.ca/releases/2018FLNR0292-001899>
- Cesa, Y. (2002). Échange commercial et usages monétaires non-marchands dans le cadre du programme d'aide aux chasseurs du Nunavik. <https://www.erudit.org/en/journals/etudinuut/1900-v1-n1-etudinuut703/007650ar/>
- Chabot, M-F. (1991). Le Tribunal Waitangi et les droits autochtones. <https://www.erudit.org/fr/revues/cd1/1991-v32-n1-cd3786/043066ar.pdf>
- Charest, P. (2014). Le bestiaires innu : les quadrupèdes. <https://www.erudit.org/en/journals/raq/2014-v44-n2-3-raq01909/1030983ar.pdf>
- Comité de gestion de la réserve de biodiversité Uapishka. (2013). Restauration, éducation, recherche et structuration du milieu dans un but de préservation de l'exceptionnalité. <http://voute.bape.gouv.qc.ca/dl/?id=00000061766>
- Comité d'examen des répercussions sur l'environnement et le milieu social (COMEX). (2021). Cadre administratif et juridique. <https://comexqc.ca/a-propos/cadre-administratif-juridique/>
- Comité sur la situation des espèces en péril au Canada (COSEPAC). (2019). <https://cosewic.ca/index.php/fr/>

- Commission sur les ressources naturelles et le territoire de la Baie-James (CRRNTBJ). (2011). Priorisation multicritère des espèces fauniques de la Baie-James aux fins d'acquisition de connaissances. https://nanopdf.com/download/priorisation-multicritere-des-especes-fauniques-de-la_pdf
- Conseil des Innus de Pessamit. (2018). Conseil des Innus de Pessamit. <https://pessamit.org>
- Conseil des Innus de Pessamit. (2019). Caribou forestier : la Première nation innue de Pessamit affirme sa volonté de protéger le Pipmuacan, lieu de haute importance pour la culture innue. <https://snapquebec.org/caribou-forestier-la-premiere-nation-innue-de-pessamit-affirme-sa-volonte-de-protoger-le-pipmuacan-lieu-de-haute-importance-pour-la-culture-innue/>
- Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg. (2016). Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg. <https://www.anishinabenation.ca>
- Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage (CCCPP). (2017). Rapport d'activité 2017-2018. http://www.cccpp-hftcc.com/wp-content/uploads/DOCUMENTS_PUBLIC/HFTCC_report_2017-2018_CCCPP_rapport_BIL.pdf
- Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage (CCCPP). (2018a). Rôle et mandat. <http://cccpp-hftcc.com/fr/about-us/#role-and-mandate>
- Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage (CCCPP). (2018b). CBJNQ et CNEQ. <http://cccpp-hftcc.com/fr/jbnqa-and-neqa/>
- Comité consultatif de l'environnement Kativik (CCEK). (s.d.). À propos du CCEK. <https://keac-ccek.org/fr/>
- Conseil de la Première Nation Abitibiwinini. (2021). Notre histoire. <https://pikogan.com/fr/page/1024699>
- Conseil de la Première Nation Innus Essipit. (s.d.). Historique. <http://innuessipit.com/essipit/historique.php>
- Cornwall, A. (2008). Unpacking 'Participation' Models, meanings and practices. <https://gsdrc.org/document-library/unpacking-participation/>
- Corporation Nibiischii. (2021). Corporation. <https://www.nibiischii.com/fr/a-propos/corporation-niibiischii/#mission>
- Croteau, B. (2016). Développement socio-économique et de l'Environnement : Mémoire de consultation Aires protégées. https://www.environnement.gouv.qc.ca/biodiversite/aires_protegees/consultation/abitibi-temiscamingue/memoires/07_Abitibiwinini.pdf
- Deer, K. (2020). Algonquin communities increase checkpoints in Quebec wildlife reserve to enforce moose hunting ban. <https://www.cbc.ca/news/indigenous/algonquin-la-verendrye-moose-hunting-ban-1.5732903>
- Desbiens, C. et Hirt, I. (2012). Les Autochtones au Canada : espaces et peuples en mutation. <https://www.cairn.info/revue-l-information-geographique-2012-4-page-29.htm>

- Desjarlais, C., Allard, M., Blondlot, A., Bourque, A., Chaumont, D., Gosselin, P., Houle, D., Larrivée, C., Lease, N., Roy, R., Savard, J-P., Turcotte, R. et Villeneuve, C. (2010). Ouranos : savoir s'adapter aux changements climatiques. https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/RapportDesjarlais2010_FR.pdf
- Eeyou Conservation. (2021). Protected areas and conservation planning in Eeyou Istchee. <https://www.eeyouconservation.com/storymap-protected-areas-and-conservation-planning-in-eeyou-istchee/>
- Environment Foundation. (2018). Maori and Biodiversity. <http://www.environmentguide.org.nz/issues/biodiversity/maori-and-biodiversity/>
- Environnement et Changement climatique Canada (ECCC). (2017). Loi sur les espèces sauvages du Canada. <https://www.ec.gc.ca/alef-ewe/default.asp?lang=Fr&n=E8EA5606-1&wbdisable=true>
- Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) et Fédération Canadienne de la Faune (FCF). (2005). Le caribou. <https://www.hww.ca/fr/faune/mammiferes/le-caribou.html>
- Fédération québécoise des chasseurs et pêcheurs. (2021). Relation avec les autochtones. <https://fedecp.com/la-federation/grands-dossiers/relations-avec-les-autochtones/>
- Filippi, B. (2019). La faune. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1185129/langue-innue-aueshish-faune-animaux>
- Fondation David Suzuki et Plotkin, R. (2018). Parcs tribaux et aires protégées et de conservation autochtones: leçons tirées des exemples de la Colombie-Britannique. <https://davidsuzuki.org/wp-content/uploads/2018/08/RAPPORT-Parcs-tribaux-et-aires-protégées-et-de-conservation-autochtones-Leçons-tirées-des-exemples-de-la-Colombie-Britannique.pdf>
- Freeman, M.A. (2020). Inuits. <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/inuit>
- Frenette, J. (2013). Les lois de l'extension des frontières du Québec de 1898 et de 1912, la Convention de la Baie James et du Nord Québécois et la Première Nation Abitibiwinni. <https://www.erudit.org/fr/revues/raq/2013-v43-n1-raq01347/1024476ar.pdf>
- Furgal, C., Martin, D. et Gosselin, P. (2002). Climate change and health in Nunavik and Labrador: Lessons from Inuit knowledge. https://epub.sub.uni-hamburg.de/epub/volltexte/2010/5138/pdf/Furgal_et_al_2002_Climate_Change_and_Health_in_Nunavik_and_Labrador_The_Earth_is_Faster_Now.pdf
- Gagnon-Champigny, C. (2020). Les réfugiés de la conservation : les parcs Serengeti et Ngorongoro (Tanzanie) et Thung Yai-Huai Kha Khaeng (Taïlande) comparés au parc national Assinica (Essai de maîtrise). Université de Sherbrooke, QC, Canada.
- Gerbet, T. (2019). Dix nouvelles réserves naturelles protégées à perpétuité au Québec. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1172888/aires-protégées-québec-reserve-opasatica-biodiversite>
- Gouvernement de la Colombie-Britannique. (2018). Moose Co-Management Agreement. https://www2.gov.bc.ca/assets/gov/environment/natural-resource-stewardship/consulting-with-first-nations/agreements/tng_moose_management_framework_signedtng_-_2018_09_28.pdf

- Gouvernement de la Nation Crie. (2015). Stratégie crie de conservation régionale.
<https://www.eeyouconservation.com/wp-content/uploads/2018/02/cree-regional-conservation-strategy-f.pdf>
- Gouvernement du Canada. (2010). Entente de Principe d'ordre général entre les Premières nations du Mamuitun et de Nutashkuan et le gouvernement du Québec et le Gouvernement du Canada.
<https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/fra/1100100031951/1539797054964>
- Gouvernement du Canada. (2017a). Sommaire de l'Entente sur la gouvernance crie. <https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/fra/1500394750433/1542989760073>
- Gouvernement du Canada. (2017b). Sommaire des connaissances traditionnelles autochtones sur le caribou des bois (Rangifer tarandus caribou): Québec. https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/registre-public-especes-peril/publications/caribou-bois-rapports-sommaires-connaissances-autochtones/quebec.html#_a38
- Gouvernement du Canada. (2018). Conseil autochtone national sur les espèces en péril.
<https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/especes-peril-loi-accord-financement/loi-description/conseil-autochtone-national.html>
- Gouvernement du Canada. (2020a). Faune, flore et espèces.
<https://www.canada.ca/fr/services/environnement/faune-flore-especes.html>
- Gouvernement du Canada. (2020b). Fonds autochtones pour les espèces en péril.
<https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/financement-environnement/programmes/fonds-autochtone-especes-peril.html>
- Gouvernement du Canada. (2020c). Traités et ententes. <https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/fra/1100100028574/1529354437231>
- Gouvernement du Québec. (1998). Convention de la Baie-James et du Nord québécois et conventions complémentaires.
http://www.aenq.org/fileadmin/user_upload/syndicats/z77/Stock/Francais/Documents/Conv_Baie_James/ConventionBaieJamesCompleet.pdf
- Gouvernement du Québec. (2008). Guide intérimaire en matière de consultation des communautés autochtones. https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/conseil-executif/publications-adm/saa/administratives/orientations/fr/guide_inter_2008.pdf?1605704677
- Gouvernement du Québec. (2009). Plan de conservation : réserve de biodiversité Uapishka.
https://www.environnement.gouv.qc.ca/BIODIVERSITE/reserves-bio/uapishka/PCF_Uapishka.pdf
- Gouvernement du Québec. (2011). Amérindiens et Inuits : Portrait des Nations autochtones du Québec 2^e édition. https://www.autochtones.gouv.qc.ca/publications_documentation/publications/document-11-nations-2e-edition.pdf
- Gouvernement du Québec. (2019). Plan de conservation : réserve de biodiversité Akumunan.
<https://www.environnement.gouv.qc.ca/biodiversite/reserves-bio/akumunan/plan-conservation-akumunan.pdf>

- Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James (GREIBJ). (2021a). Historique et contexte. <https://greibj-eijbrg.com/fr/gouvernement-regional/historique>
- Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James (GREIBJ). (2021b). Territoire. <https://greibj-eijbrg.com/fr/gouvernement-regional/territoire>
- Government of Alberta. (2020). The Government of Alberta's Policy on Consultation with First Nations on Land and Natural Resource Management 2013. <https://open.alberta.ca/dataset/801cf837-4364-4ff2-b2f9-a37bd949bd83/resource/8fa6a92a-3523-457a-b3b0-1e72f3cb79b8/download/ir-policy-consultation-first-nations-land-resources-2013-amended-2020.pdf>
- Government of Northwest Territories. (s.d.). Wildlife co-management in the Northwest Territories. https://www.enr.gov.nt.ca/sites/enr/files/resources/wildlife_co-management_in_the_nwt_eng.pdf
- Government of Western Australia. (s.d.). Aboriginal involvement. <https://www.dpaw.wa.gov.au/parks/aboriginal-involvement>
- Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) (GCC) / Administration régionale crie (ARC). (2008). Un regard neuf sur le patrimoine culturel. Mémoire soumis dans le cadre de la consultation sur le livre vert du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine.
- Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) (GCC) / Gouvernement de la Nation Crie (GNC). (2020). Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) / Gouvernement de la Nation Crie : Représentant de la Nation Crie. <https://www.cngov.ca/fr/gouvernance-et-structure/gcc-ei-gnc-role-mission-vision/>
- Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) (GCC) / Gouvernement de la Nation Crie (GNC). (2021a). Aires protégées. <https://www.cngov.ca/fr/environnement/aires-protegees/>
- Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) (GCC) / Gouvernement de la Nation Crie (GNC). (2021b). Environnement et travaux de remédiation. <https://www.cngov.ca/fr/gouvernance-structure/departments/environnement-et-travaux-de-remediation/>
- Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) (GCC) / Gouvernement de la Nation Crie (GNC). (2021c). Gestion et conservation de la faune. <https://www.cngov.ca/fr/environnement/gestion-et-conservation-de-la-faune/>
- Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) (GCC) / Gouvernement de la Nation Crie (GNC). (2021d). Les Eeyou d'Eeyou Istchee. <https://www.cngov.ca/fr/communaute-et-culture/communautes/>
- Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) (GCC) / Gouvernement de la Nation Crie (GNC). (2021e). Rapport sur le Forum régional sur les changements climatiques. https://www.cngov.ca/wp-content/uploads/2019/07/1-biodiversity-harvesting-land_regional-forum-on-climate-change-report.pdf
- Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évaluation du Climat (GIEC). (2002). Les changements climatiques et la biodiversité. https://www.researchgate.net/publication/40217622_Climate_Change_and_Biodiversity
- Gitay, H., Lovera, M., Suarez, A. et Tsubaki, Y. (2003). Climate change and biodiversity. https://www.researchgate.net/publication/258446754_CLIMATE_CHANGE_AND_BIODIVERSITY_OBSERVED_AND_PROJECTED_IMPACTS

- Hall, A.J. (2017). Traités autochtones au Canada.
<https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/traites-autochtones>
- Halley, P. (2003). La protection juridique de la biodiversité et des activités d'exploitation faunique des Inuits du Nunavik. <https://www.erudit.org/en/journals/cd1/2003-v44-n4-cd3836/043771ar.pdf>
- Hébert, R. (2010). Portrait régional : Nord-du-Québec.
<https://mern.gouv.qc.ca/documents/territoire/portrait-nord-du-quebec.pdf>
- Hébert, A. (2012). Les parcs nationaux du Nunavik et du territoire d'Eeyou Istchee-Baie-James : un nouveau modèle de gouvernance des « parcs habités ».
<https://journals.openedition.org/teoros/2150>
- Institut de Développement Durable des Premières Nations du Québec et du Labrador (IDDPNQL). (s.d.). Centre d'expertise sur les ententes sur les répercussions et les avantages. <https://iddpnql.ca/centre-dexpertise-sur-les-ententes-sur-les-repercussions-et-les-avantages/>
- Kerr, G.R. et Kwasniak, A.J. (2015). Conservation et aménagement de la faune.
<https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/conservation-et-amenagement-de-la-faune>
- Lacasse, J-P. (2007). L'affirmation des droits territoriaux des Innus.
<https://www.erudit.org/en/journals/rgd/2007-v37-n1-rgd01571/1027134ar.pdf>
- Lepage, P. (2019). Mythes et réalités sur les peuples autochtones.
<https://www.cdpedj.qc.ca/storage/app/media/publications/Mythes-Realites.pdf>
- Les entreprises Essipit. (2021). Les Innus. <https://vacancesessipit.com>
- Leslie, J.F. (2020). Traité no 9. <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/traite-no-9>
- L'encyclopédie canadienne. (2015). Service canadien de la faune.
<https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/service-canadien-de-la-faune>
- Loi constitutionnelle de 1982*, R-U.1982, c.11.
- Loi sur les Cris et les Naskapis*, S.C. 1984, ch.18.
- Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune*, L.R.Q, 2002, c.82.
- Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie-James et du Nouveau-Québec*, L.R Q, 1978, D-13.1.
- Loi sur le programme d'aide aux Inuit bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord Québécois pour leurs activités de chasse, de pêche et de piégeage*, L.R.Q, 1982, P-30.2.
- Loi sur les villages nordiques et l'administration régionale Kativik*, L.R.Q, 1978, V-6.1.
- Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie-James et du Nouveau-Québec*, L.R.Q, 1978, R-13.1.

- Martin, T. (2015). La place des autochtones dans la gouvernance des parcs de l'Arctique canadien. <https://www.erudit.org/fr/revues/nps/2014-v27-n1-nps02130/1033620ar/>
- Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC). (2021). Les aires protégées au Québec. http://www.environnement.gouv.qc.ca/biodiversite/aires_protegees/aires_quebec.htm
- Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. (2010). Régime municipal nordique. <https://www.mamh.gouv.qc.ca/organisation-municipale/organisation-territoriale/organisation-territoriale-municipale/regime-municipal-nordique/>
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). (2016a). L'historique de la protection de la faune du Québec. <https://mffp.gouv.qc.ca/la-faune/protection-de-faune/historique/>
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). (2016b). Ententes particulières. <https://mffp.gouv.qc.ca/la-faune/territoires-fauniques/ententes/>
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). (2016c). Projets de parcs nationaux. <https://mffp.gouv.qc.ca/les-parcs/reseau-parcs-nationaux/projets-de-parcs-nationaux/>
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). (2016d). Pourvoies. <https://mffp.gouv.qc.ca/la-faune/territoires-fauniques/pourvoies/>
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). (2016e). Zones d'exploitation contrôlée (zecs). <https://mffp.gouv.qc.ca/la-faune/territoires-fauniques/zecs/>
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). (2016f). Refuges fauniques. <https://mffp.gouv.qc.ca/la-faune/territoires-fauniques/refuges/>
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). (2016g). Tique d'hiver de l'orignal. <https://mffp.gouv.qc.ca/faune/sante-maladies/tique-orignal.jsp>
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). (2017). Le Gouvernement du Québec confie la gestion de la réserve faunique des Lacs-Albanet-Mistassini-et-Waconichi à la Nation crie de Mistissini. <https://mffp.gouv.qc.ca/2017-04-06-gestion-reserve-faunique-nation-crie-mistissini/>
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). (2019). Rapport annuel de gestion 2019-2020. <https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/forets-faune-parcs/publications-adm/rapport-annuel-de-gestion/RA-annuel-gestion-2019-2020-MFFP.pdf?1605106698>
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). (2021a). Espèces fauniques menacées ou vulnérables. <https://mffp.gouv.qc.ca/la-faune/especes/especes-menacees-vulnerables/>
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). (2021b). Plan de gestion de l'ours noir 2020-2027. <https://mffp.gouv.qc.ca/la-faune/plans-de-gestion/ours-noir/>
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). (2021c). Plans de gestion. <https://mffp.gouv.qc.ca/la-faune/plans-de-gestion/>
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). (2021d). Réserves fauniques. <https://mffp.gouv.qc.ca/la-faune/territoires-fauniques/reserves/>

- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). (2021e). Rôles et responsabilités.
<https://mffp.gouv.qc.ca/les-parcs/roles-responsabilites/>
- Ministre des Approvisionnement et Services Canada. (1981). Textes des traités – Traité No.9.
<https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/fra/1100100028863/1581293189896>
- Ministry for the Environment. (s.d.). Developing a national policy statement for indigenous biodiversity.
<https://www.mfe.govt.nz/more/biodiversity/recent-and-upcoming-government-biodiversity-initiatives/developing-national-policy>
- Mitchikanibikok Inik. (s.d.). Trilateral Agreement Primer. <https://www.crrf-fcrr.ca/images/stories/Algonguins.pdf>
- National Indigenous Australians Agency. (s.d.). Indigenous Protected Areas (IPAs).
<https://www.niaa.gov.au/indigenous-affairs/environment/indigenous-protected-areas-ipas>
- Nation innue. (2017). Commission d'enquête : écoute, réconciliation et progrès.
https://www.cerp.gouv.qc.ca/fileadmin/Fichiers_clients/Documents_deposes_a_la_Commission/P-004.pdf
- New Zealand conservation authority. (1997). New Zealand conservation authority : Maori customary use of native birds, plants & other traditional materials : interim report and discussion paper.
<https://www.doc.govt.nz/Documents/getting-involved/nz-conservation-authority-and-boards/nz-conservation-authority/maori-customary.PDF>
- New Zealand Government. (s.d.). The Treaty in brief. <https://nzhistory.govt.nz/politics/treaty/treaty-faqs>
- Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris. (s.da.). Le programme.
<https://www.osrcpc.ca/programme/>
- Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris. (s.db.). L'office.
<https://www.osrcpc.ca/office/lois-conventions/>
- Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris. (2010). Subventions et programmes pour les chasseurs et piégeurs cris. <http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/bs2560463>
- Organisation des Nations Unies (ONU). (s.d.) La Convention sur la diversité biologique, traité international pour un avenir durable. <https://www.un.org/fr/observances/biological-diversity-day/convention>
- Organisation des Nations Unies (ONU). (2007). Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. https://www.un.org/esa/socdev/unpfii/documents/DRIPS_fr.pdf
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). (2021). Gestion de la faune sauvage. <http://www.fao.org/sustainable-forest-management/toolbox/modules/wildlife-management/basic-knowledge/fr/>
- Otis, G. (2005). Le titre aborigène : émergence d'une figure nouvelle et durable du foncier autochtones ?
<https://www.erudit.org/fr/revues/cd1/2005-v46-n4-cd3843/043868ar.pdf>

- Ours blancs au Canada. (s.d.). Québec. <https://www.polarbearsCanada.ca/fr/gestion/la-gestion-au-canada/quebec>
- Paul, G. (2020). Aires protégées : la Nation innue dénonce la démarche de Québec. <https://ici.radio-canada.ca/espaces-autochtones/1758552/innu-territoire-nitassinan-cris-mashteuiatsh-protection-titres-droits-ancestraux>
- Parcs Nunavik. (2021). Notre culture. <https://www.nunavikparks.ca/fr/notre-culture>
- Parliamentary Counsel Office. (s.d.). Resource Management Act 1991. <https://www.legislation.govt.nz/act/public/1991/0069/latest/DLM231905.html>
- Porter, I. (2008). Entente avec les Algonquins de Longue-Pointe. <https://www.ledevoir.com/politique/quebec/175419/entente-avec-les-algonquins-de-longue-pointe>
- Pourvoirie des camps Mistassini. (2020). À propos. <https://mistassinilake.com/fr/a-propos/>
- Preston, R.J. (2018). Cri. <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/cris>
- Radio-Canada. (2015). Portrait de nation autochtones d’Abitibi-Témiscamingue. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/746924/portrait-communautes-autochtones-premieres-nations-abitibi-temiscamingue>
- Radio-Canada. (2020). L’accès à la réserve faunique La Vérendrye toujours bloqué. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1741870/barrage-reserve-faunique-la-verendrye-originaux>
- Regroupement Petapan. (2014). Première Nation. <http://innu-essipit.com/essipit/historique.php>
- Riopel, A. (2020). Des originaux au cœur d’un conflit entre chasseurs et Anichinabés. <https://www.ledevoir.com/societe/environnement/586697/parc-la-verendrye-des-panaches-au-coeur-d-un-conflit>
- Rivet, F. (2020) Nunavik. <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/nunavik>
- Sasseville, J. (1997). Régime de droits fonciers sur les terres crie et naskapie du Québec. <https://www.nrcan.gc.ca/sites/www.nrcan.gc.ca/files/earthsciences/pdf/landsurveys/RegimededroitsfoncierssurlesterrescriesetnaskapiesduQuebec.pdf>
- Secrétariat aux affaires autochtones. (s.da.). Entente Québec-Cris : La paix des braves. https://www.autochtones.gouv.qc.ca/publications_documentation/publications/entente_cris_depliant.pdf
- Secrétariat aux affaires autochtones. (s.db.). Québécois et Innus. http://www.versuntraite.com/documentation/publications/entente_synthese.pdf
- Secrétariat aux affaires autochtones. (2004). Entente de principe d’ordre général entre les Premières nations de Mamuitun et de Nutashkuan et le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada. https://www.autochtones.gouv.qc.ca/rerelations_autochtones/ententes/innus/EntentePrincipeInnus.pdf

- Secrétariat aux affaires autochtones. (2005). Les droits ancestraux et le titre aborigène. http://www.versuntraite.com/negociations/droits_ancestraux.htm
- Secrétariat aux affaires autochtones. (2008). Entente-cadre. https://www.autochtones.gouv.qc.ca/relations_autochtones/ententes/algonquins/winneway/2008-02-14.pdf
- Secrétariat aux affaires autochtones. (2011). Entente sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James entre les Cris d'Eeyou Istchee et le gouvernement du Québec. https://www.autochtones.gouv.qc.ca/relations_autochtones/ententes/cris/entente-20120724.pdf
- Secrétariat aux affaires autochtones. (2016). Premières Nations et Inuits du Québec. <https://www.autochtones.gouv.qc.ca/nations/cartes/carte-8x11.pdf>
- Secrétariat aux affaires autochtones. (2019). Statistiques des populations autochtones du Québec 2015. <https://www.autochtones.gouv.qc.ca/nations/population.asp>
- Secrétariat aux affaires autochtones. (2021). Entente entre le gouvernement du Québec et le Conseil des montagnais de Natashquan concernant le développement et la gestion des ressources fauniques. https://www.autochtones.gouv.qc.ca/relations_autochtones/ententes/innus/19990521b.asp
- Sécurité publique Canada. (2018). Étude comparative des modèles de police indigènes au Canada, aux États-Unis, en Australie et en Nouvelle-Zélande. <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/cmprsn-ndgns-plcng/index-fr.aspx>
- Simard, M. (2017). Le Nord québécois : Un plan, trois régions, neuf défis. <https://www.erudit.org/fr/revues/rs/2017-v58-n2-rs03273/1042164ar/>
- Siron, R. et Larrivée, C. (2016). Background document to support the Climate Change and Clean Energy Regional Workshops in Nunavik and Nunatsiavut. https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/RapportSironLarrivee2016_EN.pdf
- Société des établissements de plein air du Québec (Sépaq). (2020). Connecter les gens à la nature : Rapport annuel 2019-2020. https://www.sepaq.com/resources/docs/org/doc_corpo/org-rapport-annuel-20192020.pdf
- Société Makivik. (2016). Draft polar bear management plan for Québec, the Eeyou marine region and the Nunavik marine region. https://www.makivik.org/wp-content/uploads/2016/12/ENG_PB_Final-Draft-for-consultation.pdf
- Société Makivik. (2019a). Carte du Nunavik. <https://www.makivik.org/fr/cartes-du-nunavik/>
- Société Makivik. (2019b). Centre de recherche du Nunavik. <https://www.makivik.org/fr/centre-de-recherche-du-nunavik/>
- Société Makivik. (2019c). Histoire récente et démographie. <https://www.makivik.org/fr/histoire-recente-et-demographie/>
- Station Uapishka. (2020). Guide des besoins en recherche. https://www.uqar.ca/uqar/uqar-info/2020/07_juillet/station_uapishka_guide_besoins_recherche_mai_2020.pdf

- St-Pierre-Roy, I. et Castonguay, D. (2015). Les autochtones du Québec. <https://ici.radio-canada.ca/autochtones-du-quebec>
- Taillon, J. (2010). Le caribou toundrique : grand nomade. https://www.caribou-ungava.ulaval.ca/fileadmin/documents/Articles_PDF/Nature_sauvage_caribou_Aout2010.pdf
- Tanner, A. (2018). Innu (Montagnais-Naskapis). <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/innu-montagnais-naskapi>
- The Canadian Encyclopedia. (2020). Génocide et peuples autochtones au Canada. <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/genocide-and-indigenous-peoples-in-canada>
- Thibault, M. (2012). Par-delà le tourisme : Parcs Nunavik : un outil pour inscrire la culture inuite dans le global. <https://journals.openedition.org/teoros/2184>
- Tremblay, M. et Furgal, C. (2008). Les changements climatiques au Nunavik et au Nord du Québec : L'accès au territoire et aux ressources. https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/RapportTremblay2008_FR.pdf
- Tsilhqot'in Nation v. British Columbia*, 2014 SCC 44, [2014] 2 S.C.R. 256, en ligne : < <https://www.canlii.org/en/ca/scc/doc/2014/2014scc44/2014scc44.html> >
- Université de Sherbrooke. (2021). Protestation des Algonquins du lac Barriere sur la colline parlementaire. <http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/evenements/20942.html>
- Université du Québec à Rimouski. (UQAR). (2020). Un nouveau chapitre dans la recherche nordique sur la Côte-Nord. <https://www.quebec.ca/reseau/fr/medias/actualites-du-reseau/un-nouveau-chapitre-dans-la-recherche-nordique-sur-la-cote-nord>
- Université Laval. (2021). La spiritualité à la chasse et à la trappe. <http://www.ipir.ulaval.ca/fiche.php?id=244>
- Université McGill. (2021). 18: Terres-Cries-de-la-Baie-James. <https://www.mcgill.ca/dialoguemcgill/fr/archives/phase-2-2009-2013/mesure-1-programme-de-formation-linguistique/projets/region18>
- World Wildlife Fund (WWF). (2015). Impacts des changements climatiques sur les espèces. https://www.wwf.fr/sites/default/files/doc-2017-07/151110_rapport_les_impacts_du_changement_climatique_sur_les_especes.pdf

BIBLIOGRAPHIE

- Fréchette, C. (2019) Exploitation des ressources naturelles du Nord québécois : quelle place pour le droit au consentement libre, préalable et éclairé ? (Essai de maîtrise). Université de Sherbrooke, QC, Canada.
- Gagnon-Champigny, C. (2020). Les refugies de la conservation : les parcs Serengeti et Ngorongoro (Tanzanie) et Thung Yai-Huai Kha Khaeng (Taïlande) comparés au parc national Assinica (Essai de maîtrise). Université de Sherbrooke, QC, Canada.
- Perreault-Brière, M-P. (2019). Conservation et gouvernance : analyse comparative des cas des réserves de biosphère de la Sierra Madre de Chiapas et des Cris de l'Eeyou Istchee (Essai de maîtrise). Université de Sherbrooke, QC, Canada.

**ANNEXE 1 Le territoire de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (tiré de Comité
conjoint de chasse, de pêche et de piégeage, 2018)**

